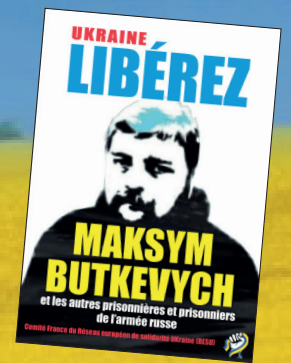


BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 19 – 1^{er} mai 2023

page*2:
Editions Page deux

SYLÉPSE



NewPolitics



LES utopiques



Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre : <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental : www.cetri.be/

ContreTemps : lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2 : <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus : www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse : www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots : <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières : www.europe-solidaire.org

Les Utopiques : lesutopiques.org

M Éditeur : <https://m-editeur.info/>

New Politics : newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes : laboursolidarity.org

Utopia Rossa : <http://utopiarossa.blogspot.com>



1^{ER} MAI 2023

ISBN : 979-10-399-0154-3

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture : © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

Illustrations de l'intérieur : collections particulières et DR.

TABLE DES MATIÈRES

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LES ÉTUDIANT·ES UKRAINIEN·ES LANCENT UN APPEL AUX ÉTUDIANT·ES DE FRANCE

PRIAMA DIIA

7

UKRAINE-BRÉSIL, DEHORS LAVROV, DEHORS LES TROUPES DE POUTINE
COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT CSP-CONLUTAS SUR LA VISITE DU MINISTRE RUSSE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES AU BRÉSIL

8

UKRAINE SOLIDARITÉ BELGIQUE

COMITÉ BELGE DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE

9

UKRAINE SOLIDARITÉ FRANCE

TRACT DU 1^{ER} MAI ET PROGRAMME DE LA QUINZAINE DE SOLIDARITÉ

10

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

EN RAISON DU COÛT DE LA GUERRE, L'UKRAINE A DU MAL À PAYER SES ENSEIGNANTS

KATERYNA SEMTCHUK

15

« ENSEIGNANT, J'AI REJOINT LES FORCES ARMÉES UKRAINIENNES »

ENTRETIEN AVEC VALENTYN DOLHOCHUB

19

« MOI, KOSTYA, LYCÉEN, MEMBRE DU SYNDICAT PRIAMA DIIA »

ENTRETIEN AVEC KOSTYA

23

BRÈVES

25

LE POPULISME DE DROITE CONTRE LA SOLDE DES MILITAIRES

VITALY DUDIN

27

LES PARTIS INTERDITS EN UKRAINE

PETER MARIN

31

« DE NOMBREUX RROMS SE BATTENT : LA GUERRE A CHANGÉ NOS VIES POUR TOUJOURS »

ENTRETIEN AVEC MYROSLAV HORVAT

33

PRISES DE POSITION

LA GAUCHE DOIT-ELLE SOUTENIR L'ENVOI D'ARMES EN UKRAINE ?
UNE CONFRONTATION ENTRE TARAS BILOUS ET DIMITRI LASCARIS

38

COLONIALISME RUSSE, EUROPE ORIENTALE ET LUTTES ANTICOLONIALES
DARIA KRIVONOS

44

LES ÉLITES RÉACTIONNAIRES, LES POSITIONS DU SUD GLOBAL N'EXPRIMENT PAS
UNE « CONSCIENCE ANTICOLONIALE »

MICHAEL KARADJIS

48

POURQUOI LES AFRO-AMÉRICAINS DOIVENT SOUTENIR L'UKRAINE
BILL FLETCHER JR, DON ROJAS, BARBARA SMITH

63

DE LA GUERRE D'AGRESSION RUSSE À L'URGENCE D'UNE GAUCHE DÉCOLONIALE
CATHERINE SAMARY

66

L'IRLANDE AUX CÔTÉS DU PEUPLE UKRAINIEN CONTRE POUTINE
BULLETTIN INTERNATIONAL DE SINN FÉIN

81

QUELQUES QUESTIONS ET PROPOSITIONS (POUR CEUX QUI VEULENT LA PAIX)
BERNARD DRÉANO

82

HUMEURS

LA FSM, UN SYNDICALISME POUTINIEN
ANTOINE RABADAN

91

SARAH ET DIMITRI: PORTRAITS DE PACIFISTES HONNÊTES
MARIANA SANCHEZ ET PATRICK SILBERSTEIN

95

BOÎTE ALERTE

LA GUERRE DANS LE CINÉMA UKRAINIEN:
REPRÉSENTATION DE L'ARMÉE, PLACE DES FEMMES ET CRITIQUE SOCIALE
ANNA TSYMBAL

98

BAGUENAUDAGE DANS L'ART UKRAINIEN D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

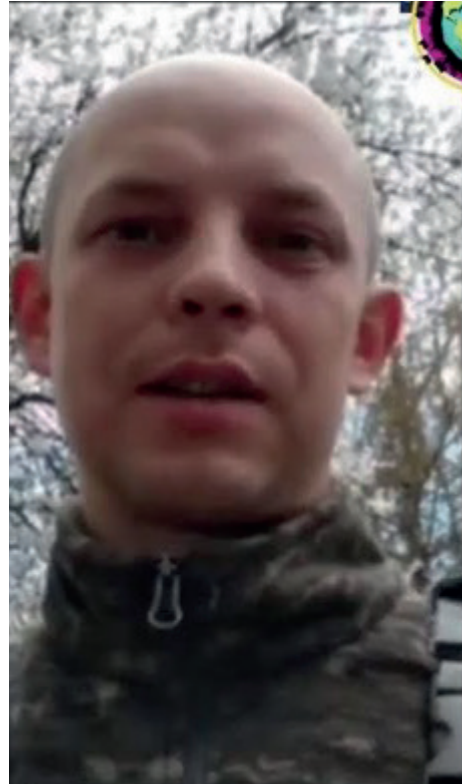
103



**SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**



TER MAI



Les étudiant·es ukrainien·es lancent un appel aux étudiant·es de France

PRIAMA DIIA¹

Depuis le 24 février 2022, les étudiant·es ukrainien·es vivent une guerre qu'ils n'ont pas voulue en raison de l'agression impérialiste de la Fédération de Russie contre l'Ukraine.

Beaucoup d'entre nous ont perdu leurs parents, leurs sœurs, leurs frères et leurs amis dans les bombardements.

Certaines de nos universités ont été détruites.

Des milliers d'étudiant·es ont dû fuir l'endroit où elles et ils vivaient, étudiaient et trouver refuge dans d'autres villes, sans logement et sans ressources. Pire, des étudiant·es vivent sous occupation russe, soumis·es à la terreur. Les autorités russes les obligent à prendre un passeport russe et à travailler pour quelques centimes sans aucune garantie.

Nous vivons dans la peur de tout perdre, y compris notre vie lorsque les sirènes retentissent.

En plus de cette situation dramatique, la politique du gouvernement ukrainien à l'égard des étudiant·es ne tient pas compte de notre situation. Pour des raisons d'économies budgétaires et de magouilles, il

1. Priama Diiia (Action directe). Le courrier d'accompagnement de cet appel est signé par le coordinateur du syndicat, Maksym Shumakov. Déclaration publiée le 10 avril 2023.

ferme les universités les moins rentables avec leurs dortoirs qui accueillent habituellement des étudiant·es réfugié·es.

La répartition des ressources financières entre les universités est opaque et on peut penser que la corruption règne au sein du ministère de l'éducation. Le ministre de l'éducation a récemment démissionné.

Pour défendre nos droits et nos conditions d'études et de vie, nous avons créé le syndicat étudiant Priama Diiia.

Par ailleurs, tous les problèmes qui existaient avant le 24 février 2022 demeurent : abus de pouvoir de la part des administrations universitaires, discrimination, corruption, décisions néfastes du ministère de l'éducation et des sciences envers les étudiant·es, demandes de frais supplémentaires de scolarité ou excessifs, etc.



Ces derniers mois, en raison de ces menaces, les tensions sociales avec les étudiant·es ont conduit à plusieurs campagnes de protestation, dont les plus importantes ont été l'action pacifique des étudiant·es de l'Académie ukrainienne de l'imprimerie à Lviv contre la réorganisation de l'université et le

mouvement Students UA, qui se bat pour le droit des étudiant·es ukrainien·nes dans les universités étrangères de partir à l'étranger pour poursuivre leurs études. Les militant·es de Priama Diia ont participé à ces deux campagnes.

En raison de la guerre, d'une part, et de la politique néolibérale des autorités ukrainiennes, d'autre part, la situation sociale des étudiant·es ne cesse de se dégrader.

C'est pourquoi notre syndicat d'étudiant·es ukrainien·nes souhaite ouvrir un dialogue avec les étudiant·es de France et leurs organisations.

Nous avons besoin de votre solidarité.

Notre syndicat est basé sur les principes de solidarité avec les groupes opprimés et exploités dans notre pays et au niveau international.

Nous avons besoin de votre solidarité!



Syndicat indépendant étudiant «Priama Diia»

04114, Kyiv, Avtozavods'ka st. 79, 26

Code UGREOU 36439569

+380501059098

priama.diia@gmail.com

Ukraine-Brésil, dehors Lavrov, dehors les troupes de Poutine

COMMUNIQUÉ DU SYNDICAT CSP-CONLUTAS
SUR LA VISITE DU MINISTRE RUSSE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES AU BRÉSIL¹

CSP-Conlutas est l'une des principales confédérations syndicales du Brésil. Il s'agit d'une fédération ouvrière et populaire qui regroupe 25 organisations représentant environ 3 millions de travailleurs et de travailleuses des secteurs de l'industrie (automobile, métallurgie, chimie, imprimerie, textile, pétrole, mines), de la construction, des transports, de l'assainissement, de la poste, de l'éducation et de la santé, de la fonction publique, des banques, etc.

Alors que l'Ukraine est confrontée à une invasion sanglante de l'armée russe, le gouvernement brésilien recevra ce lundi (17), sans aucune gêne, les autorités du gouvernement de Poutine à Brasilia.

Le CSP-Conlutas du Brésil se joint à d'autres organisations et à la communauté ukrainienne du Brésil pour lancer une initiative, à São Paulo, contre la réception par le gouvernement brésilien du ministre russe des affaires étrangères, Sergei Lavrov, et d'autres représentants du Kremlin. Une action est également prévue à Brasilia, devant le palais Itamaraty².

1. 18 avril 2023. <https://refrattario.blogspot.com>.

2. NdT: palais de la présidence de la République.

Vous trouverez ci-dessous le manifeste du Réseau international de solidarité et de travail, qui rejette la visite :

Lavrov est un fonctionnaire du régime réactionnaire. Il a le sang des Syriens, des Kurdes, des Ukrainiens, des Daghestanais, des Géorgiens et d'autres peuples sur les mains.

M. Lavrov représente les intérêts des multinationales russes telles que Gazprom et RosNeft – des géants des combustibles fossiles et des monopoles qui ont fondé le régime et ses atrocités.

Chaque jour, le peuple ukrainien meurt sous les roquettes et les grenades russes, et la classe ouvrière ukrainienne résiste aux envahisseurs les armes à la main (il existe une volonté populaire de résister parmi les masses ukrainiennes).

Dans le même temps, les autorités ukrainiennes, dirigées par Volodymyr Zelensky, utilisent la guerre et la loi martiale pour introduire de nouvelles réformes anti-ouvrières et antisociales.

Les autorités ukrainiennes invitent les entreprises internationales à investir en Ukraine et leur promettent d'énormes profits (comme ce fut le cas lors de la visite du président Zelensky à Varsovie, en Pologne, le 5 avril). Ce sont ces politiques qui transforment le peuple ukrainien en main-d'œuvre bon marché, la terre ukrainienne en marchandise et les infrastructures en une vaste zone économique spéciale.

Lula rencontre Lavrov, Duda, Biden et d'autres rencontrent Zelensky, mais notre solidarité va à la classe ouvrière ukrainienne dans sa lutte contre les envahisseurs impérialistes et les réformes néolibérales dans le pays.

Nous déclarons notre entière solidarité avec les syndicats et les mouvements sociaux ukrainiens dans leur lutte pour une Ukraine indépendante et juste. Cette solidarité s'est déjà exprimée par deux convois d'aide aux travailleurs et aux travailleuses

d'Ukraine organisés par l'ILNSS en 2022. En 2023, à l'occasion de l'anniversaire de l'agression impérialiste russe contre l'Ukraine, nous avons également organisé des réunions avec des militants de la classe ouvrière ukrainienne à travers l'Europe.

À bas l'impérialisme et le bellicisme!
Vive la solidarité de la classe ouvrière!

Ukraine solidarité Belgique

COMITÉ BELGE DU RÉSEAU EUROPÉEN DE
SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE³

Notre campagne de soutien financier commencée à la fin du mois de décembre 2022 se poursuit.

Nous venons d'effectuer un versement de 1 000 euros au compte de soutien créé par les 4 organisations féministes ukrainiennes: Feminist Workshop, Feminist Lodge, FemSolution et Bilkis.

Effectuez vos versements sur le compte :

Soutien Ukraine
000-4764473-27

IBAN BE48 0004 7644 7327

BIC: BPOTBEN1XXX

Si vous désirez soutenir un projet spécifique, indiquez-le dans la communication du versement. Pour être tenu au courant de nos activités et recevoir les informations sur l'utilisation de l'argent collecté, ajoutez votre adresse email dans la communication.

Il y a actuellement quatre projets spécifiques.

3. *Lettre d'information*, n° 14, 24 avril 2023, www.facebook.com/Comité-belge-du-Réseau-européen-de-solidarité-Ukraine.





Projet 1. Soutien hiver. Bien que l'hiver soit derrière nous, ce projet reste important. Il finance l'envoi d'équipements comme des générateurs électriques pour assurer la survie de la population menacée par la destruction des infrastructures vitales par les bombardements russes. Notre partenaire principal en Ukraine pour ce projet hiver est «Sincere Heart», une association qui organise des colonies pour enfants traumatisés par la guerre dans un centre de séjour près de Lviv. Depuis peu, elle dispose d'un deuxième centre dans les montagnes de l'Ukraine sub-carpathique. Pour les cas les plus graves, un suivi psychologique permanent est organisé sur les lieux de résidence actuels des enfants. L'action «soutien hiver» se poursuit au-delà de l'hiver. Il s'agit de mettre à la disposition de projets en Ukraine des infrastructures gérées directement par des acteurs de la société civile qui permettent de poursuivre leur activité en dépit des bombardements russes.

Projet 2. Soutien féministe. Il s'agit de financer des activités d'organisations féministes en Ukraine. Les Ukrainiennes sont confrontées à des menaces particulièrement fortes: l'armée russe fait du viol une arme de guerre dans les territoires occupés, le droit à l'avortement est nié pour les millions d'Ukrainiennes réfugiées en Pologne y compris en cas de viol, les violences contre les femmes s'intensifient dans un contexte où des millions de femmes ont dû quitter leur lieu de résidence pour se réfugier soit à l'intérieur de l'Ukraine, soit dans d'autres pays. Nos partenaires sont quatre organisations féministes ukrainiennes actives sur le terrain.

Projet 3. Soutien cinéma. Pour financer la diffusion du cinéma ukrainien ainsi que des projets actuels de réalisation. Nos partenaires sont la plateforme Tak

Flix du cinéma indépendant ukrainien ainsi que des cinéastes et collectifs de cinéastes en Ukraine.

Projet 4. Soutien comité. Tout notre travail est réalisé par des bénévoles. Nous avons besoin d'un budget pour réaliser des publications, louer des salles de conférence ou de projection, faire venir en Belgique des activistes d'Ukraine, etc.

Ukraine solidarité France

Tract distribué le 1^{er} Mai à Paris

1^{er} Mai, journée de solidarité avec les travailleuses et les travailleurs de tous les pays!

Avec celles et ceux qui résistent et se battent en Ukraine!

Face aux travailleurs et aux travailleuses, à la jeunesse, au femmes, aux exploités-es et aux opprimés-es, les impérialismes et les États ne restent jamais les bras croisés.

L'impérialisme russe, dans une continuité coloniale, tente d'écraser le peuple ukrainien sous une pluie d'acier, tout en envoyant à la mort sa propre jeunesse, notamment celle des régions les plus déshéritées et des territoires colonisés de l'État russe à l'intérieur de ses frontières.

Les travailleurs et les travailleuses d'Ukraine résistent depuis plus d'un an en subissant de lourdes pertes. Sur le front, évidemment, mais la société civile subit aussi de plein fouet le choc de l'invasion. Bombardements de missiles sur les villes dans tout le territoire: les infrastructures civiles comme les quartiers ouvriers payent un lourd tribut. Massacres dans

les quartiers et les zones occupées, comme à Irpin ou à Boutcha.

En Russie, les opposant·es au régime mafieux et impérialiste des milliardaires et de Poutine, et au Bélarus, les syndicalistes opposé·es à la guerre sont condamné·es à la mort lente dans les prisons. Les prisonnières et prisonniers de guerre ukrainien·nes qui ne sont pas exécuté·es après avoir été torturé·es sont condamné·es à des peines effrayantes.

Ainsi, Maksym Butkevich, journaliste, défenseur ukrainien des migrant·es, militant antifasciste et libertaire, a été condamné à treize ans de prison. Dans leur propre pays, en Ukraine, la population, les travailleuses et travailleurs, les syndicalistes combattent sur le front contre l'armée russe tout en s'opposant aux mesures de régression sociale qui visent le Code du travail et libéralisent les licenciements, des mesures qui entraveront la résistance à l'invasion.

Le Comité français et les autres collectifs européens du RESU encouragent depuis plus d'un an des actions de solidarité avec le peuple ukrainien résistant et son droit à réclamer des armes, en organisant ou participant à des manifestations contre le Kremlin et les entreprises françaises qui collaborent avec Poutine, en coopérant avec les organisations syndicales pour l'envoi d'aide matérielle, en soutenant les Ukrainiennes et Ukrainiens en France. Le RESU soutient les groupes de la gauche ukrainienne qui tentent d'exister dans un contexte de guerre. Les échanges et débats que nous organisons montrent que la résistance ukrainienne à l'agression impérialiste de l'État russe permet réflexions et actions communes.

Partout dans le monde, et à intervalles de plus en plus rapprochés, des populations entières se lèvent pour leurs droits sociaux et leurs droits démocratiques. Au Sri Lanka, au Chili, en Algérie, en Tunisie,

en Iran, au Kurdistan, en Géorgie... en France. Les peuples sont en marche.

Solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Ukraine!

Soutien à la résistance russe antiguerre!

Liberté pour les syndicalistes du Bélarus emprisonné·es!

Troupes de Poutine hors de toute l'Ukraine!

Solidarité avec tous les peuples opprimés!





QUINZAINE
DE SOLIDARITÉ
AVEC LA RÉSISTANCE
DU PEUPLE UKRAÏNIEN



DÉBATS
PROJECTIONS
MUSIQUE
BANQUET
SALON
DU LIVRE

17 JUIN - 1^{ER} JUILLET 2023

LE PROGRAMME

Samedi 17 juin (19 h 30)

SOIRÉE ANTIRACISTE ORGANISÉE PAR SHOOLIDAIRES AVEC DUBAMIX AUX PLATINES

GARE XP, 18, BD SERRURIER (PARIS 19^E)

Lundi 19 ou mardi 20 juin (19 h)

MEETING SYNDICAL INTERNATIONAL AVEC DES REPRÉSENTANT-ES DES SYNDICATS UKRAINIENS

BOURSE DU TRAVAIL (PARIS 10^E)

Jeudi 22 juin (19 h)

DÉBAT « QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE POUR L'UKRAINE ? »

(EN VISIO)

Vendredi 23 juin (20 h)

PROJECTION DE LA CACOPHONIE DU DONBASS, EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR, IGOR MINAEV

ESPACE SAINT-MICHEL, 7, PLACE SAINT-MICHEL (PARIS 5^E)

Samedi 24 juin (15 h 30)

MANIFESTATION DE L'UNION DES UKRAINIENS DE FRANCE

Lundi 26 juin (20 h)

REPAS SOLIDAIRE AVEC L'UKRAINE RÉSISTANTE

LIEU-DIT, 6, RUE SORBIER (PARIS 20^E)

Mercredi 28 juin (19 h)

DÉBAT : « LA GUERRE DE LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE, UN CONFLIT COLONIAL ? »

CÉDÉTIM-CICP, 21 TER, RUE VOLTAIRE (PARIS 11^E)

Vendredi 30 juin (13 h-20 h) et samedi 1^{er} juillet (13 h-18 h)

SALON DU LIVRE

LE MALTAIS ROUGE, 40, RUE DE MALTE (PARIS 11^E)

Vendredi 30 juin (18 h)

DÉBAT : « LES ENJEUX DE LA LANGUE EN UKRAINE » (AVEC DENYS GORBACH ET DARIA SABUROVA)

SALON DU LIVRE, LE MALTAIS ROUGE, 40, RUE DE MALTE (PARIS 11^E)

Plus d'informations sur [FaceBook](#)



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

En raison du coût de la guerre, l'Ukraine a du mal à payer ses enseignants

KATERYNA SEMTCHUK¹

L'Ukraine a été contrainte de réduire les subventions accordées aux écoles et les autorités locales se démènent pour financer les salaires des enseignants.

L'invasion de la Russie oblige le gouvernement ukrainien à mettre en œuvre des mesures d'austérité dans le secteur de l'éducation, alors que les enseignants du pays s'inquiètent du coût de la vie. Des entretiens avec des fonctionnaires locaux, des enseignants et des militants syndicaux en Ukraine révèlent l'ampleur des coupes budgétaires imposées par le gouvernement ukrainien. Plus d'un an après l'invasion, les finances publiques de l'Ukraine sont soumises à une pression énorme, alors que les dépenses de défense augmentent et que presque tous les autres financements sont réduits. Cela s'est traduit par des coupes budgétaires au niveau local, laissant les autorités locales se démener pour trouver l'argent nécessaire pour combler le manque à gagner sur les salaires des enseignants, qui sont habituellement couverts par les subventions du gouvernement central.

1. Kateryna Semtchuk est correspondante en Ukraine pour *openDemocracy* et rédactrice en chef de l'*Ukrainian Political Critique*. Publié par *openDemocracy*, 3 avril 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat.

«Les salaires représentent une charge très importante pour les budgets locaux», a déclaré à *openDemocracy* Serhiy Romaniuk, vice-président du syndicat ukrainien des travailleurs de l'éducation. Les collectivités locales paient «l'entretien des établissements d'enseignement, tout le personnel de service, et maintenant elles doivent encore payer une partie des salaires des enseignants».

Dans son budget 2023, l'Ukraine a prévu de consacrer un total de 64,5 milliards de d'euros aux dépenses de l'État, alors que son déficit est de 31,68 milliards d'euros, soit presque autant que ses recettes prévues, qui s'élèvent à 32,48 milliards d'euros.

«Ce budget est le plus difficile de notre histoire», a déclaré le ministre ukrainien des finances, Serhiy Martchenko, lorsqu'il a présenté le plan de dépenses pour 2023 au parlement en novembre dernier, en pointant du doigt les «actions criminelles de la Fédération de Russie». La pression exercée sur les finances publiques de l'Ukraine a déjà conduit à des mesures d'austérité dans le domaine des soins de santé et de la rémunération des soldats. Mais l'inflation liée à l'invasion, l'augmentation du coût du logement et les perturbations économiques ont également augmenté le coût de la vie depuis février 2022, date de l'invasion russe. En conséquence, les enseignants craignent que les réductions de leurs salaires ne rendent leur vie encore plus difficile.

Trop d'écoles ?

Les écoles et le personnel éducatif ont toujours été sous-financés en Ukraine, qui conserve un réseau étendu de près de 15 300 établissements d'enseignement datant de l'ère soviétique. De nombreuses écoles, en particulier dans les zones rurales, ont un nombre d'élèves relativement faible – entre 10 et 30 – mais sont toujours dotées d'un personnel au



complet. Avant l'invasion russe, l'Ukraine avait mis en œuvre une vaste réforme des pouvoirs des autorités locales et du système éducatif. Ces réformes visaient à améliorer la gestion des services publics locaux, en créant de nouvelles autorités locales élargies, ainsi qu'à « optimiser » les dépenses publiques en matière d'éducation. Le financement central des salaires des enseignants dans chaque école est désormais calculé à l'aide d'une formule qui tient compte de la population et d'autres facteurs. Cela signifie souvent que les écoles des zones rurales peu peuplées sont lésées. Mais la simple pression économique liée à la lutte contre l'armée russe a contraint le gouvernement ukrainien à réduire les subventions centrales destinées aux salaires des enseignants.

En conséquence, le gouvernement a alloué 87,5 milliards de hryvnias (2,19 milliards d'euros) aux salaires des enseignants en 2023, soit près de 20 % de moins qu'en 2022. Le budget du ministère ukrainien de l'éducation et de la culture s'élève à 156 milliards de hryvnias (3,87 milliards d'euros) pour cette année, financé par des fonds de la Banque mondiale.



Pas encore de licenciements

Jusqu'à présent, les licenciements massifs d'enseignants que l'on craignait ne se sont pas concrétisés, les autorités locales absorbant la charge des salaires manquants. Mais les responsables locaux de tout le pays utilisent diverses échappatoires pour économiser de l'argent. Ils ont notamment réduit les primes, le paiement des heures supplémentaires – une part importante de la rémunération des enseignants – et pressé les enseignants de prendre des congés non rémunérés.

Volodymyr Paraphin, professeur de géographie, a déclaré à *openDemocracy* que les enseignants de son

village – Kozliv, dans la région de Volyn, au nord-ouest de l'Ukraine – ont récemment été invités à prendre trois à cinq jours de congé sans solde pendant les vacances de printemps, en raison d'un manque à gagner sur les salaires des enseignants. Faisant partie d'une autorité locale de la ville voisine de Lokatchi, Kozliv n'a pas les moyens de payer ses enseignants d'où les « vacances forcées non payées ».

Iryna Borys, responsable du département des finances du gouvernement local dans une autre ville, Khyriv, près de la frontière avec la Pologne, a déclaré à *openDemocracy* que « si nos enseignants ne demandent pas un congé sans solde d'au moins deux semaines cet été, nous n'aurons pas d'argent pour payer leurs salaires en novembre ». Elle a ajouté : « Et c'est ce que nous leur disons : s'il vous plaît, prenez un congé sans solde – pour éviter de fermer l'école et de perdre des emplois. »

L'autorité locale de Khyriv a été créée dans le cadre de la décentralisation de l'Ukraine en 2021. Elle est responsable de 15 écoles et de 1 700 élèves. Selon la formule de financement, l'autorité de Khyriv n'a actuellement pas les fonds nécessaires pour payer 30 de ses 356 enseignants. Borys a déclaré à *openDemocracy* qu'après les réductions de la subvention du gouvernement central en temps de guerre, Khyriv fait face à un déficit budgétaire de 11,5 millions de hryvnias (285 000 euros) pour les salaires des enseignants.

« Nous avons ajouté six millions de hryvnias au budget local [pour les salaires des enseignants], mais il nous manque encore cinq millions et demi », a déclaré M. Borys. Plusieurs rémunérations supplémentaires pour les enseignants, tels que la prime de « prestige », ont déjà été supprimées en conséquence, a ajouté M. Borys.

Borys a indiqué que deux communautés voisines ont fermé plusieurs écoles avec un petit nombre d'élèves, mais que cela n'a pas résolu le problème du déficit de la subvention à l'éducation pour ces communautés. L'autorité de Khyriv ne l'a pas fait car «il n'y a pas de transport, pas de routes pour transporter ces enfants vers l'école la plus proche».

Atterrissage en douceur

Jusqu'à présent, les coupes budgétaires dans le domaine de l'éducation ont connu un «atterrissage en douceur» pour deux raisons. Premièrement, bien que les deux tiers des autorités locales situées en dehors des zones de combat aient signalé une baisse de leurs recettes fiscales au cours de l'année écoulée, certaines d'entre elles ont été en mesure de combler le manque entre les salaires des enseignants et le budget alloué. Par exemple, Mukatchevo, la deuxième ville de la région occidentale de Zakarpattia, n'a pas eu à faire face aux attaques russes.

Les autorités municipales ont couvert les réductions des subventions du gouvernement central avec près de 33 millions de hryvnias (815 000 euros) provenant de leur propre budget et sont en mesure de payer aux enseignants l'intégralité de leur salaire. Deuxièmement, la structure complexe des salaires des enseignants en Ukraine a également permis d'amortir quelque peu le choc. Plutôt que de procéder à des licenciements massifs, les réductions de salaires ont été appliquées progressivement car, selon la loi, certaines primes ne peuvent être supprimées.

Comment les enseignants ukrainiens sont-ils payés ?

Le salaire d'un enseignant commence par un taux de base qui dépend de la catégorie dans laquelle il se

trouve, en fonction de son expérience et de ses qualifications. Il existe quatre catégories principales et la différence de salaire entre chaque catégorie est d'environ 10 %. Les enseignants sont également rémunérés pour tout travail supplémentaire. Par exemple, un professeur de classe est payé 25 % de plus que le salaire de base et la correction des cahiers d'exercices donne lieu à une somme supplémentaire.

Une prime de prestige, destinée à augmenter le salaire de base des enseignants, varie entre 5 et 30 % du taux de base. Payée sur le budget local, elle a été l'une des premières à être réduite. Mais le paiement de la prime de «prestige» a déclenché un débat. La députée Inna Sovsun, qui est en faveur d'un taux de rémunération unique pour les enseignants, a déclaré : «Si le travail d'enseignant est aussi prestigieux partout, il devrait faire partie du salaire, et non de l'allocation.» Elle est opposée à l'idée de «compléter les salaires à partir d'une série de petits paiements supplémentaires».

Ihor Chylo, professeur de physique à Poltava, dans le centre de l'Ukraine, a déclaré à *openDemocracy* que la prime de «prestige» représentait auparavant 20 % de son salaire.

Mais aujourd'hui, il ne reçoit plus que 5 % de prime en raison de la réduction de la subvention du gouvernement central. Le résultat, selon Chylo, est qu'il gagne 1500 hryvnias (34 euros) par mois de moins qu'avant, ce qui lui laisse un salaire mensuel de 10 000 hryvnias (247 euros). «Il est difficile de survivre avec le salaire qu'un enseignant reçoit aujourd'hui», a déclaré Chylo. «Si vous êtes une famille avec un enfant ou si vous n'avez pas votre propre logement, ce n'est pas possible du tout», a-t-il ajouté, soulignant le fait que les coûts de logement ont augmenté de 30 % à Poltava depuis que la ville



a accueilli tant de familles déplacées après l'invasion russe.

Bien qu'il n'y ait pas eu de licenciements à l'école de Chylo, il a déclaré que plusieurs de ses collègues envisageaient de changer de profession. Membre du syndicat libre ukrainien de l'éducation et de la science, M. Chylo a fait de sombres calculs :

La location d'un appartement [à Poltava] coûte aujourd'hui entre 8 000 et 10 000 hryvnias. Et un enseignant qui a commencé à travailler sans expérience et sans catégorie élevée [de salaire], ou un jeune diplômé, recevra environ 7 000 hryvnias [170 euros].

L'avenir de l'éducation ukrainienne



Alors que les coûts de l'invasion russe ne cessent de s'accumuler, on a le sentiment que l'avenir de l'éducation ukrainienne est en jeu. Des millions d'enfants ont dû fuir leur domicile, souvent à l'étranger, et des centaines d'écoles ont été détruites par les tirs de roquettes et d'artillerie russes. L'avenir semble également sombre en ce qui concerne la capacité du gouvernement ukrainien à planifier et à financer un enseignement de qualité. Pour la première fois en six ans, il n'y a pas d'argent réservé dans le budget du gouvernement pour la réforme très médiatisée de la Nouvelle école ukrainienne (NUS). La NUS prévoyait la refonte de toutes les branches de l'éducation, y compris la formation des enseignants et la modernisation des écoles, ainsi qu'une nouvelle priorité vers les sciences. La première phase de la réforme de l'école primaire a été achevée en 2018-2019. L'école secondaire devait suivre, mais la pandémie m'a ralenti. Iryna Kohut, analyste associée du groupe de réflexion ukrainien Cedoss, a déclaré que la mise en œuvre de la réforme posait des problèmes

avant même ceux qu'avaient provoqués la guerre ou la pandémie.

«La réforme a perdu son élan avant même le Covid», a-t-elle déclaré, faisant référence à un projet de formation des enseignants qui n'a pas vu le jour. Elle a ajouté que l'«inaction» du ministère de l'éducation suggère qu'il n'y a «aucune vision de la réforme, ni aucun désir de la mener à bien». Il appartiendra au nouveau ministre ukrainien de l'éducation, Oksen Lisovyi, de se pencher sur l'avenir du système ainsi que sur son manque de financement. En poste depuis le 21 mars, M. Lisovyi a appelé à repenser la «manière d'inculquer les valeurs» du pays face à l'invasion russe et a affirmé que «le plus gros problème de notre système éducatif est la tolérance à l'égard de la corruption».

La députée Inna Sovsun, ancienne vice-ministre de l'éducation, a déclaré que M. Lisovyi devrait commencer par évaluer dans quelle mesure l'éducation des enfants ukrainiens a souffert de l'invasion russe. Il devrait également veiller à ce que des abris anti-bombes soient disponibles dans toutes les écoles et s'occuper de la structure salariale complexe qui régit le salaire des enseignants.

M. Kohut, du groupe de réflexion Cedoss, a déclaré :

La réforme [de l'éducation] ne doit pas s'arrêter. Nous devons au moins nous efforcer de revoir, de replanifier maintenant, de nous arrêter, de voir ce qui a été fait de bien ou de mal, d'évaluer l'efficacité et de réfléchir à ce que nous pouvons faire [...] pour qu'après la guerre, nous puissions «reconstruire en mieux».

« Enseignant, j'ai rejoint les forces armées ukrainiennes »

ENTRETIEN AVEC VALENTYN DOLHOCHUB¹

Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Je m'appelle Valentyn Dolhotchub. Je suis docteur en histoire et en archéologie. Je suis né à Odessa en 1993, mais en 2018, ma femme Alyona et moi avons déménagé dans un petit village à 80 km d'Odessa en choisissant de vivre plus modestement. En 2020-2023, j'ai travaillé comme professeur d'histoire, de géographie et de droit dans une école locale. En mars 2023, j'ai rejoint les forces armées ukrainiennes en tant que soldat.

Comment avez-vous vécu la première année de la guerre ?

Je me préparais un peu à la guerre (j'avais préparé un «kit d'urgence»), je montais avec mes amis des plans au cas où. Cependant, juste avant que la guerre ne commence, j'ai commencé à douter qu'elle allait réellement survenir. Au début, j'ai participé à des patrouilles nocturnes à Odessa dans le cadre d'unités de volontaires pendant plusieurs jours, puis j'ai été à un poste de contrôle près de mon village. Cependant, après la défaite des envahisseurs près de la ville de Voznesensk (à 70 km de notre village), j'ai cessé de participer activement au mouvement de

résistance. Mon ami et moi n'avons pas été acceptés dans la défense territoriale parce que nous étions enseignants. Après cela, j'ai repris une vie normale, envoyant occasionnellement de l'argent à l'armée. Je traversais une grave crise psychologique parce que je ne participais pas aux événements, mais en même temps, je n'osais pas quitter ma famille. Au moment du 24 février 2022, mon fils aîné avait 2 ans et demi et le plus jeune 1 mois et demi. Je pense que cette excuse est faible, mais c'est ainsi que je me suis expliqué mon choix.

Jusqu'à la fin de l'automne, la guerre n'a pratiquement pas eu d'impact sur ma vie. Après les deux premières semaines, marquées par des problèmes de livraison de nourriture aux magasins, la situation est revenue à la normale. En novembre, des coupures d'électricité régulières ont commencé. Elles ont duré jusqu'à la mi-décembre, puis ont cessé pour une raison que j'ignore, bien qu'à Odessa l'électricité ait continué à être coupée. Bien sûr, nous étions préoccupés par les nouvelles et suivions de près les informations en provenance du front. Plusieurs de mes amis ont été tués au combat et d'autres ont été capturés.

Comment vos élèves ont-ils vécu cette situation ?

Les habitants des zones rurales sont un peu moins mobiles que ceux des zones urbaines, et ils ont généralement moins d'argent pour se rendre dans un autre pays ou une autre région, ce qui explique que seuls deux ou trois élèves sur 80 aient quitté l'école, alors que dans les écoles d'Odessa, 50 % ou plus des élèves sont partis à l'étranger.

Les enfants transmettaient souvent les humeurs et les paroles de leurs parents. Certains ont dit qu'ils avaient peur, mais la peur n'était certainement pas la



1. Propos recueillis le 18 avril 2023 par Patrick Le Tréhondat.

toile de fond de leur vie. Ils discutaient avec enthousiasme des moments où un avion militaire, un hélicoptère (ukrainien), un missile ou un drone (russe) survolaient le village. Ils n'ont pu entendre que deux puissantes explosions lorsque les occupants ont frappé l'ancien aérodrome militaire situé à 15 km du village, ainsi que des tirs des systèmes antiaériens. Les pères d'une douzaine d'élèves sont partis à la guerre. Pour autant que je sache, il n'y a heureusement pas eu de décès parmi les proches de mes élèves. En outre, plusieurs élèves déplacés, dont les familles ont quitté les zones où se déroulaient les combats, sont arrivés dans notre école. Je ne peux pas dire qu'ils sont psychologiquement différents de leurs camarades. La grande majorité des élèves se sont mis à la mode des symboles ukrainiens et des chants patriotiques et pensent que l'Ukraine va gagner.



Comment avez-vous organisé votre enseignement dans cette situation ?

Nous avons fait l'expérience de l'apprentissage à distance pendant la quarantaine du coronavirus. Lorsque j'ai commencé à travailler en 2020, cet apprentissage était très difficile. La plupart des élèves ne disposaient pas d'un accès internet. Mais après deux semaines et demie, les cours ont repris sous une forme à distance. Aujourd'hui, les élèves se sentent plus responsables de leurs études. La participation aux cours via Zoom touche 50 % de la classe et même plus (pour autant que je sache, la situation était similaire dans les écoles dans les villes). Certains cours ont eu lieu par Zoom, tandis que d'autres devoirs à faire sont envoyés par Viber [plateforme de messagerie]. Selon moi, la qualité de l'enseignement s'est dégradée, mais pas autant que pendant la quarantaine du coronavirus. En décembre 2022, notre école a repris l'enseignement en présentiel, sauf les jours

où les occupants lançaient des attaques massives à la roquette ou lorsque le village était privé d'électricité. Les murs de l'école ont été renforcés avec des sacs de sable et certaines fenêtres ont été obstruées. Le sous-sol de l'école était censé servir d'abri anti-aérien, mais je n'ai jamais vu personne y descendre. La probabilité d'un bombardement sur notre village est minimale, bien qu'à Odessa un tel danger soit réel.

J'ai lu que les enseignants avaient de nombreux problèmes : retard dans le paiement des salaires, obligation de prendre des congés pour réduire les coûts, etc. Ce sont les autorités locales qui doivent payer les enseignants à cause des coupes budgétaires. Qu'en pensez-vous ?

Depuis moins de trois ans que je travaille comme enseignant, je n'ai jamais connu de retard de paiement de mon salaire. Je n'ai jamais non plus entendu mes amis enseignants d'autres écoles se plaindre de «retards de paiement de salaire». Je dois ajouter que d'autres institutions publiques où j'ai travaillé, telles que les bibliothèques régionales et nationales, n'ont jamais eu de retard dans le paiement des salaires non plus. Cependant, il est fort probable que de tels cas existent. Le principal problème est différent : nos salaires sont très bas. Avec un doctorat et le titre de «professeur de la plus haute catégorie», je recevais environ 190 euros par mois. Pour subvenir aux besoins de ma famille (ma femme et mes deux enfants), j'ai dû occuper un autre emploi (dans une bibliothèque) et donner des cours particuliers. J'ai ainsi réussi à atteindre un revenu d'environ 420 euros par mois. Dans mon école, les heures de travail ont été réduites pour réduire les coûts uniquement pour le personnel d'entretien (nettoyeurs, soutiers) et les enseignants du jardin d'enfants (le jardin d'enfants n'a pas été ouvert depuis le début de la guerre). Le

travail des enseignants est en effet payé par le budget local, mais cela n'est pas dû à la guerre, mais à la réforme de la décentralisation. Cela a commencé avant même l'invasion russe. Ces derniers mois, les salaires des enseignants ont effectivement été réduits. Dans mon école, les changements ont été insignifiants: 200-400 hryvnias (5-10 euros), mais certains de mes amis d'Odessa ont vu leur salaire réduit de près de 50 euros. Je ne connais pas la raison de cette différence. Il est clair que les salaires sont réduits afin de payer le travail des militaires et les autres dépenses de guerre.

Existe-t-il des syndicats d'enseignants et, dans l'affirmative, que font-ils face à cette situation?

En Union soviétique, les syndicats ont été complètement atrophiés et transformés en un appendice insignifiant du système étatique. Partout, les syndicats d'enseignants se contentaient d'offrir des bons pour les sanatoriums (et pas toujours), d'offrir des paquets de bonbons pour le Nouvel An et des fleurs pour les femmes le 8 Mars. Les syndicats n'ont jamais été en conflit avec les administrations scolaires et les départements de l'éducation des districts. Il semble que les membres des syndicats ne se rendent souvent même pas compte de la raison pour laquelle ils sont nécessaires. Au fil des années de réformes néolibérales dans le domaine de l'éducation, les syndicats existants ont prouvé leur incapacité totale à lutter pour les droits des enseignants. Les tentatives de création de syndicats alternatifs et indépendants ont été très faibles. Peu avant le début de la guerre, mes amis et moi avons notamment envisagé de créer un syndicat indépendant d'enseignants. Bien entendu, après le 24 février 2022, ce projet n'a plus eu de raison d'être.

Vous avez récemment été mobilisé dans les forces armées. Pouvez-vous nous dire pourquoi et comment cela s'est produit?

En Ukraine, les enseignants ne sont pas officiellement soumis à la mobilisation. Au début de la guerre, des enseignants volontaires ont même été renvoyés des unités de défense territoriale et des forces armées. Un sursis militaire doit être documenté, mais personne ne s'y intéressait jusqu'en février 2022. Au bureau de mobilisation, personne n'a nié mon droit au sursis et a promis de le confirmer début avril. Comme je l'ai déjà écrit, il m'était très difficile de ne pas participer à la guerre. J'ai toujours été intéressé par l'expérience existentielle de la guerre (principalement sous l'influence de Nietzsche, Saint-Exupéry et Ernst Jünger). En même temps, j'étais psychologiquement incapable de quitter ma famille. En outre, si l'on juge objectivement, je ne suis pas un très bon guerrier. Fin mars, un ami combattant depuis un an, devenu sergent, m'a contacté et m'a invité à rejoindre son unité, le département de reconnaissance d'une nouvelle brigade mécanisée. J'ai pensé que c'était l'occasion rêvée. Ma femme a soutenu mon intérêt, ce dont je lui suis très reconnaissant. L'administration de l'école et les autres enseignants se sont également montrés très compréhensifs, même s'il n'est probablement pas facile de reprendre les matières que j'enseignais auparavant. Je continue, en partie, à envoyer des devoirs aux élèves et à vérifier le travail qu'ils m'envoient.

Donc, j'ai rapidement rassemblé les documents nécessaires et je me suis présenté volontairement au commissariat militaire. Heureusement, il y avait la possibilité d'être mobilisé dans une unité spécifique. Formellement, mon statut n'est pas différent de ceux qui ont été mobilisés de force.



Quelle est votre vie dans l'armée? Avez-vous des problèmes particuliers?

Je suis arrivé à l'unité militaire plus tard que les autres soldats, et je n'ai donc pas suivi les premières étapes de l'entraînement. Après tout, je ne sers pas dans une section de combat, mais plutôt dans le bureau de l'unité. Je pense que c'est ainsi que je pourrai être vraiment efficace dans l'armée: en travaillant avec des documents, des plans, des cartes. Parfois, nous effectuons aussi des tâches de protection de notre base, des tirs, et nous améliorons individuellement et collectivement notre formation (dans ce cas, ce n'est pas une lapalissade).

Il est probable que, dans un avenir proche, notre brigade se verra confier des tâches très intéressantes. Cependant, nous vivons et travaillons actuellement dans de très bonnes conditions (pour autant que je sache, de telles conditions ne sont pas typiques dans l'armée). Je me suis adapté à ma nouvelle vie assez facilement et je suis très satisfait de l'équipe que j'ai rejointe.

Les problèmes qui existent dans l'armée sont bien connus et je ne pense pas qu'il soit utile d'en parler. L'armée ukrainienne a beaucoup changé ces dernières années et surtout en 2022, mais il reste de nombreux éléments hérités de l'armée soviétique. Le seul problème global qui est activement discuté par le public ukrainien et sur lequel j'aimerais insister est la cruauté inappropriée des formes de mobilisation forcée qui discréditent la lutte des soldats ukrainiens et la quasi-impossibilité d'une démobilisation volontaire.

Vos compétences pédagogiques sont-elles utilisées dans l'armée?

Pour l'instant, non, mais deux semaines seulement se sont écoulées depuis ma mobilisation. Il me faut

surtout avoir une capacité à apprendre rapidement et à s'adapter à ces nouvelles conditions.

Comment voyez-vous votre avenir?

Cela dépend de l'avenir de mon peuple et de mon pays. Pour l'instant, je me concentre sur le moment présent et j'hésite à me projeter dans l'avenir. En supposant que la guerre ne se termine pas par une dévastation totale de l'Ukraine, j'aimerais être démobilisé et m'essayer à l'analyse de données, que j'étudie depuis un an. Je n'ai pas l'intention de faire une carrière militaire. Taras Chevtchenko a exprimé avec justesse l'idée nationale ukrainienne dans son poème «Une cerisaie près de la maison». J'espère qu'après avoir acquis l'expérience que je souhaite, je pourrai également retourner à une vie paisible dans le village, tout comme les cosaques retournaient dans leurs fermes des steppes après les guerres et les campagnes militaires. Cependant, je suis conscient que la vie en Ukraine ne sera jamais synonyme de «stabilité et de paix» – c'est pourquoi nous nous sommes construits en tant que peuple libre et armé.



« Moi, Kostya, lycéen, membre du syndicat Priama Diia »

ENTRETIEN AVEC KOSTYA¹

Merci de te présenter pour nos lecteurs

Je m'appelle Kostya, je suis élève de seconde. [Kostya habite la région de Volyn dans le nord-ouest de l'Ukraine]

Comment as-tu vécu le début de la guerre?

En fait, j'ai senti qu'une invasion à grande échelle se produirait bientôt, mais je ne m'attendais pas à ce qu'elle soit aussi importante et destructrice. Je me souviens très bien du début. Ma mère m'a demandé d'acheter de la nourriture, qui était pratiquement inexistante, et m'a dit de rester à la maison. La première semaine a été très angoissante, personne ne savait ce qui allait se passer. Nous espérions simplement que tout irait pour le mieux ensuite. Mon état mental est devenu critique, j'étais très anxieux, j'avais peur de ma vie future et je suis devenue très pessimiste.

Qu'est ce qui a changé dans ta vie depuis un an?

Au cours de l'année écoulée, beaucoup de choses ont changé. Comme je l'ai dit plus haut, mon psychisme est devenu très instable, j'ai perdu des gens pour diverses raisons – quelqu'un est parti à

l'étranger et un autre a été tué par une balle ennemie pendant la «dénazification». Les prix dans les magasins sont devenus très élevés et ma famille a dû renoncer à de nombreuses choses qui étaient courantes il y a un an. Je dois également mentionner que notre peuple est très uni les uns envers les autres.

Dans quelles conditions poursuis-tu tes études?

Nous étudions à temps plein, mais un jour par semaine, nous suivons des cours à distance. Lorsqu'un raid aérien commence, nous nous préparons et nous nous rendons à l'abri (au sous-sol).

Et tes loisirs en ce temps de guerre?

La musique m'aide à me distraire. J'écoute beaucoup de choses, le groupe que j'aime le plus est *Grajdanskaya oborona*. Je regarde aussi parfois diverses vidéos et films historiques.

Tu es membre de Priama Diia (Action directe). Pourquoi?

Cela fait un an que je m'intéresse aux idées de gauche, notamment à l'anarchisme. Après avoir finalement réalisé que j'étais anarchiste, ou plutôt anarchocommuniste, j'ai commencé à chercher une organisation. À cette époque, Action directe a



Logo de Priama Diia.



1. Propos recueillis le 19 avril 2023 par Patrick Le Tréhondat.

repris ses activités et j'ai pu la rejoindre. Il existe plusieurs organisations de gauche et anarchistes en Ukraine, mais j'ai choisi Action directe parce qu'elle est composée de presque tous les étudiants qui ont les mêmes problèmes et les mêmes plaintes à l'égard de notre gouvernement. Dans cette organisation, je peux aider les gens et recevoir l'aide de mes frères et sœurs.

Quelles sont tes activités comme membre de Priama Diia?

En raison de certains problèmes, je n'ai pas participé activement à la vie du syndicat, mais il y a une semaine, j'ai pris part à la première réunion des membres de l'organisation. J'essaie de passer plus de temps avec le syndicat et de m'impliquer dans certaines activités.



Les lycéens protestent-ils contre la politique du gouvernement? Si oui sur quelles questions et comment?

Les lycéens ukrainiens sont assez divisés, beaucoup sont mécontents de notre gouvernement, très souvent des partisans des idées de gauche, une autre partie, après l'invasion à grande échelle, a soutenu les idées nationalistes et de droite, et soutient souvent notre gouvernement. Enfin, il y a un troisième groupe qui se moque de tout, y compris du gouvernement, mais ils ne sont pas nombreux.

Nous protestons contre l'arbitraire des autorités, les arrestations illégales, les violations des droits des étudiants, la corruption, etc. Nous diffusons des informations, organisons des rassemblements et protestons.

Comment vois-tu ton avenir?

J'envisage d'entrer à la faculté d'histoire ou de philosophie de Kyiv. J'espère également être actif dans

des organisations de gauche. J'ai également la possibilité de rejoindre les forces armées ukrainiennes si la situation au front devient critique et que je dois défendre mon peuple. Je vous remercie de l'intérêt que vous portez aux problèmes des Ukrainiens ordinaires.



Le lycée de Kostya.
Plaque commémorative des professeurs du lycée morts au combat.

Brèves

La Russie brûle des livres ukrainiens

Les autorités russes continuent de détruire tout ce qui est ukrainien dans les territoires occupés, y compris la littérature ukrainienne. Dans la région de Donetsk, 9 500 livres en ukrainien ont été retirés des bibliothèques. La liste de la «littérature extrémiste» comprend des livres de Vladimir Viatrovytch, Vakhtang Kipiani, Oksana Zabujko, les frères Kapranov. La liste des livres à saisir est établie par des «enseignants». Dans la région de Luhansk, les livres ukrainiens sont transportés au stade Avangard. Les Russes importent également leur «littérature» et, en mars, seules 80 000 tonnes de livres en russe ont été livrées dans la région de Louhansk. Auparavant, à Rovenky (région de Louhansk), des cas de brûlage massif de littérature ukrainienne dans les chaufferies locales ont été enregistrés.

Cela vous rappelle-t-il un autre exemple historique?

Source: Centre de résistance nationale

Le personnel de santé ukrainien doit contrôler l'argent public

Tous les professionnels de la santé ukrainiens bénéficient «officiellement» d'une augmentation de salaire depuis janvier de cette année. Cependant, certaines institutions médicales affirment qu'elles n'ont pas les fonds nécessaires pour le faire: les médecins et les infirmières sont contraints de travailler à temps partiel. Selon le député Radutsky (ukrinform.ua), cette explication est «manipulatrice... Le budget [du

secteur de la santé] a été porté au niveau record de 34 milliards d'UAH. Il s'agit d'augmenter les salaires des médecins et du personnel de santé. Et selon les calculs du ministère ukrainien des finances et du ministère de la santé, cet argent est suffisant à 100 %». En fait, il a été rapporté qu'au lieu d'augmenter les salaires des travailleurs de la santé, la direction de certains hôpitaux les transférerait à des emplois à temps partiel. Le ministre de la santé, Viktor Lyachko, a déclaré que si de telles choses étaient découvertes, le directeur d'une institution médicale se verrait infliger une amende de 65 000 UAH [1 609 euros] pour chaque employé ayant subi une réduction de son temps de travail. Comment croire le gouvernement? Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs syndicats pour s'assurer que l'argent public destiné au secteur de la santé est bien géré.

Travailleurs ukrainiens blessés ou tués au travail

La Caisse d'assurance sociale a publié sur son site web des informations pour 2022 sur les travailleurs qui ont été victimes de la guerre sur leur lieu de travail. Il s'agit de chiffres officiels. Il est probable que le nombre soit plus élevé. Ces chiffres ne comprennent pas les travailleurs morts au combat.

772 travailleurs ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions du fait de la guerre, dont 221 sont décédés. Un grand nombre de victimes a été enregistré dans la ville de Kiev: 161 personnes (dont 42 sont décédées); dans la région de Dnipropetrovsk: 99 personnes (32 sont décédées); à Kharkiv: 78 personnes (16 sont décédées); à Mykolayivska: 76 personnes (28 sont décédées); à Donetsk: 70 personnes



(12 sont décédées); et à Zaporijjia: 61 personnes (13 sont décédées).

Le plus grand nombre de travailleurs blessés pendant les hostilités a été enregistré dans les entreprises suivantes: PJSC «Avdiiv Coke Plant» (région de Donetsk) 27 (6 morts); administration régionale de Mykolayiv 19 (3 morts); LLC «COMFI TRADE» (région de Dnipropetrovsk) 15 (9 morts).

Depuis le début de l'année, 106 travailleurs ont été blessés dans l'exercice de leurs fonctions, dont 33 mortellement, à la suite d'opérations militaires menées par l'armée russe sur le territoire de l'Ukraine. Suite à des tirs de roquettes sur l'entreprise dans l'après-midi du 9 février 2023, deux travailleurs, Andrii Yatskov et Volodymyr Talipov, ont été tués, et deux autres ont été blessés et hospitalisés.

Source: KVPU



Une nouvelle loi autorisant les licenciements arbitraires

En février, le Parlement a adopté le projet de loi n° 7731 concernant les motifs supplémentaires de licenciement. Une version révisée devrait être soumise au Parlement pour une seconde lecture et une approbation. Les rédacteurs de la loi affirment qu'elle «vise à protéger les intérêts nationaux [...] dans le domaine des relations de travail», et que sa mise en œuvre «empêchera les collaborateurs [pro-russes] d'influencer les intérêts, la propriété et la sécurité de l'Ukraine et leur interdira de travailler dans des biens appartenant à l'État et revêtant une importance stratégique pour l'économie et la sécurité».

Pour la confédération syndicale KVPU, le terme «délit incompatible avec l'exercice du travail et lié au soutien à l'État agresseur», qui est utilisé dans le projet comme motif de licenciement de l'employé,

semble vague. La proposition d'introduire la résiliation du contrat de travail à l'initiative de l'employeur avec un employé qui aurait commis une infraction liée à son soutien à l'État agresseur doit être clarifiée, en tenant compte également du fait que l'adoption de certaines positions ou l'engagement dans certaines activités (partie 1 de l'article 55 du Code pénal) sont définis comme la cause principale ou supplémentaire de la commission d'infractions pénales contre les fondements de la sécurité nationale de l'Ukraine.

La défense des droits des travailleurs est-elle un «délit incompatible avec l'exercice d'une activité professionnelle»?

Bélarus: comment les prisonniers politiques protestent en prison

Les prisonniers politiques ont souvent recours à des grèves de la faim pour tenter de défendre leurs droits. Par exemple, Victoria Kulcha a fait une grève de la faim en signe de protestation pendant 11 jours: neuf jours sans nourriture et deux autres sans eau.

Un exemple célèbre de grève de la faim est celui d'Igor Losik. L'administrateur de la chaîne Telegram *Brain Belarus* a annoncé une grève de la faim illimitée en décembre 2020. Elle a duré 42 jours. Puis, par solidarité avec lui, sa femme Daria Losik s'est jointe à la grève de la faim. L'automutilation intentionnelle peut également être une forme extrême de protestation. Stepan Latipovlors s'est enfoncé un stylo dans la gorge pendant une séance de son procès, alors qu'il était assis dans une cage. Le procès a été interrompu et l'homme a été transporté à l'hôpital. Dans la colonie pénitentiaire n° 22, un prisonnier politique, en signe de protestation, a avalé une lame et s'est coupé une veine du bras. Pendant son procès, le prisonnier politique Ales Puchkin s'est coupé l'estomac en signe

de protestation. Parfois, l'administration des établissements pénitentiaires considère même des actions symboliques comme une protestation. Par exemple, dans la colonie pénitentiaire de Gomel, les femmes subissent des pressions parce qu'elles portent du rouge à lèvres rouge, qui est devenu un symbole de protestation. Le prisonnier politique Mikalaï Autukhovich a déclaré à Radio Svaboda qu'au cours de son séjour dans diverses prisons biélorusses, il a observé les protestations des prisonniers à plusieurs reprises, et qu'il a lui-même protesté à plusieurs reprises. Il a fait de longues grèves de la faim et s'est «ouvert» les veines.

Source: <https://spring96.org/en>

Du lait iranien à Louhansk

Des produits iraniens sont vendus dans les magasins des zones occupées de la région de Louhansk, rapportent les organisations ukrainiennes clandestines de résistance. Par exemple, des produits laitiers fermentés du groupe industriel iranien Sabah sont apparus dans les magasins de Bilokurakyn. À Kherson, avant sa libération, des produits en provenance d'Iran étaient également vendus dans les rayons des magasins locaux. Ainsi, l'Iran contribue à combler la pénurie de produits alimentaires qui ne sont plus produits sur le territoire de la Fédération de Russie.

En Crimée, les autorités d'occupation allongent la liste des biens dont il est possible de se saisir illégalement. Le chef du «conseil d'État» illégitime de Crimée, Vladimir Konstantinov, a déclaré que les autorités d'occupation prévoyaient d'allonger la liste des entreprises, des appartements et des terrains appartenant actuellement à des citoyens ukrainiens qui seront soumis à la «nationalisation» russe et donc volés à ces derniers.

Le populisme de droite contre la solde des militaires

VITALY DUDIN¹

Le blocage par le député Volodymyr Tsabal d'une initiative visant à augmenter la rémunération des militaires a mis en émoi la société ukrainienne. Afin d'accélérer la victoire sur l'agresseur russe, le Parlement a voté en faveur du projet de loi 8312, qui augmente considérablement les incitations au service militaire. Il prévoit la garantie d'une rémunération supplémentaire de 30 000 UAH [740 euros] pour le personnel militaire pendant la loi martiale, même s'il ne participe pas directement aux hostilités. Cependant, la signature de la loi par le président a été bloquée par le député susmentionné, élu du parti Voix, qui a présenté la résolution n° 8312-P visant à annuler le vote. Le député estime qu'en agissant ainsi, il a presque sauvé le pays de la crise, car il pense que les nouvelles garanties n'étaient pas soutenues par des fonds budgétaires et qu'elles auraient pu provoquer un malentendu de la part du FMI.

Cette mesure a fait l'objet de diverses appréciations. Elle peut être considérée comme un manque de respect envers les militaires et un abus de pouvoir parlementaire... Mais l'action du député peut-elle être considérée comme accidentelle? En fait, elle est due au populisme de droite qui s'est emparée de la politique ukrainienne. Voyons comment a évolué le



1. Avocat du droit du travail, membre de Sotsialnyi Rukh. Publié le 19 avril 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat

champ des garanties sociales pour les militaires et ce qu'indique le scandale autour de la tentative de revalorisation du statut des militaires.

Comment les soldes des militaires ont-elles évolué pendant la loi martiale ?

La chronologie des changements législatifs en matière de soutien financier aux militaires montre que l'État a progressivement réduit le champ de ses obligations.

Le 28 février 2022, immédiatement après l'invasion, le gouvernement a adopté la résolution n° 168. L'article 1 stipule que pendant la loi martiale, les militaires recevront une rémunération supplémentaire de 30 000 UAH par mois. Cette rémunération supplémentaire est versée sur la base d'ordres émis par les commandants.

Le 1^{er} juillet, le Parlement a adopté la loi dite d'optimisation des relations de travail n° 2352, qui a entraîné une détérioration de la situation financière d'un grand nombre de militaires et de leurs familles. Cette loi a supprimé de l'article 119 du Code du travail ukrainien le droit des employés ayant effectué leur service militaire de conserver leur salaire moyen sur leur lieu de travail. Sotsialnyi Rukh a critiqué cette mesure antisociale et a souligné qu'il était inadmissible de priver de leurs revenus ceux qui avaient été enrôlés avant l'entrée en vigueur de la loi (19 juillet). Le ministère de l'économie a adopté une position opposée, invoquant le fait que les salaires des militaires avaient augmenté sous la loi martiale. Sur la base de cette explication, les tribunaux ont rejeté de nombreuses demandes d'indemnisation des salariés mobilisés. Entre-temps, les garanties «compensatoires» ont commencé à disparaître.

Le 7 juillet 2022, le conseil des ministres a adopté la résolution n° 793, qui modifiait la résolution

n° 168. Les militaires n'ont plus droit à une «rémunération supplémentaire de 30 000 UAH par mois», mais à une «rémunération supplémentaire d'un montant maximum de 30 000 UAH au prorata [du temps de service sur le terrain] par mois». En outre, la procédure et les conditions de paiement de celle-ci peuvent désormais être déterminées par les responsables des ministères et des organes d'État concernés. Le montant de la rémunération peut varier de manière significative et les gestionnaires ont le droit d'en modifier certains paramètres.

25 janvier 2023. Le ministère de la défense a publié l'ordonnance n° 44, qui modifie la procédure de paiement de la rémunération aux militaires des forces armées ukrainiennes et à certaines autres personnes. L'ordonnance a été complétée par une nouvelle section «XXXIV. Paiement d'une rémunération supplémentaire pour la période de la loi martiale». Selon la clause 2 de cette section, une rémunération supplémentaire de 30 00 UAH est versée aux militaires effectuant des tâches de combat (spéciales) conformément aux ordres de combat (instructions). La clause en question contient une liste des circonstances dans lesquelles l'exécution des tâches donne droit à la rémunération supplémentaire spécifiée.

Le 10 avril 2023, le Parlement a adopté le projet de loi sur les amendements à certaines lois de l'Ukraine sur l'amélioration de la réglementation juridique des questions liées à la mise en œuvre des mesures du régime juridique de la loi martiale n° 8312, en tenant compte de l'amendement n° 48.

L'amendement prévoit l'ajout de la deuxième partie de l'article 26 de la loi ukrainienne «sur le régime juridique de la loi martiale», qui se lit comme suit : pendant la période de la loi martiale, le personnel militaire, les soldats et les officiers du service de protection civile et les officiers de police reçoivent



une rémunération mensuelle supplémentaire de 30 000 UAH, indépendamment des tâches qui leur sont confiées ou des zones de service. Les conditions favorables au versement des «trente» [mille] doivent désormais être protégées par la loi.

Le 11 avril 2023, le député Tsabal a enregistré le projet de résolution n° 8312-P. Comme indiqué dans la note explicative, la loi adoptée le 10 avril devrait être annulée, car le projet de loi et les documents qui l'accompagnent ont été distribués trois jours, et non dix jours, avant le vote. Il semble que de telles réclamations soient une simple formalité et ignorent les réalités de la loi martiale. En même temps, aucun fait n'a été trouvé qui indiquerait une violation des procédures démocratiques dans l'expression de la volonté.

Quelles sont les véritables raisons du blocage du projet de loi n° 8312?

Il est rapidement apparu que les propos relatifs à la violation du règlement cachaient des considérations politiques. Volodymyr Tsabal a indiqué dans son commentaire qu'il était préoccupé par le manque de fonds pour les paiements supplémentaires aux militaires. Il est intéressant de noter que cette position coïncide avec l'opinion de Danylo Hetmantsev, figure de proue de la faction Serviteur du peuple et chef de la commission des finances du Parlement. Pour approfondir le sujet, Tsabal a même déclaré que l'initiative législative bloquée... violait les obligations de l'Ukraine envers le FMI. Ce n'est pas la première fois que nos élites mentionnent l'intérêt des créanciers pour expliquer pourquoi le peuple ukrainien ne mérite pas de bien vivre.

L'adoption du projet de loi 8312 était censée atténuer la lassitude du public face aux coupes régulières qui affectent maintenant même le bien-être des

défenseurs de l'Ukraine. Cependant, certaines forces réactionnaires au sein du gouvernement (dont Tsabal est un représentant) veulent maintenir le cap habituel de limitation des dépenses sociales au nom de la prospérité du capital.

La véritable raison des attaques contre les militaires est le capitalisme oligarchique, qui n'a subi aucun changement pendant la période de la loi martiale. Dans ce système, l'État ne contrôle pas les processus économiques, ce qui entraîne naturellement un déficit budgétaire constant. Les oligarques maximisent leurs profits sans rien donner en retour, et la population supporte la charge du financement des besoins socialement importants (éducation, soins de santé, défense).

En ce qui concerne l'attention portée par le FMI, celui-ci se concentre, entre autres, sur le problème de la pauvreté (qui est passée de 5,5 % à 24,1 % en 2022). Les salaires élevés des militaires signifient que de plus en plus d'argent finira dans les poches des citoyens ordinaires, plutôt que d'être volé et transféré à l'étranger. C'est le moyen le plus simple d'augmenter le pouvoir d'achat et de sortir de l'ornière.

Qui est donc le député Tsabal?

Avant d'entrer au Parlement, il a travaillé pour des sociétés multinationales. Il est l'un des coauteurs du scandaleux projet de loi anti-ouvrier n° 5371. Il a également promu l'idée de supprimer les indemnités des enseignants. Il a également voté pour d'autres projets de loi visant à restreindre les droits des employés (n° 5388, 7251) et des chômeurs (n° 6067).

Le point de vue du député sur les finances est illustré par ses propositions pour surmonter la «crise de la couronne», qui sont imprégnées de foi dans le marché libre plutôt que de souci pour les gens. Exigeant une libéralisation pour les investisseurs,

M. Volodymyr propose de «serrer la ceinture» des employés de l'État. Mais c'est l'idée d'augmenter les salaires qui l'effraie le plus.

En tant que défenseur des entreprises, Tsabal comprend qu'une augmentation des dépenses du budget de l'État pour les salaires (y compris ceux des militaires) peut être une excuse pour accroître le rôle de l'État dans l'économie. En fait, l'histoire montre que les politiques couronnées de succès en temps de guerre comprenaient une réglementation, une centralisation et une planification accrues dans la sphère économique.

Quelle devrait être la politique en matière des fournitures militaires?

Dans le discours dominant, les salaires élevés sont presque considérés comme un risque pour la

stabilité. Cependant, en réalité, le désir d'économiser de l'argent sur le plan militaire peut affaiblir à la fois la défense et l'économie. Si nous abordons cette question du point de vue de l'État-providence, la politique devrait reposer sur l'inadmissibilité des coupes dans le secteur de la défense tout en intervenant simultanément dans l'économie pour mobiliser des ressources. Ces priorités découlent de la loi fondamentale, comme le confirment les décisions suivantes de la Cour constitutionnelle d'Ukraine (CCU):

- les mesures visant à assurer la protection sociale des personnes servant dans les forces armées ne peuvent être annulées ou réduites pour des raisons d'opportunité économique (2016);
- la protection de la souveraineté et celle de l'intégrité territoriale de l'Ukraine sont les fonctions les



**ПРАВИЙ ПОПУЛІЗМ
ЦАБАЛЯ
ПРОТИ ДОПЛАТ
ДЛЯ ВІЙСЬКОВИХ**

Що завадило узаконити надбавку в 30000 грн?

plus importantes de l'État en vertu de l'article 17 de la Constitution, et l'octroi de prestations aux anciens combattants en tant que personnes ayant exercé ces fonctions ne devrait pas être conditionné par le manque de capacités financières de l'État (2018);

- Conformément à l'article 13 de la Constitution, l'État doit appliquer des formes équitables et efficaces de redistribution des revenus publics afin d'assurer le bien-être de tous les citoyens (2005).

Compte tenu de tous les risques et difficultés liés au service, les soldats ukrainiens ne devraient pas recevoir moins de 1 000 euros par mois de service. Au lieu de répéter le mantra du déficit budgétaire, le gouvernement devrait mettre en œuvre une politique fiscale à orientation sociale: confisquer les biens des milliardaires, introduire un impôt progressif sur le revenu et nationaliser les industries stratégiques sous le contrôle des travailleurs. Toutes ces mesures augmenteraient les recettes budgétaires et réduiraient la charge pesant sur la société.

Il est regrettable qu'à un moment où l'Ukraine a besoin de ressources dans des proportions sans précédent, le gouvernement parle davantage de déréglementation que de sa capacité à organiser correctement les processus économiques dans le cadre des lois en vigueur en temps de guerre. Cela provoque naturellement un mécontentement social, qui peut devenir menaçant. Certains représentants de la classe dirigeante, comme M. Tsabal, tentent de maintenir à tout prix la politique d'austérité. Cependant, rien ne peut décourager le désir du peuple ukrainien de vivre mieux – ni les occupants russes, ni les néolibéraux hypocrites. En temps de guerre, l'économie doit répondre aux besoins sociaux et toute tentative de sauver un système dysfonctionnel doit être fermement condamnée.

Les partis interdits en Ukraine

PETER MARIN¹

Tous les partis qui figurent sur la liste et qui portent le nom de «socialiste» ou «de gauche» n'ont en réalité rien à voir avec la gauche ou le socialisme! Ils appartiennent à des propriétaires oligarchiques qui se trouvent aujourd'hui en Russie. Outre l'ouvertement pro-russe Parti communiste d'Ukraine, cette liste comprend également:

1. le parti de l'Union des forces de gauche, qui peut être considéré comme une exception partielle, car son dirigeant, Maxim Goldarb, est lié à l'oligarque ukrainien Rinat Akhmetov sur le plan organisationnel et financier. Le projet de ce parti n'était pas initialement de nature oligarchique, mais l'oligarque ukrainien Rinat Akhmetov a changé le dirigeant du parti, Vasily Volga, pour installer Maxim Goldarb en échange d'une grosse somme d'argent et a pris entièrement le contrôle. Son interdiction par le tribunal doit être considérée comme faisant partie de la lutte du gouvernement Zelensky contre l'influence oligarchique en Ukraine et visant à neutraliser l'influence politique de l'oligarque Rinat Akhmetov.

2. Le Parti des socialistes est la propriété de l'oligarque ukrainien en fuite Andriy Kliuev (aujourd'hui en Russie), chef de l'administration présidentielle sous le règne de Vladimir Yanoukovitch. L'oligarque Kliuev a confié la direction du parti à son partenaire d'affaires Evhen Onoprienko. Evhen Onoprienko



1. Publié sur le site MarxmailWorld.

occupait une position très influente en tant que chef de la direction principale de la politique régionale et du personnel dans l'administration présidentielle de Yanoukovitch. Qualifier ce parti oligarchique de «gauchiste» est le comble de la stupidité ou du cynisme.

3. Le parti Derjava («État») est un projet oligarchique ouvertement pro-russe de l'oligarque de Donetsk Gennady Vasilyev (aujourd'hui en Russie). Il s'agit de l'ancien procureur général de l'Ukraine à l'époque du président Yanoukovich.

4. Le Parti socialiste progressiste est considéré comme un parti «raciste» inspiré des Cent-Noirs² [...] dirigé par Natalya Vitrenko. Il s'agit de la mère de l'oligarque ukrainien Yuriy Vitrenko, président du conseil d'administration de la société par actions National Joint Stock Company Naftogaz of Ukraine, l'entreprise publique la plus riche d'Ukraine. Yuri Vitrenko a déclaré publiquement qu'il ne soutenait pas les opinions pro-russes de sa mère, mais des analystes sérieux pensent qu'il a aidé financièrement ce parti. On est donc là encore face à une influence oligarchique.

5. L'Opposition de gauche est un parti qui a été enregistré par la direction du Parti communiste à la suite de l'interdiction du CPU. Il n'existe pas réellement, il recouvre seulement une inscription dans le registre national des partis politiques.

6. Le Parti socialiste d'Ukraine. L'histoire de ce parti est très ancienne et il est associé au nom du célèbre politicien ukrainien de gauche Alexander Moroz. Mais il y a plusieurs années, le ministère de la justice ukrainien, à l'époque du président Porochenko, a illégalement reconnu l'odieux politicien pro-russe

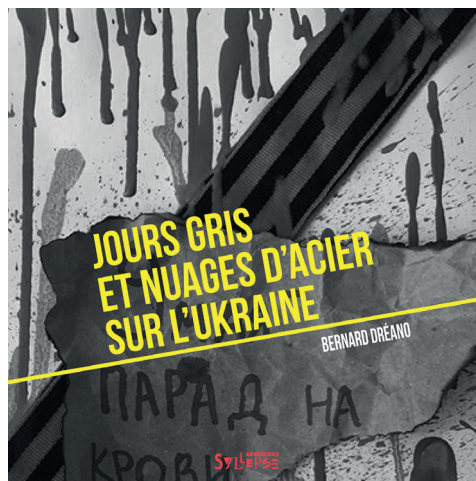
Ilya Kiva comme chef du parti. Kiva lui-même est passé au parti parlementaire bourgeois pro-russe OPZJ, et a placé son ami proche et assistant à la tête du Parti socialiste. Kiva est maintenant à Moscou et relaye une propagande russe agressive tous les jours sur la télévision publique russe.

[...] Toute tentative pour faire passer toute cette racaille oligarchique pour des «forces de gauche ukrainiennes» est absolument vaine et n'est pas sincère!

Pas un seul parti ou organisation de gauche ukrainienne qui ne soit pas entaché de liens directs avec l'impérialisme russe ou qui ne travaille directement pour l'occupant russe ne figure sur cette liste d'interdictions.

Il existe un grand nombre de ces partis de gauche en Ukraine.

Aucun syndicat ukrainien militant n'a été interdit non plus.



2. Mouvement antisémite, nationaliste et monarchiste d'extrême droite apparu dans l'empire russe pendant la révolution de 1905.

« De nombreux Rroms se battent : la guerre a changé nos vies pour toujours »

ENTRETIEN AVEC MYROSLAV HORVAT¹

Un an s'est déjà écoulé depuis le début de la guerre à grande échelle entre la Russie et l'Ukraine. Des dizaines de villes ukrainiennes ont été rayées de la surface de la terre et plus de 10 millions d'Ukrainiens sont devenus des migrants forcés. Certains d'entre eux sont partis pour l'Europe, certains ont déménagé dans la partie occidentale de l'Ukraine. En particulier, en Transcarpatie. Oujhorod, comme le reste de la région, est devenu un refuge pour des centaines de milliers de personnes déplacées.

Des dizaines de trains arrivent chaque jour dans les gares et le trafic ne s'est pas arrêté depuis des semaines. Il n'est pas surprenant que des milliers de Rroms de toute l'Ukraine se soient installés ici. Le centre régional de Transcarpatie est devenu pour eux une Mecque. Les communautés religieuses, les militants et les organisations rroms ont assumé la charge de la responsabilité et de l'assistance à ces familles.

1. Membre du conseil municipal d'Oujhorod et vice-président de l'Union internationale des Rroms. Propos recueillis par Viktor Tchovka. publié sur le site Roma.ua, 8 avril 2023. Traduction Patrick Le Tréhonat.

Myroslav, comment s'est passée pour vous cette année de guerre avec la Russie ?

Si nous parlons de cette année de la guerre, alors nous devons nous souvenir de ces gens qui sont allés défendre notre pays. Pour moi, ce sont des héros. Et il y en a beaucoup parmi les Rroms. Nos garçons servent comme éclaireurs, tankistes, artilleurs, fantassins, c'est-à-dire qu'il y a des Rroms dans presque toutes les branches de l'armée. Les Rroms sont un peuple très pacifique, et pour nous, se battre est quelque chose de complètement incompréhensible. Mais quand des problèmes arrivent chez vous, quand un agresseur attaque notre pays, nous ne pouvons pas rester à l'écart. Quand ils tuent vos proches, détruisent votre maison, quand ils détruisent votre vie, il est impossible de ne pas agir.

Et beaucoup de Rroms se battent maintenant ?

Je ne les connais pas tous, mais plus d'une centaine sont partis de la seule Transcarpatie. Si nous parlons de l'ensemble du pays, ce chiffre peut être multiplié par deux, voire trois. Si tous étaient rassemblés, il serait possible de former une compagnie rrom ou un petit bataillon rrom. Vous savez, de nombreux Rroms ont aidé les forces armées derrière les lignes ennemies. Ils étaient parmi les gens, écoutaient, communiquaient et transmettaient des informations sur les occupants à l'armée ukrainienne. Ainsi, il a été possible de détruire de nombreux envahisseurs. Actuellement, une partie des militaires rroms sont au front, malheureusement, il y a des blessés et d'autres qui ne peuvent pas continuer leur engagement en raison de leur état de santé et de leurs blessures. En même temps, il y a des militaires qui travaillent maintenant comme instructeurs et transmettent leur expérience aux nouveaux soldats. Je suis incroyablement fier de chacun d'entre eux. Et j'écris



constamment sur ces héros sur ma page Facebook. Je suis convaincu que les Rroms eux-mêmes et les Ukrainiens devraient les connaître. Parce que cette guerre change tout et tout le monde,

Il me semble que l'attitude envers les Rroms a changé pendant la guerre. Parce que nous avons vu que les Rroms font partie intégrante de notre société. Rappelez-vous seulement lorsque les Rroms ont «pris le contrôle» d'un char russe².

Tu sais, j'étais un peu bouleversé même quand j'ai entendu qu'encore une fois les mots «Rroma» et «vol» étaient dans la même phrase. Encore des stéréotypes. Mais quand il s'agit de chars russes, ici c'est de l'héroïsme. Et regardez comment la société l'a perçu. Chansons, timbres, affiches, mêmes, oui les Rroms ont beaucoup attiré l'attention des médias pendant cette guerre! En fait, les Rroms peuvent non seulement «voler» les chars de Moscou (rires), mais aussi se battre courageusement. Malheureusement, il y a aussi des personnes portées disparues parmi les militaires rroms. Des proches ont perdu le contact avec eux. Nous n'avons pas encore de données officielles sur leur mort ou leur capture, mais le contact a été perdu. Je prie Dieu que les garçons soient vivants.

Je sais que ta famille compte aussi des militaires.

Oui, notre futur gendre, le fiancé de ma fille est un militaire. Le gars sert dans le Service des frontières de l'État. Il a combattu près de Bakhmut, dans la région de Kharkiv et a traversé l'enfer avec ses camarades. Lorsqu'on a eu l'occasion d'appeler, on lui a demandé de prendre soin de lui à chaque fois.

2. NdT: voir «Comment voler un tank? Les Rroms racontent» dans le dossier «Rroms d'Ukraine dans la guerre», dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, vol. 10.

Ma fille était terriblement inquiète, ne mangeait presque rien, ne quittait pas le téléphone. Les photos qu'il a envoyées sont tout simplement horribles. En quoi ces occupants ont-ils transformé notre Ukraine? Franchement, c'est très difficile quand un membre de votre famille est à la guerre. Je pense que des millions d'Ukrainiens me comprennent. Maintenant, leur unité est en rotation et se trouve dans un endroit plus calme. Mais nous comprenons qu'il s'agit d'un militaire et qu'il peut se rendre à tout moment dans un point chaud.

Des personnes telles que les Rroms militaires brisent les stéréotypes sur les personnes qui ne sont attachées à aucun État.

Oui c'est le cas. Ce ne sont pas les militaires eux-mêmes qui ont brisé ce stéréotype, mais la guerre elle-même. Un sens du devoir envers l'Ukraine est apparu dans la communauté rrom elle-même. Les gens ont vu les atrocités des Russes, ils ont vu que nous étions tous détruits, sans distinction de langue, de religion, de couleur de peau. Les Russes veulent conquérir ou détruire tous ceux qui vivent sur ce territoire. Par conséquent, les Rroms ont souffert de la guerre, et cela se transforme en rage. Une rage qui unit et éveille le désir de se battre pour votre terre, même si vous n'en avez jamais été conscient auparavant.

Maintenant, nous pouvons regarder la situation avec plus de recul. Mais je me souviens des premiers jours de l'invasion à grande échelle de la Russie, il y avait d'énormes files d'attente aux frontières occidentales, des centaines de milliers de personnes sont allées à Oujhorod. Les Rroms en faisaient partie. Qui les a aidés?

Tout le monde a aidé. C'était le chaos à l'époque, mais nous nous sommes rassemblés et avons



simplement travaillé et résolu les problèmes. Nous avons sauvé des femmes et des enfants. Nous avons aidé à les envoyer à l'étranger. Il y avait de nombreux cas où les gens n'avaient pas de documents. Et ils ne pouvaient ni partir ni demander de l'aide. Lorsqu'il est devenu clair que nos militaires avaient ralenti l'offensive russe et que les services de l'État ont commencé à retravailler ici et qu'il y avait un accès aux registres, nous avons rapidement aidé à produire des documents [d'identité]. Les premiers jours, j'ai rencontré des représentants des autorités, des forces de l'ordre, et nous nous sommes mis d'accord pour coopérer et fournir une assistance. Les Roms ont participé aux patrouilles de police, les Roms ont aidé à construire des fortifications, ont travaillé comme volontaires à la gare et dans le centre d'aide «Nid de la chouette». Dans le campement rom de Radvanka, nous avons organisé un refuge pour les personnes venues de toute l'Ukraine. Et les organisations roms de l'étranger ont aidé avec des produits, des vêtements, des produits d'hygiène, etc. Nos églises ont fait beaucoup de travail. Des centaines de Roms de tout le pays y ont vécu et mangé.

C'était une période très difficile. Mon téléphone n'était jamais éteint. Les services sociaux fonctionnaient alors sans arrêt. Dans les premiers jours, Oujhorod a accueilli environ 7000 à 8000 Roms. Maintenant, beaucoup de gens sont partis à l'étranger. Une petite partie est rentrée chez elle. Et les autres sont toujours à Oujhorod. Certains louent des logements, d'autres vivent dans des campements avec d'autres Roms. Soit dit en passant, les Roms d'Ukraine ne sont pas homogènes. Ils sont composés de groupes très différents, ils diffèrent même par la langue. Par conséquent, les Roms qui sont venus ici ont dû apprendre à vivre selon des règles légèrement différentes. À mon avis, cette intégration a réussi. Par

exemple, nous avons immédiatement interdit toutes les fêtes. Il y a une guerre dans notre pays, il n'y a pas de temps pour s'amuser. Nous devons aider de toutes nos forces. Et si quelqu'un n'y est pas habitué, cela devait être expliqué.

La communauté rroma chante vraiment beaucoup. Et très souvent, dans les trains, vous pouviez rencontrer des gars avec une guitare qui chantaient des chansons russes.

C'était avant la guerre. Maintenant, la plus populaire est la chanson «Tchervona Kalyna». Vous avez probablement vu quand des musiciens roms ont chanté cette chanson à Radvanka. J'ai posté la vidéo et elle est devenue virale. Cette guerre change beaucoup de choses dans l'esprit des Roms eux-mêmes, qui commencent à s'associer davantage à l'Ukraine. Par exemple, des drapeaux ukrainiens sont accrochés partout dans notre communauté et les mâts sont peints en bleu et jaune.



Y a-t-il eu des problèmes avec les migrants rroms?

Parfois, il y avait des informations selon lesquelles les Rroms étaient comme ceci ou comme cela, notamment certains messages sur Facebook. Et divers robots ont délibérément tenté de les diffuser sur Internet. Mais Dieu merci, les Ukrainiens n'ont pas répondu aux provocations, et ces attaques n'ont pas été reprises par les médias. Au contraire, je remercie les journalistes qui ont vérifié les informations et qui, dans les premiers mois ont beaucoup parlé des Rroms qui se battent et aident. Cela crée une image complètement différente des Rroms dans notre société. D'ailleurs, à cette époque, je publiais constamment des photos et des vidéos de nos héros-défenseurs sur ma page, et les gens pouvaient voir que les Rroms faisaient vraiment partie de la force qui défend l'Ukraine.



Pensez-vous que les Rroms partis à l'étranger reviendront en Ukraine?

Une femme peut avoir accouché là-bas, un autre a trouvé un travail ou même une maison. Ils ont commencé à se socialiser en Europe. Et les gens peuvent obtenir beaucoup plus d'aide là-bas que dans notre pays, où la guerre continue. J'espère vraiment que les personnes qui sont actuellement à l'étranger, même si elles ne reviennent pas en Ukraine, pourront s'y réaliser. Et plus tard pour aider leur communauté et leur Patrie à se reconstruire et à se développer.



PRISES DE POSITION

La gauche doit-elle soutenir l'envoi d'armes en Ukraine?

UNE CONFRONTATION ENTRE TARAS BILOUS ET DIMITRI LASCARIS¹

Il y a un peu plus d'un an, la Russie a envahi l'Ukraine dans le cadre de ce qu'elle a appelé une «opération militaire spéciale». Cette invasion fait suite à une décennie tumultueuse qui a vu, en 2014, le renversement du président ukrainien Viktor Ianoukovitch (certains diraient un coup d'État), les manifestations de Maïdan, la prise de la Crimée par la Russie et huit années de conflit militaire dans le Donbass. L'invasion a suscité un débat animé au sein de la gauche dans les pays occidentaux, et ce pour plusieurs raisons.

Une partie du débat a porté sur la responsabilité de l'échec des accords de Minsk et de l'invasion, certains pointant du doigt l'OTAN et l'Occident, d'autres affirmant que Vladimir Poutine était le seul responsable. Un autre aspect du débat a porté sur la manière de caractériser le conflit. S'agit-il d'une bataille entre deux puissances impérialistes (étant donné le soutien massif de l'Occident à l'Ukraine)? L'Ukraine est-elle engagée dans une lutte anticoloniale? La Russie agit-elle comme une force anti-impérialiste luttant contre l'ingérence occidentale?

Le débat a également porté sur les mesures à prendre en réponse à l'invasion. Une partie de la

gauche a soutenu l'invasion. Une autre a soutenu qu'une position antiguerre était nécessaire, avec l'idée qu'il fallait faire pression sur les gouvernements occidentaux pour qu'ils aident à négocier un règlement pacifique qui éviterait de nouvelles effusions de sang et une escalade; cette partie de la gauche s'oppose donc au transfert d'armes des gouvernements occidentaux, y compris du Canada, vers l'Ukraine. D'autres soutiennent qu'il faut aider les Ukrainiens à sortir victorieux du conflit ou à améliorer leur position militaire avant d'entamer toute négociation; ils ont donc soutenu l'envoi d'armes à l'Ukraine et ont parfois insisté pour que les gouvernements occidentaux en fassent davantage.

Pour contribuer à la poursuite de cette discussion, *Passage* a contacté deux auteurs ayant des points de vue opposés sur la question afin qu'ils entament un dialogue (écrit). Taras Bilous, co-rédacteur en chef de la revue ukrainienne de gauche *Commons*, qui sert actuellement dans l'armée ukrainienne, estime que la gauche devrait soutenir le transfert d'armes à l'Ukraine. Dimitri Lascaris, avocat, journaliste et militant de Montréal, estime qu'elle devrait s'opposer au transfert d'armes vers l'Ukraine. L'identité de chaque auteur a été gardée secrète tout au long de leur échange. Leur dialogue est présenté ci-dessous, Taras écrivant en premier, Dimitri répondant, Taras répondant et Dimitri clôturant la conversation.

Passage ne publie pas d'éditoriaux représentant la publication, mais depuis le début de la guerre, nous avons régulièrement publié des articles défendant une position antiguerre. Toutefois, nous avons également publié dans notre bulletin quotidien des articles offrant des perspectives différentes dans un esprit de débat et de discussion, car notre lectorat ne soutient en aucun cas une seule position.

Cette série de dialogues a également pour but de poursuivre le débat².



1. Respectivement membre du comité de rédaction de *Commons* et avocat et journaliste canadien. Publié dans *Passage*, 3 avril 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat.

2. David Mastracci pour *Passage*.

Taras Bilous. Chaque Ukrainien a probablement déjà des amis ou des parents qui ont été tués ou blessés dans cette guerre, et personne ne souhaite plus que nous la fin de cette horreur. Mais cela ne signifie pas que les Ukrainiens sont prêts à capituler pour la paix à tout prix. Si le Kremlin avait déclaré qu'il était prêt à retirer les troupes russes d'Ukraine sous certaines conditions, cela aurait valu la peine d'entamer des négociations. Au lieu de cela, le président russe a annexé des territoires, y compris des parties que la Russie ne contrôle pas, et exige la reconnaissance de ces annexions. Or, au moins 80 % des Ukrainiens sont opposés à des concessions territoriales, selon un sondage réalisé en février par l'Institut international de sociologie de Kiev. Ceux qui connaissent Butcha et qui ont vu la réaction des habitants de Kherson libéré devraient comprendre pourquoi les Ukrainiens veulent libérer les territoires occupés et ne pas laisser la Russie en occuper davantage.

La gauche «antiguerre» fait souvent appel à la Première Guerre mondiale et à l'opposition des socialistes révolutionnaires à cette guerre. Pour une raison ou une autre, ils oublient généralement un slogan important de ces années-là : «Une paix démocratique entre les nations, sans annexions ni indemnités et sur la base de la libre autodétermination des nations». Les internationalistes ne devraient pas prôner la paix à tout prix, mais une paix juste et durable. Mais aujourd'hui, la gauche «antiguerre», lorsqu'elle appelle à la paix, ne précise généralement pas pour quel type de paix elle plaide, ce qui signifie souvent implicitement la reconnaissance des annexions.

Les mêmes ne conseilleraient probablement jamais aux Palestiniens d'accepter la politique d'occupation d'Israël, mais elles n'hésitent pas à le suggérer aux Ukrainiens. Les mêmes qui savent que le manque d'armes n'empêche pas les Palestiniens de résister

pensent que les Ukrainiens cesseront de résister si l'Occident cesse de leur fournir des armes. Ce n'est pas le cas. Même si l'Occident avait refusé de fournir des armes, cela n'aurait pas arrêté la guerre, mais simplement changé sa forme. L'arrêt des livraisons d'armes ne fera qu'élargir l'occupation, et davantage d'Ukrainiens seront tués, violés et réprimés.

Bien sûr, la fatigue peut faire des ravages. Si l'Ukraine ne gagne pas cette année, peut-être que l'année prochaine, l'Ukraine et la Russie seront suffisamment épuisées pour signer un cessez-le-feu. Mais c'est aux Ukrainiens de décider d'une telle mesure. Et s'ils acceptent un cessez-le-feu, ce sera avec l'espoir d'avoir suffisamment affaibli la Russie pour l'empêcher de lancer une nouvelle offensive dans les années à venir, avec l'espoir que les territoires occupés reviendront à l'Ukraine à l'avenir.

Une paix injuste serait également instable. Il s'agirait d'un conflit gelé qui pourrait reprendre de plus belle à tout moment. La seule alternative à ce scénario est la victoire de l'Ukraine, ce qui signifie que le Kremlin doit être contraint d'accepter des conditions de paix acceptables pour l'Ukraine. Et pour cela, l'Ukraine a besoin de livraisons d'armes étrangères.

Dimitri Lascaris. La politique étrangère doit être fondée sur des faits. C'est particulièrement vrai pour la guerre, compte tenu de ses terribles conséquences. L'armement de l'Ukraine par l'Occident ne tient pas compte des faits.

Fait : au moment de l'effondrement de l'Union soviétique, l'Occident a assuré au dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev que l'OTAN ne s'étendrait pas «d'un pouce vers l'Est». Il a violé cette assurance à plusieurs reprises. Fait : le gouvernement ukrainien n'a pas mis en œuvre les accords de Minsk, qui prévoyaient un degré limité d'autonomie pour



les régions de Donetsk et de Louhansk. Pire, dans les jours qui ont précédé l'invasion russe, l'armée ukrainienne a considérablement augmenté ses bombardements sur les zones contrôlées par les rebelles. Fait: l'Ukraine est l'un des pays les plus corrompus au monde. Inévitablement, une grande partie des armes envoyées à l'Ukraine sera détournée vers des organisations criminelles, comme l'a prévenu le chef d'Interpol en juin 2022. Fait: l'Ukraine est confrontée à un grave problème néonazi: en 2018, le Parlement ukrainien a déclaré une fête nationale en l'honneur de l'odieux collaborateur nazi Stepan Bandera, dont l'organisation a participé au massacre de Polonais, de Juifs et de Russes. Fait: en 2014, les États-Unis ont orchestré un coup d'État violent qui a chassé du pouvoir le président ukrainien démocratiquement élu, Viktor Ianoukovitch [...].



Ces faits facilement vérifiables démolissent le récit simpliste avancé pour justifier l'armement de l'Ukraine. Il ne s'agit pas d'une bataille entre le bien et le mal, la démocratie et l'autoritarisme, ou l'agression et «l'ordre fondé sur des règles» (quoi que cela signifie). Personne n'a les mains propres, et surtout pas les gouvernements de l'OTAN. Pour résoudre cette guerre dangereuse sur le plan existentiel, nous devons reconnaître son contexte géopolitique, à savoir que le gouvernement américain est déterminé à maintenir la position d'hégémonie mondiale dont il jouit depuis la disparition de l'Union soviétique.

Indépendamment de ces considérations, il y a peu de raisons de croire que l'Ukraine puisse vaincre la Russie. Dans pratiquement tous les domaines, la Russie jouit d'avantages écrasants, notamment en matière d'artillerie, de missiles hypersoniques, d'avions de combat, de forces navales, de ressources énergétiques et de main-d'œuvre. Si, par miracle, l'Ukraine était sur le point de vaincre la Russie,

celle-ci pourrait bien recourir aux armes nucléaires, car elle considère cette guerre par procuration de l'OTAN comme une menace existentielle. Que nous pensions que la Russie ait raison sur ce point n'a aucune importance – avoir raison ne nous protégera pas des retombées nucléaires.

Enfin, ce n'est pas une réponse que de dire qu'il appartient seulement à l'Ukraine de négocier un accord de paix et que, jusqu'à ce qu'elle décide de le faire, l'OTAN doit armer l'Ukraine. Cet argument ne tient pas compte de l'action des gouvernements de l'OTAN, dont le devoir primordial est de protéger les intérêts de leurs propres citoyens. Rien ne pourrait être plus contraire à leurs intérêts que l'escalade d'une guerre avec un État doté de l'arme nucléaire. L'OTAN n'a aucune obligation légale de soutenir l'Ukraine. Elle est libre de retirer son soutien ou de le conditionner à des négociations de paix immédiates. Face à une telle condition, l'Ukraine devrait alors décider de demander la paix ou de poursuivre la guerre sans le soutien de l'OTAN. Cette décision reviendrait à l'Ukraine et à elle seule.

Taras Bilous. Examinons les faits mentionnés par mon opposant. Il y a de nombreuses années, les États-Unis ont fait une promesse verbale au dirigeant d'un État qui n'existe plus. Aujourd'hui, l'une des anciennes parties de cet État (la Russie), avec le soutien d'une autre (le Bélarus), a envahi une troisième (l'Ukraine). Il s'agit des mêmes Républiques cofondatrices qui ont dissous l'Union soviétique en 1991 par une décision commune.

Alors, pourquoi le premier fait devrait-il être si important pour la politique actuelle? Je comprends que Poutine l'utilise pour justifier sa politique impérialiste, mais en quoi cela nous intéresse-t-il? N'est-il pas plus important qu'en 1997, la Russie ait signé

un traité avec l'OTAN pour accepter son expansion? Nous pouvons dire que la politique de la porte ouverte de l'OTAN était une erreur, mais elle est aujourd'hui aussi peu pertinente que l'était l'injustice du traité de Versailles en 1939.

Passons aux accords de Minsk. Deux mois après leur signature, des «élections» ont été organisées dans la partie du Donbass contrôlée par la Russie, en violation du paragraphe 9. Les résultats des «élections» ont tout simplement été inventés. Une semaine après la signature de Minsk 2, les forces séparatistes soutenues par la Russie se sont emparées de Debaltsevo, violant ainsi le cessez-le-feu et la ligne de démarcation convenue. Depuis des années, la Russie sabote également la mise en œuvre du paragraphe 4, selon lequel l'OSCE devait surveiller la frontière dans la zone de conflit.

Mon opposant a parlé de l'incapacité de l'Ukraine à mettre en œuvre les accords, mais n'a pas mentionné ces violations et d'autres encore commises par l'autre partie. D'ailleurs, l'un des Russes ayant travaillé sur les accords, Vladislav Surkov, a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de les mettre en œuvre. L'année dernière, Poutine a déchiré les accords de Minsk, mais mon adversaire répète de vieilles déclarations russes à ce sujet au lieu de demander pourquoi ils ont vraiment échoué. Les accords de Minsk sont le résultat de la défaite militaire de l'Ukraine face à l'offensive de l'armée régulière russe en août 2014. Il semble que l'opinion de mon adversaire soit que lorsqu'un État impérialiste force un pays plus faible à signer un accord, ce dernier doit s'y conformer quoi qu'il arrive, alors que le premier peut ne pas le faire. Cette approche est-elle juste?

Mon adversaire croit toujours aux affirmations russes selon lesquelles, à la veille de l'invasion, l'Ukraine a soudainement intensifié le bombardement

de Donetsk. Pourquoi n'essaient-ils pas d'analyser ce sujet un peu plus en détail? La Russie a affirmé qu'il s'agissait d'un *casus belli*, tout comme les États-Unis ont affirmé qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. Mais aujourd'hui, même les commandants militaires russes admettent que l'Ukraine se préparait à une guerre défensive.

Mon opposant aurait commis moins d'erreurs s'il s'était intéressé à l'analyse de la gauche ukrainienne sur les accords de Minsk, à l'extrême droite en Ukraine et à la révolution de Maïdan. Maïdan était un soulèvement populaire spontané. L'Occident a condamné la violence des deux côtés et a forcé le gouvernement et l'opposition à faire des compromis. Les manifestants et l'opposition ont renversé Ianoukovitch malgré la position de l'Occident.

Je crains moi aussi la menace d'une guerre nucléaire. Pour l'Ukraine, ce risque est le plus grand. Mais succomber au chantage nucléaire n'est pas une solution. Il y a près de trente ans, les États-Unis ont forcé l'Ukraine à céder son arsenal nucléaire à la Russie et ont refusé de lui fournir des garanties de sécurité fiables. En échange, la Russie s'est engagée à respecter l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Si l'Ukraine est aujourd'hui livrée à elle-même en raison du chantage nucléaire de la Russie, quel signal enverra-t-elle aux autres pays? Cela montrera au monde entier que les puissances nucléaires peuvent faire chanter des pays plus faibles et obtenir ce qu'elles veulent. Le monde deviendra beaucoup plus dangereux.

Il y a un demi-siècle, le président américain Richard Nixon a tenté de faire chanter le Viêtnam et l'Union soviétique de la même manière afin d'éviter une défaite dans ce pays. Heureusement, ils n'ont pas succombé au chantage. Nous ne devrions pas non plus le faire aujourd'hui.



Le fait que les élites occidentales profitent de l'invasion de l'Ukraine par la Russie pour augmenter les dépenses militaires est certainement un problème. Pourtant, une victoire russe pourrait conduire à une course aux armements encore plus importante. S'opposer à l'aide militaire à l'Ukraine parce que des entreprises en tirent profit revient à s'opposer aux programmes de vaccination parce que Big Pharma en tire profit. En outre, le refus de l'Occident de fournir des armes ne fera que renforcer l'extrême droite en Ukraine et en Russie, tandis que la défaite de la Russie sera l'occasion de lutter contre le militarisme et la réaction.

Enfin, je voudrais remercier mon adversaire. De nombreux auteurs ont dissimulé leurs propositions visant à forcer les Ukrainiens à capituler en prétendant qu'ils «se soucient» des Ukrainiens. Mais mon adversaire est au moins honnête: il ne cache pas son indifférence au sort des Ukrainiens. Au lieu de la solidarité internationale, ces commentateurs parlent des intérêts nationaux des pays les plus riches du monde et brandissent la charte de l'OTAN pour prouver qu'ils n'ont aucune obligation envers le peuple d'un pays plus pauvre. Merci pour votre honnêteté.

Dimitri Lascaris. En décidant comment réagir à la guerre en Ukraine, les militants de gauche occidentaux pourraient adopter un certain nombre de positions. À l'extrémité du spectre, les militants de gauche pourraient prôner l'alignement total de l'Occident sur l'une des parties au conflit, rendant ainsi les États occidentaux co-parties à une guerre dangereuse sur le plan existentiel.

En substance, c'est la position que l'OTAN a adoptée: en fournissant une aide économique et militaire à l'Ukraine, telle que des armes des plus perfectionnés, des renseignements en temps réel sur le champ

de bataille et une formation militaire (y compris pour des unités néonazies), et en approuvant tacitement la participation au conflit de mercenaires formés par l'OTAN, les États occidentaux sont devenus les co-parties d'une guerre contre une Russie dotée de l'arme nucléaire. Une position plus modérée – et de gauche – consisterait à reconnaître qu'aucune partie n'a les mains propres dans ce conflit et que la réponse de l'Occident devrait se limiter à l'aide humanitaire ainsi qu'à des efforts diplomatiques vigoureux, fondés sur des principes pour mettre fin à la guerre.

Ma position est la position modérée. Mon adversaire, en revanche, défend la position extrême. Ce faisant, il s'est aligné sur l'OTAN. Le président américain Joe Biden et ses alliés de l'OTAN prétendent armer l'Ukraine au nom de tout ce qui est sacré pour les gens honnêtes, mais des décennies d'agression et de désordre de la part des États-Unis ne devraient laisser aucun doute sur le fait que l'intervention n'a rien à voir avec les droits humains, la démocratie ou le droit international.

L'objectif singulier et évident de l'intervention occidentale dans cette guerre est plutôt d'affaiblir un rival géopolitique (la Russie) et d'améliorer les conditions d'un assaut contre un rival encore plus redoutable (la Chine), et de perpétuer ainsi la position d'hégémonie mondiale dont les États-Unis jouissent depuis la disparition de l'Union soviétique. En fait, l'OTAN utilise les Ukrainiens pour promouvoir un programme hégémonique. Malheureusement, les militants de gauche occidentaux qui n'ont pas compris cela se sont involontairement transformés en idiots utiles de l'empire anglo-américain. De plus, mon adversaire n'a pas répondu aux points clés que j'ai soulevés.

Tout d'abord, mon adversaire ne nie pas que le Parlement ukrainien a déclaré une fête nationale en l'honneur de Bandera.



Deuxièmement, mon adversaire ne dit rien sur la corruption en Ukraine ou sur le risque que des armes occidentales se retrouvent entre les mains de criminels.

Troisièmement, mon adversaire ne nie pas que le gouvernement ukrainien n'a pas respecté les accords de Minsk. Il affirme plutôt que la Russie et ses alliés ukrainiens les ont également violés. Même si cela est vrai, cela signifie simplement qu'en ce qui concerne Minsk, personne n'a les mains propres.

Quatrièmement, mon adversaire ne dit rien sur les obstacles insurmontables à une victoire militaire ukrainienne. En cherchant à prolonger une guerre que l'Ukraine ne peut pas gagner, ces militants de gauche ne servent pas les intérêts du peuple ukrainien. Alors même qu'ils accusent de façon moralisatrice la gauche antiguerre d'être l'ennemie des Ukrainiens, ils contribuent à assurer la destruction finale du pays. À gauche, les véritables ennemis du peuple ukrainien sont ceux qui soutiennent la guerre par procuration de Biden.

Cinquièmement, mon ami ne nie pas que les États-Unis se sont engagés auprès du gouvernement soviétique à ce que l'OTAN ne s'étende pas vers l'Est. Mon adversaire soutient plutôt que l'engagement des États-Unis est devenu nul et non avenu lorsque l'Union soviétique s'est désintégré. Selon ce raisonnement erroné, les engagements vitaux pris par d'autres États à l'égard du Canada deviendraient caducs si le Québec se séparait du pays.

Enfin, mon adversaire dénonce le recours au «chantage nucléaire» par la Russie. Quelle ironie ! Personne n'est plus coupable de «chantage nucléaire» que la superpuissance sur laquelle la position de mon adversaire est alignée. Un seul État – les États-Unis – a utilisé des armes nucléaires. En outre, ce sont les États-Unis qui se sont retirés du traité sur les missiles

antibalistiques en 2001, de l'accord nucléaire avec l'Iran en 2018 et du traité sur les forces nucléaires intermédiaires en 2019. Comme on pouvait s'y attendre, ces politiques américaines imprudentes ont relancé la course aux armements.

Mon adversaire ne nie pas que le gouvernement russe considère cette guerre comme une menace existentielle. C'est précisément la raison pour laquelle la référence de mon adversaire à la menace de Nixon d'utiliser des armes nucléaires pendant la guerre du Viêtnam n'est pas pertinente dans le contexte actuel. La guerre du Viêtnam s'est déroulée loin des côtes américaines, tandis que la guerre en Ukraine se déroule à quelques centaines de kilomètres de Moscou. Quelqu'un doute-t-il que le gouvernement américain envisagerait sérieusement l'utilisation d'armes nucléaires si une alliance militaire massive et hostile s'engageait dans une guerre à quelques centaines de kilomètres de Washington ? Avons-nous déjà oublié à quel point le monde a frôlé la guerre nucléaire lorsque l'Union soviétique a cherché à placer des armes nucléaires à Cuba ?

La façon rationnelle et humaine de mettre fin au «chantage nucléaire» n'est pas de jouer à la roulette russe avec l'avenir de nos enfants. Il s'agit plutôt d'exercer une pression sans relâche sur nos propres gouvernements pour qu'ils poursuivent le désarmement nucléaire. En attendant, l'holocauste nucléaire est un risque existentiel auquel nous devons faire face. Le meilleur moyen de le réduire est de désamorcer les conflits entre les États dotés de l'arme nucléaire.



Colonialisme russe, Europe orientale et luttes anticoloniales

DARIA KRIVONOS¹

Ces dernières années, les chercheurs et les activistes d'Europe de l'Est ont eu de plus en plus tendance à établir des parallèles et des liens entre le «postcolonial» et le «postsocialiste». À l'extrême, comme l'affirme Adem Ferizaj dans sa récente étude, l'utilisation d'approches postcoloniales dans le contexte du postsocialisme «conduit à la fausse analogie selon laquelle le postsocialisme est plus ou moins le postcolonialisme de toutes les populations affectées par la chute du mur de Berlin». L'invasion non provoquée de l'Ukraine par la Russie a donné un nouvel élan à cette discussion. Par exemple, le fait de considérer l'Ukraine et d'autres pays d'Europe de l'Est comme d'anciennes colonies soviétiques/russes a parfois suscité l'espoir que les pays du «Sud global» se solidariserait avec l'Ukraine et trouveraient des liens avec l'expérience de l'impérialisme soviétique/russe dans la région de l'Europe centrale et orientale au sens large. La logique veut que l'expérience du colonialisme et de l'oppression soit à l'origine de solidarités entre l'Ukraine, l'Est de l'Europe et le «Sud global».



1. Sociologue et chercheuse à l'université d'Helsinki. Tweeter: @KrivonosDaria. Publié par *Lefteast*, 13 avril, 2023, <https://lefteast.org/>

Pourtant, il est révélateur que le mouvement de construction de solidarités et de recherche de connexions entre le postsocialisme et le postcolonialisme, l'Est de l'Europe et le «Sud global», ait été unidirectionnel et qu'il ait été principalement, voire exclusivement, le fait de ceux qui se trouvent à l'Est de l'Europe. Il convient ici de réfléchir aux liens que l'analyse de l'impérialisme russe nous permet d'établir entre l'Est de l'Europe et le Sud non européen.

Il ne fait aucun doute que l'invasion russe doit être comprise comme étant à la fois nationaliste et impérialiste, et que la majorité blanche de Russie doit repenser l'histoire russe à travers le prisme de l'impérialisme, tandis que les chercheurs de la région s'engagent dans des travaux approfondis qui ont discuté de l'applicabilité du terme «colonial» au cas de l'Empire russe/de l'Union soviétique/de la Fédération de Russie. Une autre question à se poser est de savoir où la discussion sur l'impérialisme russe nous mène par rapport aux luttes anticoloniales mondiales, et quelles seraient les raisons de rechercher des solidarités avec les (anciens) colonisés dans d'autres parties du monde. Dans cet essai, je suggère que l'établissement d'analogies entre le postcolonialisme et le postsocialisme pourrait être trop rapide et qu'il faudrait au moins examiner la participation active de la région au maintien de l'ordre aux frontières physiques et symboliques de l'«Europe».

Le «retour à l'Europe» et le contrôle des frontières de l'UE

Comme le notent les spécialistes critiques du postsocialisme, l'un des récits à travers lesquels les élites d'Europe de l'Ouest et de l'Est ont compris l'ère post-1989 est celui d'un «retour à l'Europe». Il s'agit d'une libération de l'occupation soviétique

et du colonialisme, du «bolchevisme orientaliste» et d'un retour à la «civilisation européenne» et à une «maison européenne commune». Le fondement de l'euroanéité innée est devenu la priorité de nombreux discours identitaires dans la région. Les notions d'Europe et d'euroanéité sont redevenues centrales dans le récit de la guerre en Ukraine : les Ukrainiens ne défendent pas seulement leur droit d'exister en tant que nation, mais ils se battent «pour les valeurs européennes», ce qui devrait renforcer le soutien à l'Ukraine. Ce cadre suggère également que les valeurs de liberté, d'équité et d'égalité sont intrinsèquement européennes, ce qui ne tient pas compte des luttes pour les mêmes valeurs dans un monde non européen. L'appel aux «valeurs européennes» était également visible dans le contexte de la tragédie en cours et de la violence sanctionnée à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, où certains militants ont affirmé que la Pologne devrait adopter les «valeurs européennes» pour empêcher les demandeurs de vie de geler et de mourir de faim dans la forêt, même si l'on pourrait dire que c'est précisément la valeur de la «défense de notre mode de vie européen» qui condamne les gens à mourir dans la forêt et la mer.

Mais qu'a impliqué le retour à la «maison européenne» pour ceux qui sont devenus des États membres de l'UE? Entre autres choses, ce que l'on appelle l'«élargissement à l'Est» (un terme problématique en soi) de l'UE a posé de nouveaux défis pour la protection des frontières extérieures de l'UE, étant donné que les nouveaux États membres ont dû devenir responsables de la sécurité intérieure de l'Union. Les pays d'Europe de l'Est candidats à l'adhésion ont été considérés comme essentiels pour contenir l'immigration clandestine. En conséquence, les nouveaux États membres de l'UE ont dû modifier leurs dispositions législatives de manière de plus en plus

restrictive, y compris les accords de réadmission qui sont devenus des instruments permettant l'expulsion d'étrangers du territoire d'un État faisant désormais partie de l'UE.

En fait, la capacité de contrôler efficacement les frontières a été vitale pour l'admission des États membres de l'UE. L'UE a consacré des fonds considérables au renforcement des infrastructures et des capacités opérationnelles des gardes-frontières afin de les préparer à leur nouvelle responsabilité de patrouille aux frontières extérieures orientales de l'UE. À la suite de la «crise des réfugiés» de 2015, de nombreux pays d'Europe de l'Est ont refusé d'accepter des quotas de réfugiés, arguant qu'ils n'avaient «jamais eu de colonies» et qu'ils n'étaient donc pas responsables de l'héritage du colonialisme occidental. Au cours de l'été 2022, la Pologne, avec l'aval de la Commission européenne, a achevé la construction d'un mur d'acier de 186 km à sa frontière avec le Bélarus afin d'expulser les demandeurs d'asile d'Afrique et du Moyen-Orient, pour ne citer qu'un exemple parmi tant d'autres des violents refoulements en cours aux frontières de l'UE. Les frontières orientales et sud-est de l'UE sont ainsi devenues des espaces de surveillance et d'incarcération des migrants illégaux. C'est dans ce contexte que les chercheurs affirment que l'Europe de l'Est est une extension périphérique de la colonialité européenne.

Les travaux ethnographiques menés auprès des gardes-frontières en Lettonie illustrent ce «paradoxe de l'euroanéité»: alors que les gardes-frontières des nouvelles frontières de l'UE ont été formés pour devenir «tolérants» et respectueux des droits humains conformément aux «valeurs européennes», ils ont dû simultanément arrêter les mouvements de ceux qui menaçaient le «mode de vie européen». Ce paradoxe n'est pas aussi illogique qu'il n'y paraît: l'appareil





migratoire européen est un espace de violence précisément en raison de ses engagements envers la politique libérale des droits de l'homme, qui n'étaient pas censés être étendus aux personnes issues du monde colonisé. Un exemple immédiat est la Convention relative au statut des réfugiés (Convention de 1951), associée aujourd'hui à l'idée même d'un être humain universalisé et porteur de droits. À l'origine, cependant, la convention ne devait protéger que les personnes déplacées en Europe avant 1951. L'idée de droits de l'homme universels a été mise à l'épreuve par le droit de demander l'asile, car il menaçait le principe de souveraineté des États puissants membres de l'ONU qui maintenaient leurs possessions coloniales. La majeure partie de la population mondiale n'a pas pu être considérée comme réfugiée. Ce n'est que grâce à la résistance des États coloniaux qui ont accédé à l'indépendance et ont utilisé le langage de l'anticolonialisme que la Convention a été amendée. Ce n'est qu'en 1967 que les Nations unies ont répondu à cette résistance anticoloniale en adoptant le protocole relatif au statut des réfugiés («protocole») et, par conséquent, en supprimant l'orientation spatiale et temporelle.

Il ne s'agit pas seulement de rappeler que les violents refoulements actuels à travers les frontières de l'UE ne sont ni un développement récent ni une exception à l'applicabilité limitée de l'«universel». Elle montre également les héritages plus longs dont les nouveaux États membres de l'UE font partie lorsqu'ils affirment leur européanité et deviennent les nouveaux gendarmes des frontières extérieures de l'UE. Cette perspective positionne ces États-nations non seulement par rapport à l'UE et à la Russie, mais aussi par rapport au cadre mondial de la colonialité de la migration, des frontières et de la race.

La revendication de la «blanchité»

La discussion sur la colonialité dans la région, surtout si elle est isolée des luttes anticoloniales mondiales, peut aussi facilement éluder les questions de race et le désir d'affirmer l'appartenance à la blancheur européenne. En fait, on peut faire des études postcoloniales en toute sécurité sans jamais aborder de manière critique les questions de race – une conversation importante qui a été largement absente de la récente discussion sur le postcolonial dans la région. Mon travail ethnographique a montré que les travailleurs migrants originaires des pays post-soviétiques choisissent souvent l'européanité et la blancheur plutôt que la classe et les luttes contre l'exploitation et les mauvaises conditions de travail comme base de solidarité avec d'autres travailleurs négativement racialisés.

Lorsqu'ils ont fait l'expérience de la déqualification et du déclassement social dans le cadre de la migration, beaucoup m'ont dit qu'ils méritaient davantage de promotion sociale que les autres non Blancs car ils étaient, comme beaucoup l'ont dit, «éduqués, européens et blancs». Avant l'invasion à grande échelle, certains migrants ukrainiens vivant en Pologne ont parlé de leur désir de s'installer plus à l'Ouest, dans l'Europe «proprement dite» (c'est-à-dire l'Allemagne), et ont parlé de «l'afflux» de réfugiés du Moyen-Orient comme d'une réalité qui troublait leur image de ce que devrait être l'«Europe». Cette situation n'est pas différente de celle de nombreux autres migrants d'Europe de l'Est qui reproduisent la norme de la blancheur alors qu'ils sont eux-mêmes négativement racialisés.

L'engagement dans le postcolonial dans le contexte du postsocialisme peut facilement devenir sélectif et un outil pratique pour affirmer sa propre européanité

et sa blancheur par rapport à l'«empire asiatique», lorsqu'il est déconnecté des luttes anticoloniales mondiales et de la question globale de la race. Le désir d'être reconnu comme blanc dans le processus de libération du colonialisme russe exclut toute solidarité avec d'autres luttes anticoloniales. Le langage du postcolonial dans la région peut alors être facilement enrobé de revendications de blancheur et du désir de renforcer les «valeurs européennes» en expulsant des personnes des frontières de l'UE. En fait, bien que la discussion sur le colonialisme ait été de plus en plus acceptée en ce qui concerne la Russie, pour de nombreuses personnes en Europe de l'Est, la pire offense est d'être comparée au «tiers-monde».

Des récits alternatifs

L'une des solutions consiste à raconter la région non seulement à travers le récit libéral d'un «retour à l'Europe» - largement critiqué par de nombreux chercheurs d'Europe de l'Est au cours de la dernière décennie - qui a signifié, entre autres, l'adoption de l'appareil frontalier violent de l'UE, mais aussi à travers l'histoire de l'internationalisme du «deuxième tiers-monde» et des luttes anticoloniales à l'échelle planétaire. Il ne s'agit pas d'un appel à la nostalgie postsocialiste d'un progrès socialiste sans colonies et sans couleurs. En fait, les États socialistes ont souvent échoué à rendre compte de la violence à l'encontre des minorités racialisées «à l'intérieur» de leurs propres États. Plutôt que ce retour rapide et romantisé, revisiter ces histoires peut être une invitation à poser la question de la solidarité entre les anticolonialismes à l'échelle mondiale et à examiner la complicité actuelle de la région avec la violence exercée contre le «Sud global». Pour ce faire, il faut non seulement revisiter l'histoire de ce que l'on a appelé les «mondialisations alternatives» - les liens

entre le «deuxième» et le «troisième» monde qui ont contourné l'Occident - mais aussi considérer la région comme étant positionnée au sein des ordres capitalistes raciaux mondiaux, des régimes frontaliers militarisés et de l'histoire de la réflexion sur les luttes (anti-)coloniales mondiales.

C'est à cette réflexion sur les expériences anticoloniales que pourrait nous inviter l'intérêt pour le postcolonial en Europe de l'Est au lendemain de l'invasion russe. Alors que la discussion sur le «postcolonial» dans la région devient de plus en plus populaire à l'intérieur et à l'extérieur des cercles académiques, nous devons résister à la tentation d'attribuer la région à «l'enclos blanc» en tant qu'accomplissement de «l'intégration» européenne en marche aux dépens de ceux qui fuient les mêmes bombes russes en s'éloignant encore plus de l'«Europe».



Les élites réactionnaires, les positions du Sud global n'expriment pas une « conscience anticoloniale »

MICHAEL KARADJIS¹



À maintes reprises, on nous a dit que le « Sud global » – c'est-à-dire le monde en développement composé en grande partie d'anciennes colonies – ne soutenait pas la résistance de l'Ukraine à l'invasion coloniale barbare de la Russie, ou même qu'il soutenait la Russie. Selon cette interprétation de la réalité, le soutien à l'Ukraine est entièrement un projet de l'Occident impérial, et ce fait même est une raison de plus pour que les anciennes colonies des États impérialistes occidentaux ne veuillent pas être du côté de leurs anciens maîtres coloniaux.

Au-delà du problème mathématique – 140 pays ont voté pour condamner l'invasion russe, dont la grande majorité se trouve dans le Sud, et seulement cinq ont voté contre – il y a un problème plus important : l'amalgame entre les classes dirigeantes, les gouvernements et souvent les dictatures et les

populations de ces pays, comme si les personnes abattues par un régime d'exploiteurs avaient automatiquement les mêmes opinions que leurs oppresseurs, parce qu'ils sont tous des « habitants du Sud ». Bien qu'une telle hypothèse ennuyeusement pédante soit normale dans les médias grand public et le discours politique bourgeois, il devrait être une seconde nature pour toute personne proclamant une sorte d'idéologie socialiste ou même vaguement de gauche ou progressiste qu'un tel discours est une absurdité inconcevable.

« Seules les nations blanches soutiennent l'Ukraine, les peuples noirs et bruns du monde refusent de soutenir la "guerre de l'OTAN" contre la Russie », m'ont affirmé des forces de gauche occidentales, supposant parler au nom de plusieurs milliards de personnes sur plusieurs continents, alors qu'elles ne parlent en fait qu'au nom de leurs tortionnaires.

Cet essai examinera d'abord les faits, à savoir qui a voté quoi et pourquoi, et notera la nature largement sous-impériale des principaux États qui se sont soit abstenus de voter pour condamner la Russie, soit ont formellement voté pour condamner mais ont été, à d'autres égards, pro-russes dans la pratique ; il comparera ensuite cela aux opinions massivement anti-russes et pro-ukrainiennes de leurs populations, démentant les affirmations selon lesquelles ces abstentions étaient le « reflet » de prétendues opinions « anticoloniales » parmi les peuples du Sud. Pour ce faire, nous examinerons divers sondages d'opinion populaire. Bien qu'il soit difficile de se porter garant de la validité et de la fiabilité de ces enquêtes sans une recherche plus approfondie, leur variété même, ainsi que les résultats largement similaires, suggèrent que des conclusions provisoires peuvent être tirées.

1. Enseignant en sciences sociales à l'université de Sydney. Il est membre de Syria Solidarity Australia. Publié par *Syrian Revolution Commentary and Analysis*, 13 janvier 2023, <https://mkaradjis.com>.

Tout d'abord, les faits

Avant d'examiner ce que les gens pensent réellement, établissons d'abord les faits concernant les votes de ces pays et les points de vue des gouvernements et des élites dirigeantes, car les affirmations ne sont même pas confirmées à ce niveau.

Comme la plupart des mythes, ces affirmations sont basées sur des bribes de vérités et des demi-vérités. Le vote de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'invasion russe en mars et celui, plus récent, condamnant le vol pur et simple d'un cinquième de l'Ukraine par la Russie ont été soutenus par plus de 140 pays, contre cinq, tandis que quelque 35 pays se sont abstenus dans chaque cas. Étant donné que la quasi-totalité de la trentaine de nations «blanches» du Nord mondial (pays européens, Amérique du Nord, Australasie) ont voté pour la condamnation, cela signifie que tous ceux qui se sont abstenus étaient du Sud mondial – même s'ils étaient largement surpassés en nombre par l'écrasante majorité des pays du Sud qui ont voté pour la condamnation. Sur les cinq qui ont voté contre les deux fois, deux étaient des pays «blancs» du Nord – la Russie et la Biélorussie, bien sûr – tandis que trois étaient du Sud : le régime génocidaire d'Assad en Syrie, dont l'existence dépend de Poutine, le grotesque régime en Corée du Nord et, la première fois, la dictature extrêmement répressive en Érythrée et, la deuxième fois, le régime de renégats d'Ortega au Nicaragua.

En d'autres termes, même sur cette seule base, nous pouvons dire qu'au sein du Sud global, plus de 100 nations ont condamné l'invasion et les annexions, tandis que trois les ont soutenues.

Si, comme nous le verrons, certains pays qui se sont abstenus, comme le régime de Modi en Inde,

l'ont fait parce qu'ils sympathisaient avec Moscou, beaucoup d'autres n'avaient peut-être pas cette sympathie, mais pour des raisons diplomatiques ou économiques – liées à leur pauvreté relative – ils ont estimé qu'ils ne pouvaient pas voter ouvertement pour condamner la Russie, souvent en raison de relations économiques importantes avec la Russie ou avec la Chine.

Par ailleurs, l'autre élément de vérité est que seuls les pays occidentaux ont envoyé des armes à l'Ukraine et ont appliqué des sanctions économiques à l'encontre de la Russie, malgré les votes massifs en faveur de la condamnation de l'invasion russe. Toutefois, cela n'est guère surprenant pour de nombreuses raisons : les principaux fournisseurs (et producteurs) d'armes dans tout conflit sont les pays les plus riches (les pays occidentaux et la Russie), et ils sont suffisamment riches pour fournir de grandes quantités d'armes. En outre, seuls les pays du Nord peuvent se permettre de souffrir de sanctions à l'encontre d'un grand pays comme la Russie, alors que dans le Sud, l'imposition de sanctions serait souvent synonyme de souffrances impossibles à supporter, compte tenu notamment de l'importance de la Russie sur les marchés mondiaux de l'alimentation, des engrais et de l'énergie ; enfin, la guerre en Ukraine se déroule en Europe et il est donc logique que les nations européennes soient plus directement concernées que les autres, de la même manière que les nations africaines se sont toutes opposées au régime d'apartheid en Afrique du Sud et que tous les États arabes ont apporté un soutien officiel à la Palestine.



La ceinture sous-impérialiste ambivalente

Alors que, comme nous le verrons, certains pays qui se sont abstenus sont de simples néocolonies russes soumises à des formes d'occupation violente (par exemple, le Mali et la République centrafricaine), il existe un bloc d'États relativement puissants qui se sont soit abstenus lors de tous les votes (Chine, Inde, Iran, Afrique du Sud), soit abstenus lors de certains votes (Brésil, Émirats arabes unis, tous deux lors de votes au Conseil de sécurité), ou encore qui se sont abstenus lors d'autres votes, tous deux lors de votes au Conseil de sécurité, soit ont officiellement voté pour la condamnation afin de satisfaire leurs relations avec Washington, mais ont en pratique agi de toutes les manières possibles pour démontrer l'importance qu'ils accordent à leurs liens avec Moscou et le manque d'engagement vis-à-vis de leurs votes (Israël, Arabie saoudite et, dans une certaine mesure, Turquie).



À l'exception de la Turquie, qui a fourni des drones Bakhtiar à l'Ukraine, aucun des autres «alliés des États-Unis» au Moyen-Orient (Israël, Émirats arabes unis, Saoudiens) n'a contribué à fournir des armes à l'Ukraine ou n'a imposé de sanctions à la Russie. Après que l'Occident a imposé des sanctions pétrolières à la Russie, faisant grimper le prix du pétrole en flèche, les États-Unis ont cherché à convaincre leurs alliés saoudiens et du Golfe d'augmenter l'offre de pétrole pour stabiliser les prix; à l'époque, les dirigeants saoudiens et émiratis auraient «décliné les demandes des États-Unis de parler à Joe Biden». Après la visite discrète de Joe Biden en juillet en Arabie saoudite dans l'espoir de rallier les Saoudiens à sa cause, ces derniers ont réagi en octobre en amenant l'OPEP à réduire sa production de pétrole de

2 millions de barils par jour, maintenant ainsi les prix à un niveau élevé à leur propre avantage et à celui de la Russie. Pour doubler l'insulte, les Saoudiens ont terminé l'année en accueillant somptueusement le Chinois Xi Jinping en décembre et en signant un «partenariat stratégique». Quant à la Turquie, «ne pas se joindre aux sanctions pour garder la diplomatie ouverte» signifie apparemment accepter le plan de la Russie de transformer la Turquie en une plaque tournante du gaz russe, tout en bloquant les demandes d'adhésion à l'OTAN de la Suède et de la Finlande.

Dans le cas d'Israël, l'ancien (et à nouveau actuel) dirigeant d'extrême droite Benjamin Netanyahu a longtemps cultivé des liens étroits avec Poutine. Il n'est donc pas surprenant que son successeur tout aussi ultra-droitier, le premier ministre Naftali Bennett, ait été le premier «dirigeant mondial» à effectuer une visite de haut niveau à Moscou pour rencontrer Poutine peu de temps après l'invasion. La première déclaration de Bennett affirmait le droit de l'Ukraine à la souveraineté, mais ne mentionnait pas la Russie. Suite aux pressions américaines, le ministre des affaires étrangères et sioniste plus «centriste», Yair Lapid, a émis une condamnation officielle sans enthousiasme, mais Bennett a refusé de mentionner Poutine ou la Russie dans ses déclarations ultérieures et a exigé de ses ministres qu'ils ne disent rien; il a rejeté les demandes d'armes de l'Ukraine et a promis de bloquer toute tentative des États baltes d'envoyer des armes de fabrication israélienne à l'Ukraine. Son ministre Avigdor Lieberman, tout aussi fasciste, a ensuite refusé de condamner la Russie à la suite du massacre de Butcha, affirmant: «Je soutiens avant tout les intérêts israéliens.» Israël a également empêché les États-Unis de fournir à l'Ukraine la technologie israélienne de bouclier antimissile «dôme de fer»,

alors que les missiles russes oblitèrent l'Ukraine. Après que le refus d'Israël d'une demande américaine de coparrainer une démarche du Conseil de sécurité de l'ONU visant à mettre une motion de condamnation de la Russie à l'Assemblée générale ait provoqué des réprimandes de la part de Washington, Israël a voté pour à l'Assemblée générale, Bennett expliquant que la Russie comprenait la position forcée d'Israël, et la Russie a affirmé que cela n'aurait pas d'incidence sur la coopération en Syrie. Lorsque Lapid a remplacé Bennet au poste de Premier ministre à la fin de l'année, il s'est montré plus ouvertement critique à l'égard de la Russie, mais a refusé de lui fournir des armes. Pendant ce temps, l'opposition d'extrême droite du Likoud de Netanyahu a passé l'année à critiquer le gouvernement pour avoir dit quoi que ce soit, et dans sa première déclaration, le nouveau gouvernement Netanyahu promet de « parler moins en public » au sujet de l'Ukraine.

Il ne s'agit pas de pays qui ont l'excuse d'être pauvres et donc d'avoir un faible pouvoir de négociation – Israël est une économie incontestablement « du Nord », l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont des superpuissances pétrolières, et la Turquie est membre de l'OCDE et, d'ailleurs, de l'OTAN. Leurs actions relèvent clairement de choix : Israël, l'Arabie saoudite, les EAU et la Turquie constituent-ils pour autant une avant-garde « anticoloniale » ? Aux côtés, en Europe même, du régime d'extrême droite d'Orban en Hongrie, le meilleur ami de Poutine au sein de l'OTAN, qui, presque seul en Europe, s'oppose aux sanctions contre la Russie et à l'envoi d'armes à l'Ukraine ? Et lorsque nous ajoutons d'autres pays dirigés par des réactionnaires d'extrême droite comme Modi en Inde et Bolsonaro au Brésil, qui sont alliés à la fois aux États-Unis et à la Russie

de Poutine, nous voyons encore plus le problème que pose l'explication prétendument « anti-impérialiste ».

Nous entendons souvent dire que, malgré les chiffres des votes à l'ONU, « la majorité du monde » s'est abstenue et a donc refusé de condamner Moscou, parce qu'à elles deux, la Chine et l'Inde représentent les deux cinquièmes du monde. Si l'on ajoute d'autres grands pays abstentionnistes comme l'Iran et le Pakistan, ainsi que le Brésil qui, bien qu'ayant voté pour la condamnation, a rejeté les sanctions, tandis que Bolsonaro a déclaré sa « profonde solidarité » avec la Russie à Moscou à la veille de l'invasion, nous couvrons plus de la moitié de la population mondiale.

Mais c'est là que l'absurdité atteint son paroxysme : alors que le régime des mollahs en Iran abat chaque jour des centaines de femmes et de jeunes gens qui manifestent dans les rues contre la tyrannie, on nous demande de supposer que ceux qui sont abattus, torturés, brutalement opprimés, ont la même opinion sur l'Ukraine que le régime qui les tue. Que les Kurdes iraniens, les Arabes, les Baloutches et les autres minorités opprimées ont la même opinion que leurs oppresseurs. La population musulmane du Gujarat doit avoir la même opinion que le régime hindou-chauvin de Modi, qui a lui-même été impliqué dans l'énorme pogrom qui a eu lieu dans cet État en 2002. Que les femmes indiennes opprimées, les Dalits et les minorités sont tous d'accord avec les votes du BJP à l'ONU, aux côtés de la plus grande population du monde vivant dans la pauvreté absolue – oui, bien sûr, ils doivent tous être d'accord avec la petite bourgeoisie indienne qui proclame agressivement ses opinions pro-Moscou sur l'internet. Les millions d'habitants du Xinjiang qui souffrent du régime chinois d'assimilation forcée et de génocide culturel doivent tous être d'accord avec le régime



qui leur impose cela, tout comme les centaines de millions de travailleurs exploités de la «population flottante» précaire de la Chine, ils doivent bien sûr être d'accord avec leurs exploités.

L'idiotie pure et simple de ces hypothèses devrait sauter aux yeux de tout le monde. Le fait qu'une telle analyse sans classe puisse être envisagée par quiconque se réclame d'une politique de gauche ou socialiste ne fait que souligner la faillite idéologique d'une grande partie de la vieille gauche (c'est-à-dire la dégénérescence de ce qui était autrefois la «nouvelle gauche»).

Ce que ces pays et gouvernements ont en commun – la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël – c'est leur nature subimpérialiste (ou, dans certains cas, impérialiste). Loin que leurs positions sur la guerre reflètent une quelconque conscience «anticoloniale» de leurs peuples (ou qu'elles reflètent leurs peuples opprimés et exploités), elles reflètent plutôt le positionnement géopolitique, leur position de négociation mondiale, entre les impérialismes américain, européen, russe et chinois, profitant de la guerre pour affirmer leurs propres intérêts sous-impériaux, leur influence et leurs conquêtes régionales, ainsi que leur domination oppressive sur les colonies internes et locales.



Oui, l'hypocrisie occidentale existe! Oui, les peuples du monde se souviennent du colonialisme!

D'accord, mais certains des points soulevés ne sont-ils pas valables en eux-mêmes? Bien sûr, il est vrai que les puissances impérialistes occidentales qui soutiennent la résistance de l'Ukraine à l'occupation russe sont hypocrites. Aucune n'a le même point de

vue concernant l'occupation brutale et illégale de la Palestine et du Golan par Israël, qui dure depuis des décennies, et sa violation massive des droits de l'homme les plus élémentaires des Palestiniens. Bien que certains gouvernements européens puissent émettre davantage de critiques par rapport au soutien inconditionnel et non critique des États-Unis à l'égard d'Israël, il n'y a jamais eu la moindre allusion à des sanctions ou à une rupture des liens. On peut citer de nombreux autres exemples, comme les bombardements monstrueux de l'Arabie saoudite au Yémen, où les réactions occidentales peuvent également aller de la condamnation au soutien, mais même dans les cas les plus condamnés, il n'y a pas de sanctions.

Il en va de même pour les actions antérieures de la Russie: ni le massacre des Tchétchènes par Poutine, ni l'horrible bombardement d'hôpitaux, d'écoles, de marchés en Syrie au nom du régime génocidaire d'Assad, ni l'annexion de la Crimée en 2014, n'ont suscité le genre de réaction que nous voyons aujourd'hui en Ukraine.

Il y a ensuite les conflits dans lesquels un très grand nombre de personnes sont tuées, comme l'assaut génocidaire de deux ans contre le Tigre par l'Éthiopie et l'Érythrée, qui a fait 600 000 morts, et que les gouvernements et les médias occidentaux traitent dans l'indifférence la plus totale. Il n'est pas surprenant que de nombreux Africains aient été offensés lorsque la ministre d'État française, Chrysoula Zacharopoulou, a demandé la «solidarité de l'Afrique» en raison de la «menace existentielle» que représente la Russie pour l'Europe.

Et bien sûr, il y a le traitement très différent des millions de réfugiés ukrainiens en Europe par rapport à celui des réfugiés de Syrie et d'ailleurs au Moyen-Orient et en Afrique.

En ce sens, nous pouvons dire que les Ukrainiens ont de la « chance » (si un tel terme peut être utilisé pour un peuple envahi et bombardé) par rapport à d'autres en termes de soutien occidental. Les puissances occidentales agissent en fonction de leurs propres intérêts, tout comme la Russie, et ceux-ci peuvent rarement coïncider avec les intérêts de la justice. Ce n'est pas la faute des hommes, des femmes et des enfants ukrainiens qui se font bombarder et tuer dans des immeubles d'habitation, si l'Occident les soutient davantage que d'autres luttes. Ils ont le droit de résister et de recevoir de l'aide d'où qu'elle vienne, comme tous les peuples qui mènent des guerres de libération et de résistance.

Mais l'argument selon lequel le rejet de l'hypocrisie occidentale explique la position ambivalente de nombreux gouvernements du Sud est très problématique. Nombre de ces gouvernements ambivalents sont violemment oppressifs et ne se soucient guère de l'hypocrisie ou des prétendus « principes » occidentaux ; ils sont souvent eux-mêmes des chefs de file de l'hypocrisie. En fait, ce sont souvent les bénéficiaires mêmes de l'hypocrisie occidentale – tels que ceux mentionnés ci-dessus, Israël, l'Arabie saoudite, l'Éthiopie – qui se sont abstenus, ont rejeté les sanctions occidentales ou ont mené des actions qui ont bénéficié à la Russie dans la pratique ; ils entretiennent de bonnes relations avec les deux blocs impérialistes. Quant à l'affirmation selon laquelle leur position reflète les opinions « anti-impérialistes » des peuples qu'ils oppriment, il n'y a que peu ou pas de correspondance avec l'opinion populaire, comme nous le démontrerons plus loin.

On peut également affirmer que les positions ambivalentes de certains gouvernements du Sud reflètent un sentiment anticolonial : les gouvernements occidentaux qui soutiennent aujourd'hui la résistance de

l'Ukraine au colonialisme russe étaient auparavant les colonialistes qui régnaient sur les peuples du Sud. En soi, cela pourrait susciter de la sympathie pour les Ukrainiens qui mènent le même combat anticolonial qu'eux ; mais comme le colonialisme russe s'est développé dans le nord de l'Eurasie, et non en Afrique, en Asie du Sud ou en Amérique latine où se trouvaient d'autres dirigeants coloniaux, ce n'est peut-être pas si évident pour les peuples du Sud. Mais encore une fois, l'idée que nombre de ces régimes réactionnaires, violents et pro-impérialistes expriment des principes anticoloniaux est risible.

Qu'en est-il des peuples du Sud ?

L'idée que les opinions et les votes à l'ONU de l'ensemble des régimes réactionnaires voyous énumérés ci-dessus représentent les opinions des peuples qu'ils oppriment est improbable par définition, du moins pour quiconque comprend le concept d'analyse de classe. Qu'est-ce qui prouve qu'il existe une correspondance entre les politiques de cette minorité de gouvernements du Sud et les opinions prétendument « anticoloniales » de leurs peuples, qui s'exprimeraient en soutenant l'invasion coloniale de l'Ukraine par la Russie ?

Le Brésil

Le Brésil pourrait constituer un point de départ intéressant, étant donné que le régime sortant d'extrême droite de Bolsonaro et le gouvernement entrant de gauche molle de Lula se sont tous deux montrés très favorables à Poutine et au point de vue de la Russie. Bolsonaro a toujours été fortement allié à Poutine (et à Trump), y voyant à la fois un allié idéologique et un partenaire commercial important. À la veille de l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février, Bolsonaro s'est rendu à Moscou



pour déclarer sa «profonde solidarité» avec la Russie! Alors que son gouvernement s'est contenté de voter la condamnation de l'invasion à l'Assemblée générale, Bolsonaro lui-même a fustigé cette prise de position et affirmé que les Ukrainiens «confiaient le destin d'une nation à un comédien». Plus tard, le Brésil s'est abstenu lors du vote du Conseil de sécurité de l'ONU en septembre pour condamner les annexions. Pendant ce temps, alors que l'Occident sanctionnait la Russie, les échanges commerciaux entre le Brésil et la Russie ont explosé. Quant à Lula, il a critiqué l'invasion russe mais a affirmé que l'Ukraine était «aussi responsable» que la Russie et qu'elle n'avait pas suffisamment essayé de négocier avec l'agresseur.

Pourtant, selon *Morning Consult*, «la part des adultes brésiliens ayant une opinion favorable de la Russie a chuté de 38 % à 13 % depuis la veille de l'invasion de l'Ukraine le 24 février, tandis que la part ayant une opinion défavorable a bondi de 28 % à 59 %». Dans le même temps, 62 % des Brésiliens se disent du côté de l'Ukraine, contre seulement 6 % du côté de la Russie. Ce que cela suggère est tout le contraire de la «pression des masses» – Bolsonaro et Lula, avec des accents idéologiques différents, représentent les points de vue de l'élite dirigeante subimpérialiste des BRICS et la façon dont elle se positionne dans le monde, et pas du tout les points de vue des masses brésiliennes.

Il y a de bonnes raisons de croire que c'est le cas dans toute l'Amérique latine, «malgré» (en raison de?) les fortes traditions anti-impérialistes dans toute la région. Les opinions favorables à l'égard de la Russie sont plus nombreuses au Mexique qu'au Brésil, mais un sondage réalisé fin février au Mexique a montré que seuls 20 % des Mexicains avaient une opinion favorable de Poutine, et 60 % une opinion défavorable.



Afrique du Sud

Du Brésil, nous pouvons passer à un autre pilier des BRICS qui s'est abstenu sur les résolutions de l'ONU condamnant la Russie, à savoir l'Afrique du Sud. Pour expliquer le vote de l'Afrique du Sud, presque tous les médias du monde ont souligné les «liens traditionnels» entre le Congrès national africain, qui a mené la lutte contre l'apartheid, et l'Union soviétique, mettant en avant le soutien de cette dernière à la lutte. Peut-être le vote du gouvernement reflète-t-il cet amour populaire pour Moscou en raison de cette lutte historique? Comme si la Russie de Poutine était l'Union soviétique; Poutine ne le pense pas. L'Ukraine, bien sûr, faisait aussi partie de l'Union soviétique.

Mais voilà: selon une enquête Gallup réalisée en 2021 (avant l'invasion) auprès d'Africains de 24 pays sur leur attitude à l'égard de la Russie, seuls 30 % des Sud-Africains avaient une opinion positive de la Russie, soit l'avant-dernière position sur le continent (la plus basse étant celle de la Zambie). Il est encore plus intéressant de noter que les pays où les gens ont enregistré un soutien moindre aux dirigeants russes se trouvent principalement dans la région de l'Afrique australe, par exemple en Tanzanie (32 %), au Zimbabwe (39 %), en Namibie (40 %) et au Mozambique (41 %) - c'est-à-dire tous les pays qui se sont abstenus et qui sont dirigés par des régimes associés aux luttes anticoloniales soutenues par l'Union soviétique dans les années 1970 et 1980, liées à la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Ainsi, là où l'on pourrait s'attendre à un soutien maximal à la Russie sur la base de ce discours «anti-colonial», on observe le soutien le plus faible – à titre de comparaison, le soutien aux dirigeants russes

en 2021 se situait largement entre 50 et 70 % dans toute l’Afrique de l’Ouest.

Gardez à l’esprit que tous ces chiffres, qu’ils soient élevés ou faibles, datent de 2021 ; des baisses drastiques du soutien à la Russie ont été enregistrées dans toutes les régions du monde depuis février 2022. Gardez cela à l’esprit si 30 % vous semble encore élevé. Il convient également de garder à l’esprit que si l’approbation du gouvernement russe était en moyenne plus élevée en Afrique (42 %) que dans le reste du monde (33 %), elle était néanmoins « inférieure aux taux d’approbation des dirigeants des États-Unis (60 %), de la Chine (52 %) et de l’Allemagne (49 %) » – on ne sait pas trop comment faire entrer la cheville carrée « anti-impérialiste » dans ce trou rond ! Il convient également de noter que même les 42 % d’approbation moyenne de la Russie en 2021 ont fortement diminué par rapport aux 57 % de 2011, au cours de la décennie où les aventures impérialistes mondiales de la Russie sont devenues plus prononcées ; nous pouvons être sûrs que 2022 n’a pas aidé.

Ces données signifient également que, malgré la moyenne africaine plus élevée, les 30 % d’approbation en Afrique du Sud sont inférieurs à la moyenne mondiale de 33 %.

Par conséquent, nous devrions probablement tirer la même conclusion pour l’Afrique du Sud que pour le Brésil : loin de représenter les souvenirs « anticoloniaux » et « anti-apartheid » des masses, le vote du gouvernement ANC représente, une fois de plus, les opinions de l’élite dirigeante sous-impérialiste des BRICS et la façon dont elle se positionne dans le monde. Les classes ouvrières et les pauvres de tous ces pays où les régimes sont désormais proches de la Russie – Afrique du Sud, Zimbabwe, Namibie, Mozambique, etc. – sont brutalement exploités

par les classes capitalistes issues de l’ANC, de la ZANU-PF, du Frelimo, de la SWAPO, du MPLA, etc. Ils partagent apparemment peu de points de vue avec les régimes sous-impérialistes sud-africains ou les autres régimes néocoloniaux liés à l’impérialisme sud-africain, russe, chinois – et occidental.

Afrique de l’Ouest et du Nord

Qu’en est-il de l’approbation des dirigeants russes en Afrique de l’Ouest ? Selon Eric Draitser, la Russie a gagné le soutien de certaines parties de l’Afrique de l’Ouest en se déplaçant ces dernières années et en évinçant l’impérialisme français de son rôle dominant dans cette région. C’est peut-être vrai. Selon l’enquête Gallup, 84 % des Maliens font confiance à la Russie en 2021 ; bien que les enquêtes populaires menées sous des dictatures militaires soient très suspectes, il est tout à fait possible que ce chiffre se situe en fait à un niveau plus élevé, peut-être dans la zone plus réaliste des 50-70 % (comme en Guinée, au Cameroun, au Congo, au Nigeria, au Burkina Faso, etc.) L’abstention du Mali, de la République centrafricaine (RCA) et de quelques autres États d’Afrique de l’Ouest (Guinée, Togo) représentait-elle l’avant-garde de l’anticolonialisme et ce grand élan de soutien à la Russie en remplacement de la France ?

Le problème lorsqu’un pays impérialiste en remplace un autre, c’est que l’accueil initial peut facilement devenir son opposé lorsque la nouvelle puissance agit de la même manière ou pire. Dans le cas du Mali et de la République centrafricaine (RCA) en particulier, le fait que ce sondage ait été réalisé avant 2022 ne concerne pas seulement l’effondrement mondial du soutien à la Russie suite à son invasion ; il concerne également les dictatures soutenues par la Russie qui montreront leurs crocs horriblement brutaux en 2022.



En novembre dernier, le groupe All Eyes on Wagner a établi un lien entre la force paramilitaire russe Wagner opérant au Mali et au moins 23 incidents de violation des droits de l'homme depuis le coup d'État de 2020, mais les plus grands massacres ont eu lieu en mars 2022, lorsque les militaires maliens, soutenus par Wagner, ont exécuté quelque 300 civils par petits groupes pendant plusieurs jours dans la ville de Moura.

De même, en République centrafricaine (RCA), les mercenaires de Wagner « enrôlés pour contrer les rebelles depuis 2018 ont enlevé, torturé et tué des personnes “sans relâche et en toute impunité” », selon un rapport de l'ONU, qui affirme également qu'une société russe liée à Wagner « a obtenu des licences d'exploitation de mines d'or et de diamants. » Mais une fois de plus, c'est en mars 2022 que la brutalité a atteint son paroxysme, lorsque les mercenaires de Wagner en RCA ont perpétré une série de massacres autour du site d'une mine d'or dans la région d'Andaha, tuant plus de 100 chercheurs d'or du Soudan, du Tchad, du Niger et de la RCA.

Wagner a commencé à opérer en Afrique en 2017, invité initialement par le tyran soudanais Omar al-Bashir, qui a déclaré à Poutine que le Soudan était la « clé de l'Afrique » pour la Russie.

Au Soudan, Wagner a obtenu des concessions d'extraction d'or, et cette activité lucrative s'est ensuite étendue à d'autres pays de la région. Cela a conduit à une concurrence féroce avec l'impérialisme français en Afrique de l'Ouest, mais le besoin d'or de la Russie s'est considérablement accru après l'invasion de l'Ukraine et l'imposition de sanctions occidentales, ce qui a probablement contribué à la recrudescence de la répression violente.

On peut se demander ce que les villageois et les chercheurs d'or massacrés penseraient des affirmations

de la gauche occidentale selon lesquelles les votes d'abstention à l'ONU des dictateurs soutenus par la Russie au Mali, en République centrafricaine et au Soudan représentent leurs opinions « anticoloniales », ou simplement les opinions de ces dictateurs qui dirigent les néocolonies russes par l'intermédiaire des pilleurs et des tueurs de Wagner, liés aux nazis ?

Entre-temps, un autre gouvernement s'est abstenu à deux reprises lors de ces votes à l'ONU : celui de l'Éthiopie, qui mène depuis deux ans une guerre génocidaire contre le peuple du Tigré, tuant quelque 600 000 personnes, un crime horrible ignoré par le monde entier. Si son abstention signifie également une orientation pro-russe, est-elle vraiment la voix de la libération anticoloniale ? Alors que le régime bénéficie également des « louanges et du soutien apparemment inconditionnels des États-Unis »... Quelqu'un a-t-il demandé si ses victimes avaient eu un droit de vote sur le vote de leurs assassins à l'ONU ? Et son allié, la dictature érythréenne, que le régime éthiopien a invitée dans son pays pour l'aider à tuer ses propres citoyens tigréens parce qu'il savait qu'elle le ferait avec vengeance, est le seul État africain à avoir voté contre la résolution de l'ONU en février ; il n'est guère surprenant que le seul pays se déclarant à 100 % dans le camp russe soit largement considéré comme l'une des pires dictatures du monde, une dictature personnelle du président Isaias Afewerki, « soumettant sa population à un travail forcé et à une conscription généralisés [...], sans élections, sans gouvernement civil indépendant, sans gouvernement de coalition, sans pouvoir législatif, sans organisations indépendantes de la société civile ni médias, et sans système judiciaire indépendant », où des élections n'ont jamais été organisées depuis l'indépendance en 1993.



En fait, même si elle est un peu longue, l'affirmation de cet article de Conversation – selon laquelle la minorité d'États africains qui se sont abstenus de condamner l'invasion ou les annexions russes sont en grande partie des dictatures (à l'exception de l'Afrique du Sud), c'est-à-dire les régimes les plus éloignés de toute pression populaire, et vice versa – n'est pas si éloignée de la vérité. Il y a certes des exceptions – la dictature sanglante d'al-Sisi en Égypte a voté avec la majorité, mais en fait elle se range dans le même camp que ses alliés saoudiens et émiratis, c'est-à-dire qu'elle fait le « bon » vote de Washington tout en faisant tout pour maintenir ses liens avec Moscou; en effet, la construction de la première centrale nucléaire égyptienne par la Russie, prévue de longue date, a démarré en juillet.

Inde

Comme nous le savons, l'Inde de Modi, qui entretient des liens étroits à la fois avec la Russie de Poutine et avec les États-Unis – considérant que son principal rival est la Chine – s'est abstenue de voter sur les résolutions de l'ONU et a maintenu des liens étroits avec la Russie. Pour Modi, il ne s'agit pas seulement des liens traditionnels entre la Russie et l'Inde, de jouer la Russie contre la Chine et, une fois de plus, du positionnement mondial d'une bourgeoisie sous-impérialiste des BRICS, mais aussi – comme avec Bolsonaro au Brésil – d'une question profondément idéologique, le BJP hindou-suprémaciste de Modi étant fortement aligné sur l'internationale d'extrême droite de Poutine.

Iran

Le régime des mollahs en Iran s'est, comme la Chine, constamment abstenu sur les résolutions de l'ONU condamnant la Russie, tout en se gardant de soutenir l'invasion, ce qui va à l'encontre du dogme

de l'Iran qui est prétendument contre les invasions (après son expérience d'être envahi par l'Irak), en particulier lorsqu'elles impliquent de « grandes puissances », en raison de sa propre expérience d'être sanctionné par les États-Unis. Nous pouvons laisser de côté l'hypocrisie évidente – c'est-à-dire les interventions massives de l'Iran en Irak et surtout en Syrie, soutenant le régime génocidaire d'Assad – parce que cela est « expliqué » comme une « défense de la Syrie », alors qu'une invasion flagrante ne peut pas être expliquée de cette manière.

Contrairement à la Chine, cependant, l'Iran s'est impliqué plus directement aux côtés de la Russie dans le massacre des civils ukrainiens en fournissant des drones tueurs à la Russie.

La position de l'Iran peut-elle être expliquée comme un reflet de la « conscience anti-impérialiste » des masses iraniennes due à des décennies de brimades américaines? En d'autres termes, la position de la mollahcratie exsangue reflète-t-elle les opinions des Iraniens ordinaires, tels que les jeunes et les femmes qui sont descendus dans la rue pendant des mois pour protester contre la dictature réactionnaire, et que le régime a abattus et pendus? Quelle est la probabilité d'une telle idée, du moins pour qui-conque possède un soupçon d'analyse de classe?

Il semble que ce ne soit pas le cas. Selon un sondage réalisé en juin-juillet auprès de 1 014 personnes par le Center for International and Security Studies at Maryland (CISSM) et IranPoll, depuis le début de l'invasion russe, les opinions favorables à l'égard de la Russie sont passées d'une légère majorité de 56 % à une minorité de 40 %, tandis que les opinions défavorables à l'égard de la Russie ont bondi de 42 % à 57 %, dont 32 % qui ont désormais une « opinion très défavorable ». Cela ne doit pas être considéré comme une contradiction avec le fait que la grande majorité



des personnes interrogées continuent d'avoir une opinion très défavorable des États-Unis. Alors que 28 % des personnes interrogées ont déclaré que la Russie avait agi en état de légitime défense, le double d'entre elles, soit une nette majorité de 55 %, ont déclaré que la Russie violait le principe selon lequel aucun pays ne doit envahir un autre. En ce qui concerne la responsabilité de la guerre, la Russie et l'Occident sont à peu près sur un pied d'égalité, tandis que très peu de personnes accusent l'Ukraine.

L'intervention de l'Iran par le biais de drones tueurs gagne donc la masse de l'opinion iranienne et a même donné lieu à des critiques de haut niveau, trente-cinq anciens diplomates iraniens ayant lancé un appel pour que l'Iran déclare sa neutralité, et critiquant vivement cette intervention. L'Iran lui-même affirme que les drones utilisés par la Russie ont été envoyés avant le début de la guerre et qu'il n'a pas envoyé de nouveaux drones depuis - quelle que soit la vérité, cela montre à quel point la position réelle de l'Iran est embarrassante.

Loin de représenter «l'opinion populaire anti-impérialiste», l'intervention pro-russe de l'Iran est une stratégie à haut risque adoptée par une puissance sous-impériale. Comme l'Arabie saoudite, la Turquie, l'Égypte, l'Indonésie et l'Argentine, l'Iran est un État candidat des BRICS, et il opère dans ce cadre de rivalité sous-impériale. L'Iran espère faire basculer la Russie de son côté dans sa guerre de l'ombre avec Israël en Syrie; depuis des années, la Russie, qui exploite le système antiaérien d'Assad, permet à Israël de bombarder les positions de l'Iran et du Hezbollah tant qu'il évite de frapper le régime syrien. De son côté, la Russie, en acceptant les drones iraniens, risque de faire évoluer Israël vers une position pro-ukrainienne.

Or, à ce jour, aucun de ces changements n'a eu lieu. Au contraire, invoquant ses besoins militaires en Ukraine, la Russie a retiré son système antiaérien S-300 de Syrie en août, laissant apparemment le terrain encore plus ouvert aux bombes israéliennes, tout en exigeant que les forces iraniennes quittent l'ouest de la Syrie (c'est-à-dire le côté le plus proche d'Israël). Toutefois, les bombardements israéliens ont nettement diminué ces derniers mois, depuis la signature de l'accord de démarcation du gaz méditerranéen avec un gouvernement libanais comprenant le Hezbollah. Et il n'y a pas encore de signe de changement dans la position israélienne, Israël s'étant abstenu sur une résolution de l'ONU demandant des réparations russes à l'Ukraine, et l'Ukraine ayant voté en faveur de résolutions anti-israéliennes et pro-palestiniennes de l'ONU un nombre incalculable de fois ces derniers temps.

Quoi qu'il en soit, cet intéressant positionnement géopolitique sub-impérial n'a manifestement rien à voir avec les opinions des ennemis du régime iranien, c'est-à-dire de son peuple, de ceux qui sont abattus dans les rues.

Palestine

La Palestine est un pays où l'on pourrait s'attendre à ce que l'hypocrisie omniprésente des gouvernements occidentaux soit si écrasante qu'une majorité pourrait adopter une position pro-russe simplement par dépit quelque peu justifié. Bien qu'une telle position ne soit pas justifiée, elle serait quelque peu compréhensible et difficile à critiquer pour la plupart des pays du monde sans s'engager davantage dans l'hypocrisie la plus totale. Elle serait d'autant plus compréhensible que le président ukrainien Zelensky a fait des déclarations pro-israéliennes écœurantes, qui



paraissent d'autant plus pathétiques qu'Israël refuse catégoriquement de prêter main-forte à l'Ukraine.

Aussi, lorsque nous lisons que, dans un sondage réalisé par le Centre palestinien pour l'opinion publique en avril, le chiffre élevé de 32,3 % des Palestiniens estimait que la Russie avait le droit d'envahir le pays, nous ne sommes peut-être pas surpris. Cependant, le problème est qu'un plus grand nombre – 40,2 % – pensent que «la Russie mène une guerre injuste contre son voisin». Le sondage a été réalisé auprès de 1 014 Palestiniens vivant en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza. En d'autres termes, bien que les gouvernements occidentaux qui soutiennent l'Ukraine avec une multitude d'armes de pointe pour résister à l'invasion illégale et barbare de la Russie, préfèrent condamner tout acte de résistance palestinienne justifié contre l'occupation illégale et barbare d'Israël et au contraire armer Israël jusqu'aux dents et donner une couverture diplomatique à ses violations les plus flagrantes, l'humanité de la lutte anticoloniale de la Palestine transparait suffisamment pour que la plus grande partie de la population s'identifie à une autre victime d'une guerre similaire de dépossession et d'extermination coloniales. Les forces de gauche occidentales doivent se rappeler que les Palestiniens sont des personnes, et pas seulement leur «projet»; ils sont tout aussi capables que d'autres personnes de peser des questions complexes.

Après tout, le régime nationaliste blanc de Poutine n'est pas exactement un grand ami des Palestiniens, Poutine ayant déclaré de manière célèbre «Je soutiens la lutte d'Israël» lors de la guerre éclair menée par Israël en 2014 dans le cadre de l'opération Bordure protectrice contre Gaza, qui a tué plus de 2 300 Palestiniens tandis que quelque 11 000 ont été blessés, dont 3 374 enfants, parmi lesquels plus de 1 000 sont

restés handicapés de manière permanente. Depuis que la Russie a commencé à bombarder par la terreur les civils syriens pour sauver Assad en 2015, Poutine et le Premier ministre israélien et chef du Likoud, l'extrémiste sioniste Benjamin Netanyahou, n'ont jamais cessé d'avoir des réunions de haut niveau – Netanyahou a rencontré Poutine plus que n'importe quel autre dirigeant mondial. En 2018, Netanyahou était l'un des deux seuls dirigeants mondiaux à se tenir à côté de Poutine sur la place Rouge pour commémorer le 73^e anniversaire de la défaite soviétique contre l'Allemagne nazie, aux côtés d'Alexander Vucic de Serbie. Benjamin Netanyahou a même produit un panneau d'affichage massif le montrant aux côtés de Vladimir Poutine pour les élections de 2019.

Si l'Irlande n'est pas considérée de manière conventionnelle comme faisant partie du «Sud global», elle est après tout une ancienne colonie, pendant des centaines d'années, de la Grande-Bretagne – en effet, le contrôle britannique actuel de l'Ulster peut être comparé aux «républiques» de Donetsk et de Luhansk découpées dans l'Ukraine par son ancien maître colonial.

Le Sinn-Fein, le plus grand parti d'Irlande, fort de son histoire de résistance au colonialisme britannique, a déclaré son soutien sans équivoque à la résistance de l'Ukraine au colonialisme russe lors de son Ard Fheis (congrès) du 5 novembre 2022, déclarant que l'Ard Fheis «condamne sans équivoque toute forme d'impérialisme ou d'agression coloniale; nous nous opposons au déni de l'autodétermination nationale et à toutes les violations de la souveraineté nationale dans le monde entier, sans exception; nous affirmons que la règle du droit international doit être soulignée et renforcée, dans le respect de l'exercice de l'autodétermination nationale, de la souveraineté



et de la démocratie dans toutes les nations». Le Sinn Fein exige donc :

- la cessation totale de la guerre en Ukraine ;
- la restauration complète de la souveraineté nationale de l'Ukraine ;
- le retrait immédiat de toutes les forces armées russes ;
- le maintien de toutes les sanctions politiques ou économiques jusqu'à ce que ces objectifs soient atteints.

Le vote démocratique du Sinn Fein semble plus représentatif des opinions d'un peuple anciennement colonisé que les abstentions du régime violemment chauvin de Modi en Inde, de son rival le Pakistan, de l'État chinois à parti unique qui procède à l'assimilation forcée d'un million de personnes dans sa colonie intérieure du Xinjiang, des mollahs iraniens sanguinaires qui abattent actuellement le soulèvement mené par les femmes, des dictatures brutales soutenues par Wagner au Mali et en République centrafricaine et d'autres encore. Il convient également de noter que «l'orateur principal de l'Ard Fheis était Omar Bargouthi, l'un des fondateurs du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), que le Sinn Fein soutient», en d'autres termes, le Sinn Fein est cohérent dans son approche.

Le Sinn Fein a également «condamné sans équivoque l'annexion illégale de quatre régions d'Ukraine par la Russie», la qualifiant de «violation flagrante du droit international».

Commentaire sur les enquêtes mondiales

Ce qui précède repose sur une variété quelque peu éclectique d'enquêtes nationales ou supranationales et il est difficile d'en garantir le degré de validité et

de fiabilité sans effectuer des recherches beaucoup plus approfondies. Toutefois, il est difficile de trouver de meilleures données provisoires, et certainement aucune qui suggère une vague de soutien à la Russie et à son invasion, dans le Sud global ou ailleurs. En dépit de leurs différences significatives, tous les sondages indiquent que des majorités dans le monde condamnent l'invasion russe, sont favorables à l'Ukraine et ont une assez mauvaise opinion de la Russie ; ils indiquent également tous très clairement que, quelle que soit la situation avant 2022, l'approbation de la Russie et de Poutine s'est effondrée partout dans le monde depuis l'invasion.

Ces résultats sont également confirmés par des enquêtes mondiales. Par exemple, une enquête de l'Open Society menée dans 22 pays en juillet et août auprès de 21 000 personnes, dont les deux tiers vivent dans les pays du Sud, a révélé un «soutien fort et généralisé» à l'opinion selon laquelle la paix exige que la Russie «se retire de toutes les parties du territoire ukrainien qu'elle contrôle actuellement». Dans presque tous les pays, des majorités se sont prononcées en ce sens, à l'exception du Sénégal (46 %), de l'Inde (44 %), de l'Indonésie (30 %) et de la Serbie (12 %). Parmi les pays les plus favorables à ce point de vue figurent le Kenya (81 %), le Nigeria (71 %), le Brésil (68 %), la Colombie (67 %) – tous plus élevés que les États-Unis, le Japon, la France et l'Allemagne – et l'Afrique du Sud (59 %). Toute différence entre les populations du Nord et du Sud était totalement absente.

Une enquête Ipsos réalisée en mars et avril auprès de 19 000 personnes dans 27 pays a fourni un contraste partiel, mais elle ne portait pas tant sur les attitudes que sur les mesures à prendre, avec des questions relatives aux sanctions, à l'«implication militaire», à une «action» non spécifiée, à l'accueil des réfugiés



ukrainiens et ainsi de suite. Dans ce cas, il n'est pas surprenant que l'Europe et, dans une moindre mesure, les États-Unis soient les plus favorables à une certaine forme d'action. Après tout, la guerre en Ukraine se déroule en Europe et les pays occidentaux peuvent évidemment mieux se permettre d'apporter un soutien militaire et de supporter l'impact des sanctions que les pays plus pauvres. Cependant, ce qui a brouillé l'argument «anti-impérialiste» dans ce cas, c'est que les pays où le plus grand nombre s'est opposé à toute forme d'«action» ou d'«ingérence» comprenaient la Hongrie, l'État européen dirigé par le gouvernement d'extrême droite d'Orban, Israël, largement considéré comme un avant-poste extrême de l'impérialisme occidental, la monarchie saoudienne, souvent considérée (un peu à tort) comme un régime client des États-Unis non reconstruit, et la Turquie, un membre de l'OTAN. En effet, l'affirmation selon laquelle «ne rien faire en Ukraine encouragera la Russie à entreprendre de nouvelles actions militaires» a reçu le soutien le plus faible parmi les 27 pays en Israël et en Hongrie, les seuls pays ayant voté à moins de 50 % pour ce point de vue (contre 71 % en Inde, par exemple). La réalité peut s'avérer assez difficile pour la «pensée» campiste.

Le sous-impérialisme

[...] Ce que ces pays et gouvernements ont en commun – la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Iran, la Turquie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et Israël – c'est leur nature subimpérialiste (ou, dans certains cas, impérialiste). Loin que leurs positions sur la guerre reflètent une quelconque conscience «anticoloniale» de leurs peuples (ou qu'elles reflètent leurs peuples opprimés et exploités), elles reflètent plutôt le positionnement géopolitique, leur position de négociation mondiale, entre les

impérialismes américain, européen, russe et chinois, profitant de la guerre pour affirmer leurs propres intérêts sous-impériaux, leur influence et leurs conquêtes régionales, et leur domination oppressive sur les colonies internes et locales.

Patrick Bond, Ana Garcia, Miguel Borba décrivent les puissances «sub-impérialistes» comme «caractérisées par la super-exploitation de leurs classes ouvrières, des relations prédatrices concernant leur *hinterland*, et une collaboration (bien que tendue) avec l'impérialisme, notamment en tant qu'intermédiaires dans le transfert à la fois des valeurs du travail excédentaire et des «dons gratuits de la nature» (échange écologique inégal) du Sud vers le Nord.» Bond cite John Smith selon lequel «les économies dépendantes comme le Brésil cherchent à compenser la fuite des richesses vers les centres impérialistes en développant leurs propres relations d'exploitation avec des économies voisines encore plus sous-développées et périphériques», et David Harvey qui note que «chaque centre d'accumulation de capital en développement a cherché des repères spatio-temporels systématiques pour son propre capital excédentaire en définissant des sphères d'influence territoriales».

Mais en essayant de se tailler de telles «sphères d'influence territoriales», leur collaboration avec les puissances impérialistes mondiales sera également ponctuée d'épisodes de concurrence, car leurs aspirations d'exploitation mineures entrent parfois en conflit avec les besoins d'exploitation des plus grandes puissances mondiales. Cette «collaboration tendue» avec l'impérialisme a été qualifiée de «coopération antagoniste» par le théoricien de la dépendance Ruy Mauro Marini. Selon Harvey, l'ouverture du marché mondial «a créé des ouvertures» pour de nouveaux grands États régionaux «qui se sont insérés dans l'économie mondiale». Mais «ils sont ensuite devenus des

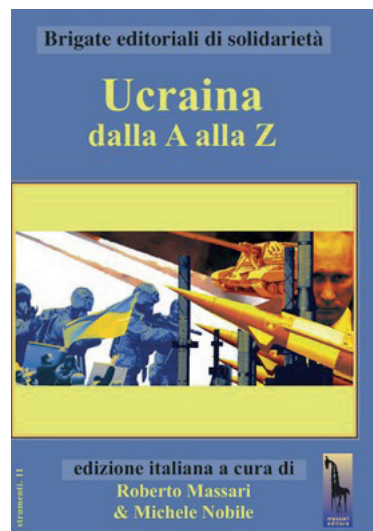


concurrents sur la scène mondiale». Il est important de noter que le fait de devenir des concurrents (partiels) ne les rend en aucun cas «anti-impérialistes». Au contraire, ces grands centres de pouvoir économique et militaire au sein du Sud ont «des aspirations à suivre les précédents expansionnistes occidentaux, en utilisant les instruments du pouvoir multilatéral (orienté vers les entreprises)».

Il n'est pas surprenant qu'un moment de crise mondiale tel que celui inauguré par l'invasion de l'Ukraine par la Russie soit précisément le moment idéal pour une large série de puissances sous-impériales de s'affirmer, de se positionner, d'utiliser la crise pour améliorer leur position de négociation par rapport à l'impérialisme américain et européen – même ceux qui sont le plus souvent considérés comme des «alliés occidentaux» – et, en même temps, avec l'impérialisme russe maintenant décrépit, et aussi chinois globalement ascendant; un moment où tous sont sous pression pour conclure une sorte d'accord pour les mettre de leur côté.

Bien qu'il ne s'agisse pas du dernier mot sur les causes de l'abstention et/ou de la neutralité effective ou même de l'orientation pro-russe d'un grand nombre de classes dirigeantes puissantes du Sud global, c'est une bien meilleure explication que celle qui tente de revendiquer les vastes milliards de personnes du Sud global comme leur projet «anticolonial», en alléguant qu'ils sont une masse de plusieurs milliards de personnes à la pensée de groupe. Dans ce scénario alternatif, les élites dirigeantes, responsables de la «super-exploitation» de ces classes ouvrières et des peuples des «économies voisines encore plus sous-développées et périphériques», ne font que refléter la conscience prétendument «anticoloniale» de ceux qu'ils oppriment et exploitent, et qui, à leur tour, soutiennent naturellement cette position

globale de leurs oppresseurs et de leurs exploiters. Comme nous l'avons vu, cette position est non seulement intrinsèquement illogique et en conflit avec le concept le plus élémentaire d'analyse de classe, mais elle est également en contradiction avec la plupart des preuves empiriques de l'opinion populaire dans le Sud.



Pourquoi les Afro-Américains doivent soutenir l'Ukraine

BILL FLETCHER JR, DON ROJAS, BARBARA SMITH¹

En partie parce que l'Ukraine est un pays européen, de nombreux Afro-Américains ont été amenés à croire que l'invasion russe n'était qu'un conflit entre Européens ou, au pire, un conflit opposant la Russie aux États-Unis et à l'OTAN.

Il est essentiel de soutenir la résistance de l'Ukraine, non pas parce qu'il s'agit du pire exemple d'oppression à l'échelle mondiale. Nous devons soutenir sa résistance parce que c'est la bonne chose à faire face à l'injustice. L'injustice ne peut être excusée ou ignorée parce qu'il y a d'autres injustices en jeu. Il n'existe pas de «Jeux olympiques de l'oppression» permettant de déterminer qui est le plus mal traité. Lorsque l'injustice fait surface où que ce soit, nous devons répondre à l'appel à la solidarité.

Mais tant de confusion et de désinformation ont régné depuis l'invasion qu'il est facile de comprendre que l'on ne puisse pas faire la part des choses.

Tout d'abord, n'oublions pas que, sous les ordres de Vladimir Poutine, les services de renseignement russes ont mené une campagne de désinformation

1. Respectivement: ancien président du TransAfrica et syndicaliste, cofondateur du Réseau de solidarité ukrainien; ancien attaché de presse du Premier ministre Maurice Bishop de la Grenade et témoin de l'invasion impérialiste américaine de la Grenade en octobre 1983; militante féministe noire, cofondatrice du Combahee River Collective et cofondatrice de Kitchen Table: Women of Color Press. Publié le 23 avril 2023 par [New Politics](#).

bien orchestrée ciblant les électeurs afro-américains lors des élections présidentielles de 2020, afin de les convaincre de soutenir Trump contre Biden. Ces efforts ont lamentablement échoué.

Poutine est un autocrate antisocialiste et un oligarque corrompu qui a truqué les élections russes pour se maintenir au pouvoir au cours des vingt dernières années. C'est un suprémaciste blanc et un nationaliste chrétien qui a mené une guerre sanglante contre les musulmans de Tchétchénie et d'autres régions de la Fédération de Russie. Le raciste Donald Trump et ses sbires l'admirent comme un «génie» pour avoir envahi l'Ukraine.

Aujourd'hui, Poutine courtise les pays africains avec hypocrisie, mensonges et fausses promesses d'aide économique. Il propose aux pays du Sud une sorte de néocolonialisme du 21^e siècle. Il est certain que lui et sa bande ne sont pas des amoureux des peuples noirs, bruns, jaunes et indigènes, où que ce soit dans le monde.

De la même manière que l'histoire, la culture et la langue des peuples d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et des Caraïbes ont été piétinées et que leurs terres ont été exploitées par les États-Unis et l'Europe occidentale, la Russie a choisi d'entrer dans la mêlée. Elle a cherché à regagner le respect du monde en prouvant qu'elle était bel et bien la brute que les États-Unis et l'Europe de l'Ouest ont montré qu'ils ont été au fil du temps.

Malgré les mensonges et la propagande qui circulent sur les médias sociaux, l'invasion russe de l'Ukraine constitue non seulement une violation de plusieurs lois internationales, mais aussi une violation fondamentale du droit internationalement reconnu à l'autodétermination et à la souveraineté nationales. En outre, ce conflit est profondément enraciné dans



la relation coloniale que l'Ukraine subit de la part de la Russie depuis des siècles.

La Russie est aussi un colonisateur

[...] Le régime de Poutine aime à prétendre que la Russie est solidaire des pays du Sud (Asie, Afrique, Amérique latine et Caraïbes) parce que, contrairement à l'Europe occidentale et aux États-Unis, la Russie n'a prétendument jamais eu de colonies. La vérité est un peu plus compliquée. La Russie avait de nombreuses colonies, mais elles n'étaient pas situées au-delà des mers.

Tout comme les États-Unis qui se sont développés à partir de treize colonies le long de la côte atlantique pour devenir une nation sous-continentale, la Russie s'est développée au fil des siècles en direction de l'Europe centrale et à l'Est vers le Pacifique. L'Empire russe a rassemblé et dominé ce que l'on a appelé la «prison des nations», divers peuples, royaumes et nations en développement. Au sein de cette «maison-prison» se trouvait l'Ukraine.

Les dirigeants actuels de la Russie, sous la direction de Vladimir Poutine, souhaitent restaurer ce qu'ils considèrent comme la grandeur de l'Empire russe. Ils ont répudié les principes de la révolution russe de 1917 qui défendaient l'autodétermination des nations et l'autonomie des populations moins développées. Poutine a affirmé avec force que ces principes révolutionnaires ne constituaient rien de moins qu'une trahison.

Avant l'invasion de l'Ukraine en février 2022, Poutine a vigoureusement dénoncé l'Ukraine, non pas en raison de profondes divergences gouvernementales, mais parce qu'il contestait la légitimité même de l'existence de l'Ukraine en tant que nation indépendante! [...]



Questions courantes sur ce qui se passe en Ukraine

Q. Qu'en est-il des attaques contre des Russes dans l'Est de l'Ukraine?

R. L'Est de l'Ukraine compte un grand nombre de russophones. Il existe également des différences économiques entre l'Est et l'Ouest. À la suite du soulèvement de 2014, une guerre civile a éclaté. Elle a été sanglante, surtout lorsque les forces d'extrême droite des deux côtés ont été impliquées. Il s'agissait toutefois d'une lutte interne à l'Ukraine.

Q. Mais les Russes ne sont-ils pas intervenus pour stabiliser la situation?

R. Le droit international n'autorise pas les pays à entrer dans d'autres pays pour «stabiliser» quoi que ce soit. C'est pourquoi les actions des États-Unis sont si souvent dénoncées dans le monde, comme l'invasion de la Grenade en 1983, du Panama en 1989 ou de l'Irak en 2003. Ce n'est que dans les situations où les Nations unies ou un autre organe international légitime accordent leur autorisation qu'il est possible de recourir légalement à la force. Rien de tel ne s'est produit en ce qui concerne l'Ukraine. En fait, la Russie a enfreint le droit international sur l'autodétermination, le droit contre l'agression et le droit contre la saisie de territoires. Elle a également commis des violations flagrantes des droits humains.

Q. Mais ce sont les mêmes choses que font les États-Unis et de nombreuses puissances européennes. Alors, pourquoi devrions-nous dénoncer la Russie?

R. Tout simplement parce qu'ils ont tort. Tout comme de nombreuses personnes dans le monde ont réagi avec indignation lorsque l'Italie a envahi l'Éthiopie en 1935, alors que d'autres puissances européennes possédaient des colonies en Afrique,

tout acte d'agression doit être condamné immédiatement et combattu.

La lutte contre les actions illégitimes des gouvernements jette les bases de la contestation de tout gouvernement pour ses actions illégales. Condamner la Russie pour ses violations flagrantes du droit international aide les autres à comprendre, par exemple, que l'occupation israélienne des terres palestiniennes – en violation du droit international – et l'occupation marocaine de 80 % du Sahara occidental – en violation du droit international – ne peuvent pas durer. Pensez à l'apartheid en Afrique du Sud. Aussi horrible qu'ait été l'apartheid en Afrique du Sud, il y avait d'autres pays qui étaient au moins aussi mauvais. Cela aurait-il dû signifier qu'il fallait rester silencieux à l'égard de l'Afrique du Sud? Bien sûr que non. Les Sud-Africains résistaient et avaient besoin de notre soutien. La même chose se produit en Ukraine aujourd'hui. La résistance courageuse à l'agression mérite notre soutien.

Q. Alors, pourquoi de nombreux pays du Sud restent-ils silencieux sur les mesures à prendre contre l'invasion russe?

R. Pour des raisons complexes. Dans certains cas, les pays du Sud sont, à juste titre, furieux de l'hypocrisie des États-Unis et d'autres pays qui, d'une part, ignorent ou soutiennent l'agression, comme dans le cas d'Israël/Palestine ou du Maroc/Sahara occidental, et, d'autre part, condamnent l'agression russe. Dans d'autres cas, certains gouvernements tentent de monter une puissance contre une autre afin de recevoir diverses formes d'assistance, y compris des investissements étrangers et de l'aide militaire. Dans d'autres cas encore, certains régimes très répressifs du Sud en sont venus à dépendre du soutien militaire et sécuritaire de la Russie pour rester au pouvoir.

La Russie doit se retirer immédiatement

Poutine et l'entreprise criminelle et fasciste qu'il dirige à Moscou sont des manifestations modernes de l'impérialisme. Ils tentent d'annexer illégalement des territoires dans un pays souverain et indépendant en lançant des attaques gratuites et aveugles contre les civils ukrainiens, ainsi que des actes de torture, des viols et toute une série de crimes de guerre innommables. Ils font cela tout en accusant l'OTAN d'avoir «besoin» d'entrer en guerre, tout en justifiant la guerre en niant le droit même de l'Ukraine d'exister en tant qu'État-nation indépendant.

Le colonialisme n'a pas, et n'a jamais eu, de place légitime. Rien ne justifie d'ignorer la souveraineté nationale. La sécurité des grands pays ne peut se faire aux dépens des petits pays.

Avec l'arrêt des combats et le retrait russe, les conditions seront réunies pour rétablir les exigences d'une coexistence pacifique fondée sur le respect mutuel et la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'autre pays.



À ÉCOUTER

«Lutter contre le colonialisme russe et la suprématie blanche occidentale» sur *Black Diplomats*.

Terrell J. Starr discute avec LaTosha Brown (Black Voters Matter) et Maryna Prykhodko (Razom, une organisation ukrainienne-américaine), de ce que signifie de lutter ensemble contre les systèmes d'oppression.

De la guerre d'agression russe à l'urgence d'une gauche décoloniale

CATHERINE SAMARY¹

L'invasion de l'Ukraine décidée par Poutine le 24 février 2022 a produit l'inverse de tous ses objectifs. La résistance à cette agression révèle ce qu'il en est d'une Ukraine supposée appartenir «à un seul peuple» russe et être marquée depuis la crise de 2013-2014 par un «coup d'État nazi» soutenu par l'Occident et menaçant de génocide les populations russophones.



Je partage la critique de cette thèse faite par des autrices et auteurs ukrainiens de gauche qui ont une indépendance critique vis-à-vis de tous les impérialismes et de toutes les propagandes d'État (y compris celles de Zelensky²). Ces critiques n'impliquent évidemment pas de négliger l'importance (en Ukraine comme en Russie, en France et ailleurs dans le monde) de forces d'extrême droite, leur évolution

1. Membre du RESU et co-autrice, avec Karine Clément, Denys Gorbach, Hanna Perekhoda et Tony Wood, de *L'invasion de l'Ukraine : histoires, conflits et résistances populaires*, Paris, La Dispute 2022. Article paru dans la revue d'Attac, *Les Possibles*, n° 23.

2. C'est le cas des membres de l'ONG socialiste ukrainienne Sotsialnyi Rukh dont on peut trouver de nombreuses contributions en anglais ou français sur le site ESSF, www.europe-solidaire.org/spip.php?auteur23574; mais on peut également lire (et discuter en français avec) les chercheuses et chercheurs ukrainiens, Daria Saburova «Questions sur l'Ukraine», *Contretemps*, 3 octobre 2022, ou encore Denys Gorbach, lire notamment son entretien sur *Mediapart*, 19 mars 2022; ou Hanna Perekhoda, ESSF, www.europe-solidaire.org/spip.php?auteur13466.

et différenciation idéologique et leurs rapports aux institutions et à la violence, leurs moyens³. L'issue de la guerre pèsera aussi sur ces facteurs. Sous l'angle des dérives totalitaires de l'appareil d'État, l'Ukraine soutient de loin en sa faveur une comparaison avec l'État de la Fédération de Russie et son contrôle des oligarques face au «pluralisme oligarchique» de l'Ukraine et à ses plus grandes marges de libertés⁴.

Une société mobilisée pour sa dignité, dans la paix comme dans la guerre

Ce sont précisément de telles marges inexistantes en Russie qui permirent à plusieurs reprises la remise en cause par les urnes et dans la rue des autocrates en place. Ce fut le cas de la «révolution orange» de 2004, catalysée par le rejet de la corruption et des fraudes électorales et marquée par l'espoir populaire envers de nouveaux partis supposés démocratiques qui se disaient «pro-européens». Les désillusions envers ces partis, eux-mêmes gangrenés par la corruption, expliquent la victoire de Yanoukovitch (dit «prorusse») aux élections de 2010 dans une politique qui se voulait d'équilibre entre Russie et UE. Mais le processus de test des promesses faites à l'épreuve du pouvoir s'est poursuivi face aux pratiques du nouveau président oligarque, à ses décisions verticalistes, à l'enrichissement de sa famille, à la violence de ses forces répressives. Telles furent, en 2014, les

3. Il faut lire notamment les commentaires à ce sujet parfois différents mais rejetant tous la thèse du «coup d'État fasciste»: voir Denys Gorbach, 19 mars 2022, www.mediapart.fr/journal/international/190322/denys-gorbach-le-changement-de-la-societe-ukrainienne-echappe-poutine; ou encore Volodymyr Ichchenko dans la *New Left Review*.

4. Lire à ce sujet Denys Gorbach, «L'économie politique de l'Ukraine de 1991 à 2022», dans Karine Clément et col., *L'invasion de l'Ukraine : histoires, conflits et résistances populaires*, op. cit.

sources profondes de son discrédit y compris dans sa propre région d'implantation – d'où sa fuite en Russie. Ainsi, au-delà des épisodes violents et confus, certainement marqués à la fois par les soutiens occidentaux et le service d'ordre musclé de l'extrême droite protégeant les manifestants en 2014, la chute de Yanoukovitch (entérinée par le parlement) fut d'abord et avant tout due à un nouveau «dégagisme» populaire, quelle que soit son instrumentalisation par diverses droites.

Les confusions de ces soulèvements ressemblent à celles des Gilets jaunes et de tant d'autres mouvements de masse dans des contextes politiques et sociaux brouillés. Les limites de cette «révolution» sont également évidentes : le régime oligarchique n'a aucunement été supprimé. Mais l'appellation «révolution» exprime l'accumulation d'expériences donnant une force durable et profonde aux mobilisations périodiques d'une société en quête de justice sociale.

C'est ce soulèvement de masse de 2014 qui a été appelé «révolution de la dignité», évoquant les centaines de milliers de manifestant-es s'organisant pour occuper la place de l'Indépendance (Maïdan), tout en y exprimant de multiples revendications. Il fut aussi appelé de façon moins convaincante l'«Euro-Maïdan» – ce qui tendait à ramener à tort le mouvement à un soulèvement «pro-européen». Mais il fut assimilé, à Moscou et par une partie de la gauche, à une «révolution de couleur» (comme 2004) réduite à être un pion instrumentalisé par les puissances de l'OTAN. On retrouve cette approche (ou plutôt ignorance) de la société dans l'actuelle guerre. Une autre partie de la gauche a fait à l'époque le choix de s'insérer dans Maïdan en luttant, sur plusieurs fronts⁵.

5. J'ai explicité les divergences traversant la gauche, sur le présent et héritées du passé dans «Une gauche

Or ces aspirations populaires et cette autonomie critique de la société vis-à-vis des partis institutionnels ont continué à se manifester, après le supposé «coup d'État nazi», pendant le quinquennat du nouveau président et oligarque Petro Porochenko, élu en 2014 : en ont témoigné l'absence de stabilisation du nouveau pouvoir et sa chute finale en 2019. Après l'annexion de la Crimée et le déclenchement de la guerre hybride dans le Donbass (faisant quelque 15 000 morts), le pays vécut des crises gouvernementales et des scandales financiers affectant le président. Celui-ci ne prit guère de mesures sociales pour aider les milliers de personnes fuyant les conflits du Donbass et ne put surmonter les impasses des accords de Minsk⁶. L'autonomie de choix de la population se manifesta à nouveau, cinq ans après le dit «coup d'État» supposé contrôlé par l'Occident, par l'élection surprise d'un acteur juif extérieur aux partis politiques existants dont la langue maternelle était le russe. C'est une campagne promettant de régler pacifiquement le conflit du Donbass et de s'attaquer à la corruption qui lui a assuré une majorité écrasante sans précédent, dans tout le pays (fort éloignée des thématiques de l'extrême droite qu'avait en partie reprises Porochenko)⁷.

La mobilisation populaire contre l'invasion et celle du gouvernement Zelensky prenant sa tête – également imprévues par les forces de l'OTAN – ont consolidé la popularité de Zelensky, toutes composantes politiques confondues, dans toute l'Ukraine. C'était en pratique un choix populaire de souveraineté ukrainienne. Ceci est notamment vrai parmi la grande masse de la population de l'Est et du Sud

ukrainienne en construction sur plusieurs fronts», www.contretemps.eu/une-gauche-ukrainienne-en-construction-sur-plusieurs-fronts/.

6. Lire à ce propos Daria Saburova, «Question...», art. cité.

7. Voir Volodymyr Ishchenko, art. cité.



russophones du pays – censée être sauvée d’un «génocide nazi». Les forces russes sont très loin de contrôler le territoire des régions annexées après de pseudo-référendums et elles peinent à trouver des maires prêts à en gérer les villes.

Contre les interprétations (et citations multiples) selon lesquelles l’OTAN pousse l’Ukraine à une guerre sans fin pour faire tomber la Russie, c’est plutôt en sens inverse des pressions pour tempérer l’offensive ukrainienne à laquelle on a assisté en ce début novembre. Ce sont d’ailleurs encore les états-majors de l’OTAN qui ont modéré les dénonciations de Zelensky attribuant à la Russie les frappes faisant deux morts en Pologne. En vérité, s’il est vrai bien sûr que sans les armes et l’aide logistique évidente fournie à l’armée ukrainienne celle-ci aurait été en position de faiblesse poussant à la capitulation rapide, la force de la résistance et les victoires remportées sont – derrière les armes – dues à la détermination d’une population résistant à une agression vécue pour ce qu’elle est – néocoloniale, impériale.



Quelle gauche appelait les Vietnamiens à négocier plutôt qu’à vaincre ?

La gauche douterait-elle de la réalité d’une résistance relevant d’une lutte de libération nationale si l’«opération militaire» avait été lancée par la France contre l’«Algérie française». La forme prise par la colonisation russe, puis la politique stalinienne, pèsent lourd. C’est un fait que souligne bien l’écrivaine et chercheuse féministe et décoloniale du Sri Lanka, vivant en Inde, Rohini Hensman :

Alors que les colonies des puissances impérialistes d’Europe occidentale étaient principalement situées outre-mer, les empires mongol, est-européen et

ottoman colonisaient des pays attenants, de sorte qu’il était facile de commettre l’erreur de brouiller la distinction entre l’empire et l’État. Si personne ne penserait que l’Inde fait partie de l’État britannique, lorsque Poutine considère l’Ukraine comme faisant partie de l’État russe, il n’est pas le seul, et ce n’est pas la première fois qu’il le fait⁸.

Mais elle souligne aussi, comme le fait très clairement Bernard Dréano (rapprochant, lui aussi, l’Ukraine et l’Irlande)⁹, des désaccords divisant notamment les marxistes (et les bolcheviks) sur les questions nationales¹⁰.

L’ignorance, l’occultation ou le dénigrement de l’Ukraine comme acteur déterminant à la fois dans les finalités de Poutine et dans la résistance à son agression sont à la racine d’une assimilation erronée de la guerre en cours à une guerre mondiale interimpérialiste – comme le fut la Première Guerre mondiale. Une telle présentation justifie évidemment la reprise des grands slogans de pacifisme et défaitisme révolutionnaire de l’époque et l’appel à se retourner partout contre un «ennemi» qui est «dans son propre pays». Je me suis dissociée de cette interprétation de la guerre en cours dès mon refus de signer l’appel féministe pacifiste international¹¹ qui – à juste titre – se solidarise avec les féministes pacifistes

8. Lire Rohini Hensman, «L’internationalisme socialiste et la guerre en Ukraine», *Inprecor*, n° 697-698, mai-juillet 2022.

9. Lire «Questions nationales: de l’Irlande à l’Ukraine», <https://entre-leslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/11/21/questions-nationales-de-lirlande-a-lukraine/>. Je reviens également sur ces désaccords parmi les marxistes et en particulier les bolcheviks à ce sujet dans «Le prisme de l’autodétermination des peuples. Le cas de l’Ukraine», *L’invasion...*, *op. cit.*

10. Un thème que je traite explicitement dans «Une gauche...», art. cité.

11. Voir mon texte «Quelle solidarité avec le peuple ukrainien ? À propos du manifeste féministe contre la guerre», www.contretemps.eu/solidarite-ukraine-manifeste-feministe-guerre/.

russes mais omettait de reconnaître aux féministes ukrainiennes «le droit de résister¹²». De nombreux textes (de femmes et hommes de gauche en Ukraine défendant ce droit – et celui de se protéger –, dans l’immédiat et pour l’avenir, notamment avec des armes) explicitent ce débat dans un recueil qu’il faut lire et discuter¹³.

Ce droit de résister à la domination russe a évidemment des effets mondialisés. On y reviendra. Il est important de souligner un impact spécifique, essentiel pour l’avenir et l’issue de cette guerre, dans les anciennes républiques soviétiques qui se situent dans l’environnement proche de la Russie. C’est ce qu’on se limitera ici à évoquer pour qu’on y prête attention. Il s’agira du Bélarus – associé à plusieurs projets de la Russie dont celui d’Union économique eurasiatique (UEE), d’une part; puis du Kazakhstan, essentiel à l’alliance militaire avec la Russie et plusieurs autres États (OTSC) qui est intervenue tout début 2022 suite aux émeutes sans précédent affectant ce pays en 2021.

Enjeux géopolitiques en Eurasie

Le Bélarus entre union organique avec la Russie et UEE

La décision de Poutine n’a pas seulement été marquée par un jugement erroné sur la société ukrainienne. Elle se fondait aussi sur le bilan de l’annexion de la Crimée. Or si celle-ci avait été accueillie avec un enthousiasme populaire patriotique en Russie,

12. C’est le titre du «Manifeste féministe des femmes ukrainiennes» que j’ai soutenu, publié le 7 juillet 2022 sur <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070722/le-droit-de-resister-manifeste-feministe> et sur le site de la revue ukrainienne *Commons*.

13. Voir Brigades éditoriales de solidarité, *L’Ukraine insurgée*, Paris, Syllepse, 2022. Lire la présentation, <https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com/2022/11/23/la-guerre-et-la-paix-ou-le-silence-de-la-mer-noire/>.

elle avait produit de tout autres réactions parmi les autocrates des républiques post-soviétiques alliées.

Mais Poutine allait sous-estimer ce facteur en raison d’évolutions récentes au Bélarus et au Kazakhstan.

Rappelons tout d’abord que l’annexion de la Crimée rompait avec le Protocole de Budapest, signé en 1994 par la Russie avec l’Ukraine (et de façon similaire avec le Bélarus et le Kazakhstan) avec le soutien des États-Unis: l’accord prévoyait que la Russie récupérerait l’ensemble des armes nucléaires de l’époque soviétique mais devait en contrepartie respecter les frontières des nouveaux États indépendants. Si cette annexion fut populaire en Russie, elle fut perçue avec appréhension par les oligarques du Bélarus et du Kazakhstan attachés à leur souveraineté étatique.

C’est pourquoi l’orientation de Poutine a joué pragmatiquement sur plusieurs scénarios et types d’unions. D’une part, il espérait que l’Ukraine et le Bélarus se rapprocheraient de la Russie pour consolider un «pôle russe» dans la construction d’une Union économique eurasiatique (UEE). Celle-ci s’inspirait de l’Union européenne dans le partage de dimensions communautaires et séparées (respectant la souveraineté des États). Le projet visait à intégrer notamment tous les pays ex-soviétiques situés entre la Fédération de Russie et l’UE (dont la Géorgie et l’Arménie, outre le Bélarus et l’Ukraine) – exactement les mêmes pays qui étaient visés pour participer au projet de «partenariat oriental» lancé par l’Union européenne depuis 2009. C’est l’hésitation de Yanoukovitch et finalement son choix de ne pas signer l’accord de partenariat avec l’UE qui provoqua la crise de 2013¹⁴.

14. Lire à ce sujet David Teurtrie, «Où en est l’Union économique eurasiatique? Entre instabilité sociopolitique et ambitions géopolitiques», *Ramses*, 2022, p. 160-165. Je présente aussi cet enjeu de 2014 dans «La



À la suite de l'annexion de la Crimée, le président Loukachenko, dirigeant du Bélarus depuis quelque vingt-cinq ans, avait pris ses distances avec Poutine, se rapprochant de l'UE pour diversifier ses dépendances et échapper aux sanctions. L'autocrate préférerait négocier avec un pouvoir russe affaibli du temps de Eltsine qu'avec un Poutine ayant rétabli son contrôle sur ses propres oligarques et aux ambitions manifestes. Mais il n'a pas hésité à se tourner vers ce dernier quand son propre pouvoir fut menacé en 2020-2021 par le soulèvement populaire contre les fraudes électorales.

Il s'est alors instauré entre les deux dirigeants un processus de négociation d'une étroite union impliquant des changements constitutionnels au Bélarus : ceux-ci ont autorisé la présence de bases militaires russes (voire à portée nucléaire) ; mais ils ont réaffirmé la neutralité du pays et donc exclu (pour l'instant) toute entrée directe en guerre. Loukachenko s'est trouvé obligé de préciser que le pays n'a pas été « avalé¹⁵ ».

Mais cette évolution souligne – loin des interprétations fatalistes sur l'expansionnisme russe – que ces rapprochements récents sont allés à contre-courant des tensions visibles entre 2014 et 2022. Il s'est donc agi d'un contexte essentiel pour comprendre l'optimisme de Poutine fort du déploiement de ses troupes aux frontières de l'Ukraine, au Bélarus, début 2022. Mais c'est aussi l'instabilité du pouvoir de Loukachenko dans sa propre société qui s'est révélée dans la recherche d'un tel rapprochement au sommet et au plan militaire. Et cela souligne qu'il s'agit, là

aussi, d'une possible source de faiblesse pour l'aventure guerrière lancée par Poutine.

Les résistances rencontrées en Ukraine et donc la durée et la violence de la guerre impliquent certes en Russie comme au Bélarus un cours répressif intérieur plus radical. Mais il est loin d'être sans failles. Et ces failles sont essentielles pour l'avenir. Dans les tout premiers jours de la guerre il y eut des expressions de solidarités syndicales contre cette invasion. Elles ont suscité (comme en Russie) très vite une répression radicale notamment contre des dirigeants du Congrès des syndicats démocratiques du Bélarus (BKDP) et de syndicats de la métallurgie) ou de la radio-électronique. Cette répression a suscité des protestations syndicales de solidarité venant notamment de Russie (de la part de la KTR, Confédération du travail de Russie fondée en 1995, elle-même menacée), et d'Ukraine – de la part de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine la KVPU¹⁶. Les travailleurs des chemins de fer du Bélarus ont entrepris de fait des actions de type « partisan » qui joueront sûrement un rôle essentiel dans / contre cette guerre – pour rendre difficile l'acheminement de renforts et ravitaillement des troupes russes en Ukraine.

Aucune nation au monde ne souhaite la guerre.

Les peuples russe, ukrainien et bélarussien ne font pas exception. Peu de peuples dans le monde ont subi des pertes aussi terribles et sacrifié la vie de dizaines de millions de leurs citoyens dans leur histoire comme l'ont fait nos trois peuples, des peuples qui sont si proches les uns des autres. Et le fait que le gouvernement russe ait déclenché une guerre



société ukrainienne entre ses oligarques et sa troïka », *Les Possibles*, n° 2, hiver 2013-2014.

15. Voir Benoit Vitkine et Thomas d'Istria, « Loukachenko et Poutine avancent vers "l'intégration" de leurs deux pays », *Le Monde.fr*, 10 septembre 2021.

16. Voir notamment les actions syndicales solidaires menées en défense des syndicalistes du Bélarus (<https://solidaires.org/sinformer-et-agir/actualites-et-mobilisations/internationales/cgt-fsu-solidaires-la-diplomatie-francaise-doit-exiger-la-liberation-des-syndicalistes-bielorusses-arretees/>) et les informations publiées par les Brigades éditoriales de solidarité.

contre l'Ukraine aujourd'hui ne peut être compris, justifié ou pardonné. Le fait que l'agresseur ait envahi l'Ukraine depuis le territoire du Bélarus avec le consentement des autorités biélorussiennes ne peut être ni justifié ni pardonné.

Des choses irréparables se sont produites, et leurs conséquences à long terme sur la vie de plusieurs générations empoisonneront les relations entre Russes, Ukrainiens et Biélorusses. Au nom des membres des syndicats indépendants du Bélarus, des travailleurs de notre pays, nous nous inclinons devant vous, nos frères et sœurs ukrainiens. Nous vous présentons nos excuses pour la honte, la honte que le gouvernement biélorusse a imposée à tous les Biélorusses, en étant devenu l'allié de l'agresseur et en lui ayant ouvert la frontière avec l'Ukraine.

Toutefois, nous tenons à vous assurer, chers Ukrainiens, que la grande majorité des Biélorusses, y compris les travailleurs, condamnent les actions irréflechies du régime biélorusse actuel qui tolère l'agression russe contre l'Ukraine. Nous exigeons une cessation immédiate des hostilités et le retrait des troupes russes d'Ukraine, ainsi que du Bélarus¹⁷.

Les avancées de la résistance ukrainienne auront un impact direct spécifique sur toutes les sociétés post-soviétiques notamment celles (ouvertes à des relations vers Moscou mais aussi vers la Chine et l'Occident) avec lesquelles Moscou veut stabiliser et étendre l'Union économique eurasiatique (UEE)¹⁸. Celle-ci est contrainte de respecter la souveraineté des États. La capacité d'exploitation par Moscou des conflits internes à chacune des sociétés placées dans son environnement particulier (comme l'Arménie dans ses conflits avec l'Azerbaïdjan) ne relève

pas d'une pure relation de force. Qu'il s'agisse des pouvoirs autocratiques des sociétés post-soviétiques ou des sociétés aspirant à plus de démocratie et de justice sociale l'indépendance des nouveaux États est une donnée forte de la nouvelle phase historique post-soviétique.

Les dimensions néocoloniales et brutales de l'intervention russe en Ukraine sont et seront des facteurs de déstabilisation et tensions dans les relations de Moscou avec ses voisins. Cela est vrai pour ce qu'il adviendra; au-delà du Bélarus, de l'UEE mais aussi de sa contrepartie militaire – l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC)¹⁹.

L'OTSC et le test du Kazakhstan avant et après l'invasion russe

Cette alliance militaire regroupe avec la Russie cinq anciennes républiques soviétiques (Kazakhstan, Bélarus, Arménie, Tadjikistan, Kirghizistan). Elle est née après l'échec de projets antérieurs beaucoup plus larges. Copiant l'OTAN et visant soit à contrebalancer son poids ou négocier des sphères d'influence, son article 4 est l'équivalent de l'article 5 de l'Alliance atlantique: en cas d'acte d'agression contre l'un des États membres, tous les autres doivent lui fournir l'assistance nécessaire, y compris militaire. Mais en pratique, cette alliance militaire n'était pas intervenue en tant que telle jusqu'à début 2022. Elle s'est dotée en 2019 d'une force d'intervention rapide de 20 000 hommes et d'une force de maintien de la paix de 3 600 membres reconnue par l'ONU. D'opaques enjeux de pouvoir se sont mêlés à des émeutes sociales sans précédent protestant contre



17. Reproduit sur le site d'Attac, <https://france.attac.org>.

18. Lire à ce sujet David Teurtrie, «Où en est l'Union économique eurasiatique?», art. cité.

19. Lire David Teurtrie, «L'OTSC: une réaffirmation du leadership russe en Eurasie post-soviétique?», *Revue de Défense nationale*, n° 802, 2017.

des hausses de prix du gaz naturel liquéfié (où sont impliquées des firmes multinationales).

Fin 2021, le président du Kazakhstan a fait appel à l'OTSC en décrétant un «état d'urgence» supposé provoqué par «une intervention étrangère». Le retour au calme a été facilité par des mesures sociales. Mais les forces de l'OTSC sont intervenues début janvier 2022 en se retirant au bout d'une semaine. Moscou comptait certainement tirer avantage de ce qui apparaît comme un succès pour d'autres tâches à venir face aux désordres mondiaux et à la débâcle de l'OTAN en Afghanistan.

En effet, c'est la crainte d'interventions des talibans venus d'Afghanistan qui a suscité, à la fin de l'opération de l'OTSC au Kazakhstan – et donc juste avant l'invasion de l'Ukraine – des propositions de consolidation et d'extension des interventions de cette Alliance militaire: la représentante russe au sein de l'Alliance évoqua ainsi l'objectif de «créer une ceinture sécuritaire» non seulement autour de l'Afghanistan, mais aussi sur le pourtour de l'OTSC²⁰.

Un tel scénario sans aucun doute souhaité par Poutine, entrerait fort bien dans le panorama d'une recomposition des «sphères d'influence» négociée sur la base de rapports de force consolidés pour Moscou par l'union avec le Bélarus et le succès attribué à l'OTSC au Kazakhstan face à la crise de l'OTAN. On peut même avancer l'hypothèse que Poutine escomptait que son «opération politique» en Ukraine soit, comme celle de l'OTSC au Kazakhstan, extrêmement courte et «efficace».

La résistance ukrainienne a fait échouer ce scénario. Or le Kazakhstan, qui joue un rôle central dans l'OTSC et son avenir, ne soutient pas ouvertement

ce qui s'est transformé en guerre. Et, comme l'allié chinois, il ne veut ni brûler toutes les cartes des rapports à l'Occident ni soutenir un perdant, et encore moins accepter un non-respect encore plus grave qu'en 2014 du protocole de Budapest selon lequel Moscou respectait les frontières de nouveaux États indépendants en récupérant leurs armes nucléaires. Fait significatif d'un enjeu complexe pour Poutine, des manifestations de protestation populaire contre cette guerre se sont déroulées (sans répression...) au Kazakhstan et le pouvoir en place a affiché une neutralité et non pas un soutien clair face à la Russie²¹.

Illustrant le même enjeu (pouvant susciter les mêmes inquiétudes pour Poutine), le dirigeant chinois, pourtant supposé son allié, s'est rendu en septembre... au Kazakhstan. Xi Jinping a même explicitement souligné le premier jour de sa visite dans ce pays d'Asie centrale qu'il aidera le Kazakhstan à «sauvegarder son indépendance nationale, sa souveraineté et son intégrité territoriale²²» – avant de se rendre en Ouzbékistan...

La guerre en Ukraine est donc en train d'affecter profondément le poids de la Russie dans son environnement, bien au-delà du Kazakhstan, comme l'analyse Vicken Cheterian: «Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie» on assiste à «une vague de déstabilisation du Caucase à l'Asie centrale²³».

La guerre reste intitulée de façon orwellienne «opération militaire» pour en minimiser la signification et évolution réelle. Une déclaration de guerre explicite (demandée par les faucons d'extrême droite



20. Voir Aldan Engoian, «Après leur intervention au Kazakhstan, d'autres projets pour les “casques bleus” de l'OTSC», *ESSF*, 14 janvier 2022, .

21. Lire Samolovitch Marina et col., «Kazakhstan: comment la société kazakhe est divisée sur la guerre en Ukraine», *ESSF*.

22. Ces déclarations sont rapportées par un média d'État chinois, selon *La Libre Belgique* du 15 septembre.

23. Vicken Cheterian, «Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie: une vague de déstabilisation du Caucase à l'Asie centrale», *ESSF*, traduction *Alencontre*.

en Russie) serait dangereuse pour la stabilité interne de la Russie (comme on l'a découvert à l'occasion de la récente mobilisation «limitée»); mais comme on l'a souligné ici, elle poserait aussi problème chez les alliés les plus proches de la Russie.

Du maintien de l'OTAN à la construction de l'UE

Il n'en demeure pas moins que pour tous les courants ou pays éloignés de la Russie – et souvent ignorants de l'histoire longue de ses rapports à l'Ukraine, ses discours contre l'extension de l'OTAN aux portes de la Russie et contre le suprémacisme étasunien ont du poids. C'est vrai même quand l'invasion de l'Ukraine est dénoncée: elle reste souvent présentée comme réactive ou défensive face à une Alliance atlantique construite contre la Russie et dans le contexte d'une évidente supériorité de l'impérialisme étasunien au plan économique et militaire. D'où un néocampisme (soutenant le camp de tout ennemi de l'ennemi principal)²⁴.

Sans épargner l'agression de la Russie, Tony Wood a cherché à mettre en évidence une «matrice de la guerre²⁵» sur trois axes en interaction, États-Unis, OTAN, Ukraine. Il distingue dans son introduction une «responsabilité immédiate» de la Russie poutinienne dans cette guerre qu'il condamne, et ce qu'il

24. Sur l'origine et l'évolution de cette notion et des positionnements anti-impérialistes notamment face aux conflits du Moyen-Orient lire Gilbert Achcar, www.contretemps.eu/anti-imperialisme-revolutions-arabes-libye-syrie-campisme/. J'ai exprimé une critique des approches «campistes» face à la crise du Kosovo (1999) et à celle de l'Ukraine en 2014, voir Catherine Samary, «Quel internationalisme dans le contexte de la crise ukrainienne? Les yeux grands ouverts contre les "campismes" borgnes», *ESSF*, janvier 2016.

25. Son texte publié sous ce titre en anglais dans le n° 133-134 (janvier-avril 2022) de la *New Left Review* a été reproduit en français (et discuté) dans *L'invasion de l'Ukraine*, *op. cit.*

appelle une «responsabilité historique» – celle de l'OTAN. Mais cette responsabilité-là se précise mal. Elle se ramène soit à un «contexte» n'expliquant pas une vraie guerre, soit à désigner «les armes» (de l'OTAN) qui se battent contre la Russie, en omettant de souligner qu'il y a derrière les armes – et les rendant plus efficaces que celles des forces russes – le choix et les motivations du peuple ukrainien. Fallait-il ne pas résister à ce qui est bien décrit comme une agression – et sinon, avec quelles armes? De plus, il faut discuter bien d'autres zones d'ombre et angles morts des analyses proposées si l'on veut cerner les enjeux d'une situation sans précédent historique.

D'une part, il faut parler d'une guerre concrète dans une situation concrète. Et c'est alors plutôt la crise ouverte et réelle de l'OTAN en 2021 – et non pas une menace de l'OTAN contre la Russie – qui explique l'aventurisme de l'offensive guerrière lancée par Poutine. S'y ajoutent, incitant également à l'offensive russe, les causes d'optimisme de Poutine évoquées plus haut concernant la fragilité de Zelensky, l'union avec le Bélarus et le succès de l'OTSC au Kazakhstan. Il n'y avait là aucune menace contre la Russie.

Par ailleurs, on ne peut comprendre la cible et victime de cette offensive – et la résistance qu'elle a rencontrée – qu'à partir de ce contenu néocolonial impérial russe niant le droit d'autodétermination de l'Ukraine. Le passage à une offensive concrétisant un tel rapport est permis par le contexte de court terme perçu comme favorable par Poutine, mais il relève (comme il l'a lui-même explicité) d'une légitimation qui se veut historique en y incluant la contestation de la reconnaissance (Poutine dit la «création») par Lénine de l'indépendance ukrainienne²⁶; il s'y ajoute

26. Lire à ce sujet Hanna Perekhoda, «Lénine a-t-il inventé l'Ukraine?»



un argument «antinazi» mobilisant le souvenir de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit là encore d'un enjeu distinct de l'OTAN.

Mais l'analyse concrète de l'Alliance atlantique et de son évolution doit aussi être précisée. Poutine comme tout le monde savait que ses membres dominants ne voteraient pas l'adhésion de l'Ukraine – précisément pour ménager des intérêts partagés avec Poutine. Ce point n'est pas un détail. Son omission relève d'une vision à la fois dépassée et essentialisée d'une OTAN antirusse qui fusionne et obscurcit plusieurs contextes opaques que l'on ne peut qu'évoquer succinctement ici. D'une part, la Russie n'est pas l'URSS (axe du mal «communiste») ni sa continuité. Et c'est la Fédération de Russie, avec à sa tête Eltsine, qui a été un acteur clé (avec les représentants de l'Ukraine et du Bélarus) de la dissolution de l'Union combinée avec le démantèlement capitaliste de son système et accueillie à bras ouverts par les États-Unis et le FMI. Il ne s'est pas agi d'une agression extérieure mais de choix ou pèsent des basculements historiques d'une partie essentielle de l'ancienne nomenklatura communiste. Les scénarios de l'insertion dans la globalisation capitaliste n'ont pas été les mêmes pour l'opaque unification allemande²⁷, la Russie de Eltsine ou la Chine – ni pour les différents pays issus de l'ex-URSS ou de



Poutine et les impasses du projet impérial russe», dans *L'invasion de l'Ukraine...*, *op. cit.* Lire également Marko Bojcun, *The Workers' Movement and the National Question in Ukraine 1897-1918*, Brill Publishers, Leyde, 2021. On peut en lire l'introduction en ligne www.historicalmaterialism.org/blog/workers-movement-and-national-question-ukraine-1897-1918-introduction; et Zbigniew Kowalewski, «Pour l'indépendance de l'Ukraine soviétique», *Cahiers du socialisme*, 2022.

27. Lire «Le problème international de la réunification allemande», infrastructure de recherche CVCE de l'Université de Luxembourg, www.cvce.eu/obj/le_probleme_international_de_la_reunification_allemande-fr-9dbf0263-d91c-4f7d-9f05-f36f1bfa09e7.html; ou encore Fritz Vilmar et Gislaïne Guittard, *La face cachée de l'unification allemande*,

l'Europe de l'Est²⁸. La nouvelle Fédération de Russie fut soutenue à bras ouverts par les États-Unis – y compris ses sales guerres contre la Tchétchénie, dont celle menée par Poutine s'insérant dans l'idéologie du partenariat avec l'OTAN et ses nouvelles «guerres de civilisations» contre le terrorisme islamique remplaçant le communisme.

En effet, la (nouvelle) Russie n'était pas la cible du maintien de l'OTAN en 1991 puis des premiers inflexions de ses fonctions (avec la première guerre offensive de l'OTAN à propos du Kosovo en 1999). Dans ces deux contextes il est plus crédible de souligner ce que fut la principale motivation de Washington: l'unification allemande et la construction (simultanée) d'une nouvelle Union européenne incorporant cette Allemagne unifiée²⁹.

Celle-ci fut un imprévu catalysé par la décision de l'unification monétaire après la chute du mur de Berlin – une chute historique, sans répression du côté de la RDA, parce que soutenue par Gorbatchev venu négocier des crédits avec l'Allemagne fédérale. Le dirigeant de l'URSS escomptait construire une «maison commune européenne» – non sans oreille attentive du côté de Mitterrand. Et alors que les États-Unis (et la Grande-Bretagne) voulaient contrôler l'Allemagne unifiée en l'incorporant dans l'OTAN, la France négociait avec la nouvelle Allemagne la fin

Paris, L'Atelier, 1999; Rachel Knaebel et Pierre Rimbart, «Allemagne de l'Est, histoire d'une annexion», *Le Monde diplomatique*, novembre 2019.

28. J'ai proposé un éclairage synthétique sur ces questions dans «Aux origines de la restauration capitaliste», *SolidaritéS*, 26 mai 2021.

29. Je défends et explicite ce point de vu, dans «Le prisme de l'autodétermination...», dans *L'invasion...*, *op. cit.* Lire également ma contribution sur l'enjeu de l'autodétermination dans le contexte yougoslave, «Droit d'autodétermination: le cas yougoslave», dans les Actes du colloque international «La justice et la guerre», Paris, octobre 1999, *Revue internationale d'arts et de sciences, Dialogue*, vol. 8, n° 31-32, automne-hiver 1999.

du Deutsche Mark et la construction d'une nouvelle Union européenne (UE).

Et c'est contre la volonté d'autonomisation politique de cette UE et son extension vers l'Europe de l'Est que les États-Unis ont infléchi leur propre exploitation de l'OTAN. Celle-ci fut au bord de l'éclatement lors des premières «frappes» contre la Yougoslavie de Slobodan Milosevic³⁰. Le scénario des trois mois de guerre au Kosovo est fort différent de celui de l'Ukraine. L'intervention offensive de l'OTAN (sans mandat de l'ONU) était censée se limiter à quelques «frappes». Et pour éviter l'éclatement de l'Alliance et le pire des fiascos, il a fallu insérer rapidement le Conseil de sécurité de l'ONU (donc la Russie) dans le processus de négociation de la fin de la guerre. Sa résolution 1244 – dont s'est régulièrement revendiqué Milosevic (mais non pas les Albanais du Kosovo) – mit en place un protectorat international provisoire profondément instable et corrompant.

Il était possible de soutenir le droit à l'autodétermination des Albanais du Kosovo – contre les rapports de domination que voulait imposer Milosevic – tout en critiquant le maintien et les impasses des fonctions nouvelles que les États-Unis attribuaient à l'OTAN³¹, accompagnées de *fake news* pour les légitimer³². Rien de tout cela n'était une menace contre la Russie. Les choix provisoires d'alliance d'une partie des Albanais du Kosovo (l'UCK - Armée de libération du Kosovo)

30. *Idem*.

31. C'est le point de vue que j'ai défendu dans «Quel internationalisme...», art. cité.

32. Voir Serge Halimi, «Le plus grand bobard de la fin du 20^e siècle», www.monde-diplomatique.fr/2019/04/HALIMI/59723. Et sur la légitimation rétrospective et évolutive de l'intervention de l'OTAN, lire Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler, Mathias Reymond, *L'opinion, ça se travaille... Les médias, les «guerres justes» et les «justes causes»*, Marseille, Agone, 2014.

avec les États-Unis et l'OTAN ne remettaient pas en cause la racine profonde du conflit (historique et concret récent) avec Belgrade – et donc l'enjeu de l'autodétermination des Albanais du Kosovo. Celle-ci s'est exprimée dans des contextes évolutifs, jusqu'à la proclamation par le Parlement en 2008 de l'indépendance du pays – qui n'a jusqu'à ce jour toujours pas été reconnue par Belgrade ni (donc) par une partie de l'ONU et de l'UE.

Comme en Ukraine, la population du Kosovo a jugé la corruption profonde et le désastre économique du pays, indépendamment des enjeux géopolitiques mondiaux. Et en 2021 un vote populaire massif sans précédent a marginalisé dans cette ancienne province de Serbie les partis «historiques» alliés avec les États-Unis en se portant vers le jeune parti de gauche, Autodétermination: celui-ci a mené campagne sur la base d'une critique radicale de la corruption et en défense d'un programme social substantiel – tout en tournant ses espoirs vers l'UE³³.

De même que l'Ukraine a demandé à y adhérer... Comment la gauche (critique de l'UE) doit-elle traiter une telle demande?

Quels axes solidaires altermondialistes ?

La demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE, la militarisation des budgets associée à l'OTAN et les enjeux de la transition écologique associés à la guerre sont les trois «dossiers» qu'il faudrait ouvrir et gérer urgemment, mais de façon durable, à l'échelle européenne et au-delà dans une optique altermondialiste. L'ampleur des crises combinées que la guerre aggrave avec des effets mondialisés touchant en premier les

33. Voir mon article, «Un tournant historique» et le dossier récapitulatif de l'évolution du Kosovo, *Inprecor*.



populations les plus pauvres, impose des réponses à la même échelle.

Il faut affronter la réalité des divergences et la complexité d'enjeux conflictuels dans ces divers dossiers dans une optique volontairement pluraliste pour tenter d'élargir les horizons (et les perceptions différentes des enjeux selon les régions, pays d'où l'on parle, histoires vécues), les connaissances nécessairement inégales d'un passé et d'un présent complexe, afin de rapprocher les critères de jugement et objectifs prioritaires – en s'efforçant de dégager ce qui permet d'agir en commun.

Je pense qu'il est possible et nécessaire d'intégrer les trois dossiers évoqués plus haut dans le cadre d'une approche générale dans/contre l'UE – qui pourrait trouver sa place dans la revitalisation d'un espace public et militant de débats européens comme aurait pu l'être l'Altersummit.



Décoloniser les approches de l'Europe

En premier lieu, il devrait y avoir prise de conscience des méfaits de l'ignorance de tout un «continent» – l'Europe de l'Est, au sens large, vers l'Eurasie. La décolonisation des analyses et réponses passe notamment par un combat sémantique. Il implique de rejeter systématiquement l'assimilation de l'UE à «l'Europe» – comme les États-Unis se sont proclamés «l'Amérique». Au point qu'on proposait aux populations d'Europe de l'Est de «rejoindre l'Europe», et que les premiers commentaires radio-phoniques de la guerre en Ukraine la situaient «aux portes de l'Europe». On peut décortiquer plusieurs dimensions derrière un tel vocabulaire: comment pourrait-on critiquer «l'Europe»? Sauf à devenir «nationaliste»? Tel était le stigmate et choix

généralement associés aux bouleversements politiques en Europe de l'Est. L'adhésion à «l'Europe» ne pouvait être qu'une évidence de progrès et de civilisation par comparaison à la «non-Europe» (de l'Est, ou communiste ou balkanique...). J'ai critiqué un tel vocabulaire dans le cadre du Forum subversif de Zagreb en 2012, où Attac intervenait, en renversant l'éclairage nécessaire partant de la périphérie «balkanisée» pour critiquer les pratiques et vocabulaires «civilisateurs» de l'UE envers les Balkans et l'Europe de l'Est: «Le forum social des Balkans: une chance pour une autre Europe.»

Il est de notre responsabilité – à partager avec nos collègues et camarades de ces pays – de tirer sans complaisance le bilan des conditions dans lesquelles ces pays ont été exploités (dans le cadre du démantèlement de leur système et de la dictature du parti unique), par un dumping social et fiscal radical supposé les «moderniser» et démocratiser³⁴.

Le fait qu'un vocabulaire apologétique de ce type soit utilisé par Volodymyr Zelensky dans ses interventions devant le Parlement européen n'aide évidemment pas à convaincre les courants de gauche ayant déjà tendance à mettre l'Ukraine entre parenthèses dans leur approche de la guerre. Mais il faut à ce propos distinguer deux aspects: la dénonciation de la guerre néocoloniale de la Russie et la reconnaissance du droit de légitime défense du pays agressé ne dépendent pas de la nature de la direction de ce pays (et n'exige pas un pays «idéal»); mais nous sommes évidemment politiquement libres de décider de la façon dont nous exprimons notre solidarité.

34. En guise de contribution à ce débat, lire outre divers articles du *Monde diplomatique*, «Des privatisations forcées à la démocratie imposée: quels critères d'adhésion à l'Union européenne?», *Revue internationale et stratégique*, n° 47, 2002.

De ce point de vue, je m'inscris et propose de s'inscrire dans le cadre du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine³⁵ qui est doté de la plateforme suivante :

Nous, collectifs de mouvements sociaux, syndicats, organisations et partis, d'Europe de l'Est et de l'Ouest, opposé·es [...] à la guerre et à tous les néocolonialismes dans le monde, voulons construire un réseau par en bas, indépendant de tout gouvernement pour : 1. La défense d'une Ukraine indépendante et démocratique ! 2. Le retrait immédiat des troupes russes de tout le territoire ukrainien. L'arrêt de la menace nucléaire que constituent la mise en état d'alerte des armes nucléaires russes et le bombardement des centrales ukrainiennes ! 3. Le soutien à la résistance (armée et non armée) du peuple ukrainien dans sa diversité, en défense de son droit à l'autodétermination. 4. L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine ! 5. L'accueil sans discrimination de tous les réfugié·es d'Ukraine et d'ailleurs ! 6. Le soutien au mouvement anti-guerre et démocratique en Russie et la garantie du statut de réfugié·e politique aux opposant·es à Poutine et aux soldats russes qui désertent ! 7. La saisie des biens des membres du gouvernement, des hauts fonctionnaires et des oligarques russes en Europe et dans le monde ; et l'application des sanctions financières et économiques en protégeant les populations défavorisées de leurs effets.

Au-delà, nous luttons aussi, en lien avec les courants qui partagent ces objectifs en Ukraine et en Russie : 1. Pour un désarmement nucléaire global. Contre l'escalade militaire et la militarisation des esprits. 2. Pour le démantèlement des blocs militaires.

35. Voir son site, <https://ukraine-solidarity.eu/>, avec ses textes d'appui, ses campagnes (en diverses langues).

3. Pour que toute aide à l'Ukraine échappe à l'emprise et aux conditions d'austérité du FMI ou de l'UE. 4. Contre le productivisme, le militarisme et la concurrence impérialiste pour la puissance et le profit qui détruisent notre environnement et nos droits sociaux et démocratiques.

Comme l'indique le début de la plateforme, le réseau intègre organiquement (dans ses réunions, ses campagnes, ses débats) des composantes (associations, syndicalistes, partis) d'Europe de l'Est. En pratique, la priorité a été donnée aux liens avec l'ONG socialiste Sotsialnyi Rukh³⁶, des syndicalistes du Bélarus, et les composantes de la gauche russe (avec des campagnes solidaires envers ceux qui s'opposent à la guerre en Russie ou la fuient).

C'est dire que la lutte contre la guerre se combine avec plusieurs campagnes qu'il est possible de rejoindre : la demande d'annulation de la dette ukrainienne qui épargne les oligarques et permet au FMI d'exercer des pressions pour le démantèlement des services publics et la hausse des tarifs d'énergie ; mais aussi des campagnes syndicales contre les lois qui ont été proposées et finalement adoptées, exploitant le contexte de guerre pour démanteler les droits sociaux. On trouvera également sur le site l'analyse radicalement critique du projet «de reconstruction de l'Ukraine» préparé à la conférence de Lugano en juillet 2022 et tourné vers une exploitation de l'Ukraine désastreuse socialement et écologiquement subordonnée à la logique de profit.

«Est-ce que la gauche européenne devrait soutenir la demande d'adhésion de l'Ukraine à l'UE?», interroge un texte d'une activiste de Sotsialnyi

36. Sotsialny Rukh, «Qui sommes-nous?», <https://rev.org.ua/sotsialnyi-ruk-who-we-are/> et sur le site du réseau, les rapports de délégations qui se sont rendues en Ukraine pour rencontrer les activistes des mouvements sociaux et les textes de membres de SR.





Rukh (SR)³⁷. Elle répond positivement – y compris du point de vue collectif de son organisation – à cette question. Non sans analyse lucide de ce qu’est l’UE – et de ce qu’a été son effet dans ses périphéries de l’Est et du Sud. Elle écrit à ce sujet :

Nous pouvons tirer des enseignements de l’expérience d’autres pays d’Europe de l’Est et du Sud. La Pologne, la Slovaquie et d’autres pays de l’UE ont connu une libéralisation dans divers domaines, directement encouragée ou tolérée par l’UE. Dans de nombreux pays d’Europe orientale, la part des contrats à durée déterminée a augmenté dans les années 2000, tandis que les contrats à durée indéterminée sont devenus plus rares. Dans le même temps, des réformes ont été mises en œuvre pour faciliter le licenciement de travailleurs, par exemple, avec l’argument que cela conduirait à la création de nouveaux emplois. Ces évolutions se sont produites, bien qu’inégalement, dans tous les pays d’Europe de l’Est et ont été accélérées par des crises telles que la crise financière de 2008, qui a conduit à un approfondissement des politiques néolibérales dans l’UE et dans le monde. Il convient également de mentionner le rôle de la Banque centrale européenne dans la promotion du conservatisme budgétaire et ses conséquences sur le bien-être de la population, que nous avons pu observer dans l’exemple de la Grèce³⁸.

Dès lors pourquoi soutenir l’adhésion à l’UE ?

La question est en réalité dépassée, mais intéressante à discuter. Dépassée parce que la demande officielle d’adhésion a été déposée, et quatre mois plus tard, en juin 2022, les Vingt-sept ont accepté que l’Ukraine et la Moldavie soit officiellement candidates. Mais

la question demeure intéressante car le statut de « candidat » n’implique nullement l’adhésion réelle. Il ouvre un long processus de négociation, dont une partie des pays des Balkans ne sont toujours pas sortis depuis des années : de l’ancienne Yougoslavie, seules la Slovénie et la Croatie ont été intégrées. Toutes les autres républiques attendent l’achèvement du processus (et il est en partie sur une voie de garage pour la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo). Les représentants des Balkans de l’Ouest verraient bien mal une intégration de l’Ukraine plus rapide que pour eux.

La question réelle est donc celle des conditions d’intégration – qu’est-ce qui est « négocié » ? Et la gauche a-t-elle des campagnes solidaires à mener sur ce plan. Qu’en dit notre camarade ukrainienne ? D’une part, elle souligne qu’il est possible d’exploiter la solidarité exprimée envers l’Ukraine face à la guerre pour légitimer avec force des conditions spécifiques accordées au pays :

L’UE devrait admettre l’Ukraine dans des conditions qui garantissent la possibilité d’une reconstruction sociale et égalitaire et ne pas y créer d’obstacles. [...] Le droit européen de la concurrence et la restriction radicale des politiques protectionnistes créent des obstacles importants à une reconstruction sociale et progressive de l’Ukraine. Des exceptions à ces lois devraient donc être faites pour l’Ukraine. Ce ne serait pas le premier cas de ce genre. Des pays comme le Danemark ont même rejoint l’Union avec des conditions spéciales qui ont créé des exceptions à d’autres lois.

Elle souligne de plus que les politiques néolibérales ont été promues en Ukraine sans l’adhésion à l’UE – et notamment dans le cadre du « Partenariat oriental ». L’adhésion conférerait au moins des droits et ne serait pas pire que la périphérisation absolue sans droits.

37. Lire <https://ukraine-solidarity.eu/to-read/pour-la-reconstruction-dune-ukraine-dmocratique-indpendante-pluraliste-et-sociale>.

38. Olena Slobodian, « Should leftists campaign for Ukraine’s accession to the EU? », *ESSF*, 16 août 2022, traduction Catherine Samary.

Par ailleurs, dit-elle, pour le peuple ukrainien, «l'adhésion à l'UE revêt une grande importance symbolique – c'est le principal objectif de la politique étrangère du pays depuis 2014. S'y opposer serait très impopulaire et nécessiterait des alternatives équivalentes claires qui n'existent pas actuellement».

Elle estime que les droits européens sont dans certains domaines plus progressistes que ceux de l'Ukraine, et donc que l'intégration à l'UE favorise le combat pour des avancées sociales. Mais surtout :

L'intégration peut faciliter la mise en réseau d'organisations locales comme Sotsialnyi Rukh avec d'autres acteurs de gauche et conduire au développement de relations à long terme – ce qui, à son tour, peut garantir que l'attention portée aux problèmes en Ukraine ne reste pas liée aux événements de la crise.

En réalité c'est bien ce que la gauche européenne devrait construire – des liens européens avec les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans pour des campagnes en faveur de droits et d'objectifs communs. Et pour une mise à plat des conditions d'adhésion. Ce faisant, ce qui s'impose est un questionnement des traités existants, de leurs modifications en cours (sans processus constituant) et des politiques mises en œuvre face aux grandes crises imbriquées : environnementale, financière (depuis 2008, quelles transformations et fragilités bancaires) et politiques (effets de la guerre en cours).

L'aide à l'Ukraine n'implique pas la militarisation des budgets : pour une soumission des politiques budgétaires et militaires de chaque pays au contrôle des sociétés.

Il est essentiel de pouvoir à la fois défendre une politique solidaire avec la résistance (armée et non armée) de l'Ukraine face à une agression meurtrière néocoloniale, et de garder un jugement indépendant

et critique sur les politiques menées par nos gouvernements. J'ai cité explicitement la plateforme du Réseau européen solidarité Ukraine (RESU/ENSU). Je redis ses derniers points : 1. Pour un désarmement nucléaire global. Contre l'escalade militaire et la militarisation des esprits. 2. Pour le démantèlement des blocs militaires 3. Pour que toute aide à l'Ukraine échappe à l'emprise et aux conditions d'austérité du FMI ou de l'UE. 4. Contre le productivisme, le militarisme et la concurrence impérialiste pour la puissance et le profit qui détruisent notre environnement et nos droits sociaux et démocratiques.

Mais la façon de se battre sur ces objectifs impose de briser une approche «globalisante» et essentialiste de l'OTAN et des aides et de distinguer plusieurs enjeux qui devraient être débattus pour élaborer une plate-forme mondialisée «pour une paix juste et durable» :

1. L'OTAN aurait dû être dissoute avec le pacte de Varsovie en 1991. Son maintien et l'évolution de ses fonctions (d'une alliance défensive vers une Alliance offensive et intervenant n'importe où) ont été des processus ni transparents ni démocratiques. Le bilan de ses interventions devrait être fait dans chaque pays impliqué. Mais il en va de même de tous les pactes militaires : nous devons nous opposer aux logiques de partage des sphères d'influence appuyées sur des pactes permanents camouflant mal des rapports de domination.

2. Toutes les armées devraient retourner sur leur territoire d'origine et placées sous le contrôle des pays concernés. Ce qui permet d'ouvrir un processus concret de démilitarisation – et de jugement au cas par cas des aides militaires pour des causes jugées justes. Dans ce cadre, les forces armées d'un pays peuvent aussi être impliquées par un accord international dans une action de maintien de la



paix, hors de leur territoire – sous contrôle de l'ONU ou des pays concernés.

3. La guerre en Ukraine a été lancée par la Russie. L'aide à l'Ukraine ne transforme pas la guerre en guerre interimpérialiste. L'aide pour la défense à l'Ukraine est légitime et devrait rester soumise au contrôle de la population ukrainienne et de ses choix quant aux conditions de négociation.

4. Chaque population, dans chaque pays, devrait pouvoir contrôler ce que sont les budgets alloués réellement à l'Ukraine et à d'autres objectifs et conflits: un mouvement progressiste antiguerre mondialisé ne peut mettre sur le même plan guerre d'agression d'un pays dominant et guerre défensive d'un pays agressé. Une lutte juste – les armes à la main contre des agressions armées – doit être défendue, même si l'on reconnaît aussi l'objection de conscience et le choix possible de résistance non-violente. mais ce choix appartient aux personnes et aux peuples agressés.



La reconstitution d'un État et régime autocratique en Russie avec des dimensions interventionnistes militaires et impériales pose d'évidents problèmes de sécurité pour les pays proches de la Russie et les populations de la fédération susceptibles de se révolter contre des rapports de domination – comme ce fut le cas en Tchétchénie. Le fait que les pays concernés perçoivent (à tort ou à raison) l'OTAN comme un cadre protecteur rend impossible pour la gauche de se mobiliser pour la dissolution de l'OTAN, tant que cette situation de menace perdure venant de Russie. Mais cela ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire de critiquer les projets de l'OTAN et l'extension de ses budgets.

Des sanctions contre le régime poutinien aux politiques environnementales européennes

L'urgence climatique et la solidarité contre cette guerre devraient être combinées à notre critique de l'UE: le régime poutinien nourrit ses politiques agressives de la rente tirée des énergies fossiles. Les sanctions qui visent les importations russes doivent en même temps accélérer le processus de transition énergétique – et donc évidemment refuser l'augmentation de production d'énergies fossiles ailleurs, et en particulier le déploiement de production et distribution de gaz naturel liquéfié.

Cette politique impose en même temps la protection des droits sociaux et des emplois – impliquant un vaste projet pan-européen de planification des reconversions et des investissements dans les énergies renouvelables. Cela pourrait être adressé aux populations de l'ensemble des pays européens – y inclus de Russie, à la condition que la guerre cesse.

Utopie? Transformons cela en «utopie concrète». Et «s'ils ne nous permettent pas de rêver, débrouillons nous pour les empêcher de dormir»...

L'Irlande aux côtés du peuple ukrainien contre Poutine

BULLETIN INTERNATIONAL DE SINN FÉIN¹

En février, la présidente du Sinn Féin, Mary Lou McDonald TD, s'est adressée à des milliers de personnes rassemblées devant le GPO de Dublin pour marquer le premier anniversaire de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Solidaire du peuple ukrainien, la présidente du Sinn Féin a déclaré :

Pendant douze longs et douloureux mois, le courageux peuple ukrainien a résisté à l'invasion criminelle de la Russie en Ukraine, a résisté à l'invasion criminelle de leur patrie bien-aimée par la Russie.

L'Irlande se tient à leurs côtés contre l'attaque de Vladimir Poutine contre la souveraineté, l'autodétermination et le droit international.

Nous soutenons le droit de l'Ukraine à perdurer en tant que nation libre et pacifique.

Poutine doit comprendre que la communauté internationale restera unie à l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

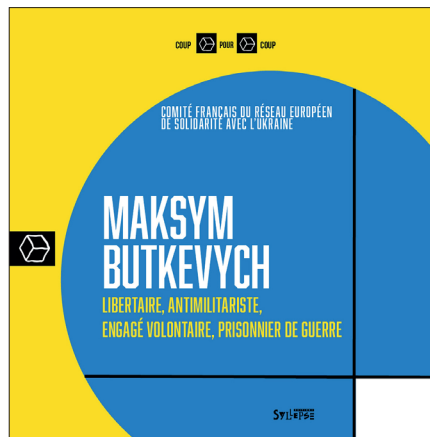
Il ne peut y avoir de victoire pour l'agression militaire russe contre la souveraineté ukrainienne.

Il n'y aura pas de victoire pour une puissance qui viole effrontément le droit international.

Poutine doit immédiatement retirer son armée et mettre fin à l'invasion.

Résolument opposée à l'invasion de Poutine, la communauté internationale et la diplomatie internationale doivent user de tous leurs moyens pour mettre fin à la guerre et entamer le chemin vers la paix.

Le chemin de la paix. Il doit s'agir d'une paix durable fondée sur les valeurs de la démocratie, de l'intégrité et de l'État de droit et de la primauté du droit international.



1. Avril 2023. www.sinnfein.ie.

Quelques questions et propositions (pour ceux qui veulent la paix)

BERNARD DRÉANO¹

Est-il temps d'appeler à des négociations? Et qui appellerait?

Le «plan de paix» en douze points annoncé par le leader chinois Xi Jinping et les déclarations du président brésilien Lula en route pour Pékin, suggérant aux Ukrainiens de «laisser tomber» la Crimée pour pouvoir négocier, annoncent-ils une «fenêtre d'opportunité» pour l'ouverture d'une forme de négociation concernant la guerre russe en Ukraine et le retour à la paix?

Gilbert Achcar considère que «la contribution de la Chine est indispensable pour un règlement pacifique de la guerre d'Ukraine²», car celle a souligné son attachement au principe de la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de tous les pays – donc en l'occurrence celle de l'Ukraine... et de la Chine³, et que la prolifération nucléaire doit être empêchée et la crise nucléaire évitée. Pour autant Xi Jinping a en même temps affirmé son

1. Membre de l'AEC et du Comité français du RESU.

2. Dans la revue progressiste américaine *The Nation*, repris dans *Contretemps* le 20 mars 2023.

3. En disant cela, la Chine pense évidemment aussi à Taïwan, considéré comme partie de la Chine, et bien sûr à ses provinces colonisées du Xinjiang et du Tibet.

amitié profonde envers la Russie de Poutine, tandis que ce dernier récusait le rôle de médiateur potentiel de son ami chinois⁴.

Si les Ukrainiens ont annoncé leur volonté de discuter avec les Chinois (un premier dialogue direct a eu lieu), les douze points chinois ne constituent en rien «un plan de paix», c'est-à-dire l'indication d'un chemin pour mettre fin au conflit, car la position chinoise esquivé le fait qu'il y a un agresseur et un agressé, que l'agresseur continue à dire que son but est la destruction de l'État Ukrainien et ne remet nullement en cause les annexions des territoires qu'il a proclamées. Les Ukrainiens considèrent, en bon droit, que tout processus de paix doit être fondé sur les dix points développés par Volodymyr Zelensky lors du G20 en Indonésie en novembre 2022 (dix points qui sont des étapes d'un processus)⁵.

Surtout, ni les uns ni les autres n'ont l'intention de faire quoi que ce soit avant les offensives ou contre-offensives de ce printemps et du début de l'été.

Renforcer cependant la diplomatie?

Une initiative chinoise ou sino-brésilienne, même émiratie-brésilienne, ou d'autres (Inde, Afrique du Sud, Vatican...) peut par contre aboutir à moyen terme à la mise en place d'une conférence permanente, probablement sous l'égide de l'ONU (ce qui

4. Poutine, si un jour il décide de «négocier», veut que ce soit avec les Américains, puisqu'il explique être en conflit avec eux et l'OTAN et que l'Ukraine «ne devrait pas exister».

5. Les dix points: 1° sécurité nucléaire, 2° sécurité alimentaire, 3° sécurité énergétique, 4° prisonniers et déportés, 5° intégrité territoriale, 6° retrait des troupes russes et fin des hostilités, 7° justice, 8° protection de l'environnement, 9° prévention de l'escalade, 10° confirmation de la fin de la guerre.



suppose l'accord du Conseil de sécurité). À ce stade, une telle conférence ne peut pas déboucher rapidement sur un « processus de paix », comme d'ailleurs cela a été le cas dans de nombreuses conférences du même type pour d'autres conflits (voir, récemment, l'échec de la conférence de Genève sur la Syrie), mais simplement en créant un lieu « où l'on se parle ».

La négociation pour mettre éventuellement fin à la guerre russe en Ukraine est une chose suffisamment importante pour que les puissances mondiales considèrent qu'elles ont leur mot à dire, surtout si l'on veut créer les conditions d'une sécurité pour l'avenir. Mais aucune négociation ne peut se faire sans les principaux intéressés, les agressés Ukrainiens et l'agresseur russe. Une négociation États-Unis-Russie (ou OTAN-Russie, ou Chine/États-Unis/Russie) par-dessus les Ukrainiens n'aboutirait, dans aucune configuration, à une paix durable.

Malheureusement le temps, en ce printemps 2022 n'est pas (pas encore) à la diplomatie. Certes comme l'ont dit un certain nombre de personnalités (*Le Monde*, 20 mars 2022), il ne faut pas avoir « la naïveté et l'imprudence de croire que les armes suffiront à apporter la solution », mais que nous demandent-ils en disant « renforçons la diplomatie » ?

Cesser le feu en désarmant l'Ukraine et puis négocier ?

De nombreux mouvements dits de la paix appellent aujourd'hui à un cessez-le-feu préalable à ce qu'ils pensent être une « négociation », (une conférence internationale?). Ces mouvements ne se donnent aucun moyen d'y parvenir puisque, dans leur immense majorité, ils ne font aucune pression, même symbolique, sur l'agresseur poutinien et que leur demande se traduit concrètement par une seule

revendication : ne pas donner à l'agressé les moyens de se défendre en bloquant les livraisons d'armes et de munitions.

C'est le cas, par exemple, de la déclaration « Oser la paix ! », lancée par le Mouvement de la paix en France, ou, plus important, du Manifeste pour la paix (*Manifest für Frieden*)⁶ lancé en Allemagne en février 2022. On retrouve des positions similaires dans des mouvements italiens, espagnols, britanniques, nord-américains... Le Plaidoyer pour des négociations de paix de Jürgen Habermas, même s'il souligne la responsabilité de Poutine dans la guerre, revient à défendre le même type de position.

Aux « pacifistes » qui croient sincèrement que l'enchaînement non-livraison d'armes/cessez-le-feu/négociation va permettre d'alléger les souffrances des peuples, bien réelles par ailleurs, et d'enclencher un processus vertueux vers la paix, nous devons dire qu'au contraire, c'est, aujourd'hui, un discours qui profite à l'agresseur, et ne l'incite nullement à négocier.

Conjurer à tout prix la menace nucléaire ?

Depuis février 2022, les dirigeants russes agitent la menace de frappes nucléaires. Cette rhétorique sur la menace nucléaire vise principalement les opinions publiques de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord ou du Japon. Et n'a pour but de préparer une éventuelle attaque nucléaire, encore moins bien entendu de renforcer le mouvement mondial pour le

6. Ce manifeste a été lancé par Sahra Wagenknecht, députée du parti Die Linke (elle est en rupture avec la majorité du parti), adepte de positions tendant vers le national-populiste, notamment vis-à-vis des immigrés, et Alice Schwarzer, fondatrice du magazine féministe *Emma*, « papesse » d'un certain féminisme.



désarmement nucléaire, mais d'intensifier les mobilisations contre la fourniture d'armes à l'Ukraine dans les pays qui fournissent ces armes, puisque, dans le narratif poutinien, armer l'Ukraine, c'est entretenir l'escalade qui va inéluctablement, dès demain, conduire à la guerre nucléaire (les manifestants «anti-guerre» semblant ignorer que cette menace n'est faite que par Poutine). Une menace nucléaire, non pas pour faire peur à l'OTAN mais pour pousser les mouvements qui s'opposent en Occident à l'armement de l'Ukraine!

Et d'ailleurs toutes les manifestations «anti-guerre» – en pratique contre l'armement de l'Ukraine – sont présentées par les médias officiels russes comme autant de soutiens du mouvement pour la paix à leur «juste lutte».

Cela signifie-t-il que les questions d'«engrenage», d'«escalade», de militarisation ne se posent pas? Nous allons y revenir...



La justice condition de la paix durable

C'est le 7^e point du plan de paix ukrainien en dix points. La nécessité, pour une paix durable, que les crimes soient établis et jugés. D'abord le crime d'agression, violation de la charte des Nations unies, mais aussi de la charte de l'OSCE⁷ et des traités signés par la Fédération de Russie garantissant les frontières de l'Ukraine⁸. Il s'agit ensuite de la poursuite des auteurs de crimes de guerres et crimes contre l'humanité. L'Ukraine demande la constitution d'un

7. Charte de Paris pour une nouvelle Europe (1990) complétée par la Charte pour la sécurité européenne de 1999.

8. Mémoire de Budapest concernant les armes nucléaires (1994) et accords sur le stationnement de la flotte russe de la mer Noire (1997 et 2010).

«tribunal spécial» à ce sujet tout en laissant la Cour pénale internationale (CPI), qui s'est autosaisie, enquêter sur son territoire. L'Ukraine, signataire du statut de Rome de la CPI ne l'a pas ratifié, mais la CPI a émis un mandat d'arrêt contre Poutine...

Un «tribunal spécial» plutôt que la CPI? Il est probable que la non-ratification est le résultat de pressions (les Américains, notamment, qui n'ont pas ratifié non plus, et cherchent à saboter la Cour)⁹. Le Statut de Rome est une avancée majeure du droit international, l'Ukraine devrait le ratifier et la CPI, fonctionner¹⁰.

La justice doit suivre son cours, indépendamment des négociations militaires et politiques éventuelles. La Cour internationale de justice de La Haye, organe judiciaire des Nations unies, qui juge les États, a ordonné à la Russie de «cesser immédiatement ses opérations militaires en Ukraine» (décision du 16 mars 2022), mais, faute d'accord du Conseil de sécurité, elle n'a aucun moyen de faire appliquer

9. Les Américains veulent éviter à tout prix que des responsables politiques ou militaires américains puissent être traduits devant la CPI et donc limiter son champ d'action ou ses mécanismes. Rappelons que si 123 pays sont parties au statut de Rome dont ceux de l'Union européenne, ainsi que de nombreux pays d'Amérique latine, ce n'est pas le cas des pays arabes (sauf la Palestine), et de la plupart des pays africains, que les États-Unis, la Russie, l'Iran, la Syrie, Israël, etc. ont signé mais pas ratifié et que la Chine, l'Inde, l'Arabie saoudite, la Turquie, etc. n'ont pas signé.

10. Si le statut de Rome est un vrai acquis du droit international, en particulier par sa caractérisation précise des crimes dont la CPI a à connaître, la pratique de la CPI n'est pas sans poser quelques problèmes: non seulement les procédures sont à la fois confuses et complexes, mais elle a souvent été critiquée pour des incriminations orientées essentiellement contre des individus (africains en majorité) non soutenus par les Occidentaux, et jamais contre des Occidentaux ou leurs alliés. L'accusation de la CPI contre Vladimir Poutine est jugée par certains comme relevant de cette attitude «borgne» (tandis que par exemple on ne met jamais en cause les dirigeants israéliens).

cette décision. La CPI, en fonction depuis 2002, juge les individus et n'a donc pas ces blocages.

La partition, la fausse « solution » ni juste, ni durable

Une idée très répandue, tant dans les mouvements que dans les chancelleries et que, une fois les offensives de printemps-été 2023 passées, le conflit armé se stabilisera avec une partition de fait, une partie du territoire internationalement reconnu comme ukrainien restant sous contrôle russe : un « conflit gelé » qui vaut mieux qu'une guerre avec risque d'extension, et qui pourrait un jour déboucher sur une nouvelle situation. « Geler le conflit » (dans le seul Donbass) et entamer un processus de désescalade, c'était le but de l'accord de Minsk 2 en 2015 qui n'a débouché sur rien et a été définitivement jeté à la poubelle par Vladimir Poutine avant même son offensive de février 2022. Entériner *de facto* une partition, c'est créer pour l'Ukraine une « Alsace-Lorraine¹¹ », avec en Ukraine des millions de réfugiés des régions perdues (Crimée comprise) et aucun gouvernement ukrainien en mesure d'accepter *de jure* cette partition : bref, plus qu'une « situation coréenne¹² », un intermède avant une nouvelle guerre chaude à brève échéance...

Les questions des conditions de retour des réfugiés, de consultation des populations et de statuts des territoires, peuvent faire l'objet de négociation mais supposent le départ des troupes russes d'occupation

11. Quand la France de Thiers accepte l'annexion de l'Alsace et de la moitié de la Lorraine (deux régions largement germanophones dans les campagnes), elle le fait *de jure*, par le traité de Francfort de mai 1871, après une guerre perdue et pendant l'écrasement de la Commune. Ensuite la « revanche » a dominé la politique française pendant une génération.

12. Les Corées du Nord et du Sud sont toujours juridiquement en état de guerre depuis l'armistice de Panmunjeon de 1953.

et l'annulation des procédures d'annexion de la Fédération de Russie.

Ne pas sous-estimer le problème de la militarisation et des politiques de sécuritisation

Si la demande des « pacifistes » de désarmer l'Ukraine et/ou de céder au chantage nucléaire poustinien est éminemment dangereuse, la question de la militarisation n'est pas du tout anodine.

La relance de la course aux armements a commencé bien avant l'actuelle agression russe, même avant la guerre dans le Donbass et l'annexion russe de la Crimée en 2014. Elle est nourrie par deux phénomènes distincts.

1) Une perception généralisée d'une montée multiforme des menaces, en tout cas depuis la crise financière mondiale de 2008-2009 :

- l'insécurité « terroriste », (qui a touché l'Occident mais surtout de manière massive des pays musulmans) ;
- l'insécurité sociale et politique, due à la gestion néolibérale du monde, facteur d'inégalités croissantes, et les dislocations sociopolitiques qui en résultent ;
- l'insécurité climatique et plus généralement environnementale, facteur d'instabilité, potentiellement belligène principal à l'échelle mondiale identifié comme tel par le Département de la défense des États-Unis des 2007¹³.

2) Une crise « géopolitique » marquée par le déclin de l'hégémonie de l'impérialisme occidental à dominante états-unienne, la montée de la Chine,

13. *The Age of Consequences? The Foreign Policy and National Security Implication of Global Climate change*, CSIS, 2007



l'autonomisation des acteurs régionaux et des puissances moyennes, ce qui entraîne des réactions et confrontations.

Dans cette situation, tous les États répondent par des politiques de «sécuritisation», consistant à considérer que les divers problèmes doivent d'abord faire l'objet de réponses «sécuritaires» (réglementaires, policières, militaires). La guerre russe en Ukraine ne fait qu'amplifier le phénomène en particulier dans sa dimension militaire, tout comme l'antagonisme sino-américain.

Soutenir la résistance armée et non armée du peuple ukrainien contre l'agression russe ne signifie pas que nous devons *ipso facto* soutenir les politiques de sécuritisation et de militarisation de chaque pays, à commencer par le nôtre.

Quelle logique de défense avec quels moyens militaires et pour quels objectifs? Débat urgent alors que s'annonce en France l'adoption de la loi de programmation militaire 2024-2030. Et que fait-on à l'échelle européenne, celle de l'UE – et quelles propositions les élections au Parlement européen en 2024, celle de l'Alliance atlantique et son bras opérationnel l'OTAN, quel bilan faut-il tirer des vingt dernières années, des derniers mois, des nouvelles propositions depuis le sommet de Madrid en 2022, et bien entendu de la dimension mondiale (africaine, méditerranéenne, indo-pacifique)? Avant d'envisager une nouvelle architecture politique et institutionnelle de la sécurité en Europe (sans OTAN?) demain. Autant de questions qui dépassent le RESU mais nous concernent dans toutes nos organisations.



Plus que jamais soutenir les progressistes ukrainiens

Bien entendu l'Ukraine n'est pas, et n'a jamais été depuis 1991 ou depuis 2014 un «État nazi» comme le disent les poutiniens et leurs amis, l'extrême droite proprement dite n'y est, électoralement parlant, que quantité marginale, contrairement à la Russie ou elle est au pouvoir. Cependant la droite néolibérale et/ou conservatrice est, politiquement et culturellement, dominante. L'agression russe a depuis 2014 et plus encore depuis février 2022, provoqué une vague bien compréhensible de patriotisme ukrainien, y compris parmi la majorité de la population ukrainienne russo-phonie, et certaines tendances chauvines proprement antirusse (et non simplement anti-Poutine) se manifestent y compris institutionnellement (loi de censure de la recherche).

La majorité parlementaire de droite a pu faire voter au Parlement ukrainien des lois antisociales. Les choix stratégiques qui s'annoncent en économie et pour la reconstruction sont inquiétants, tant ils sont inspirés par les modèles néolibéraux et anti-écologistes. Mais même si, compte tenu de l'état de guerre, les libertés sont limitées, l'Ukraine reste fondamentalement démocratique – surtout si on compare à la Russie voisine; cependant certaines mesures sont critiquables, par exemple, la suspension de la loi sur l'objection de conscience¹⁴.

Les mouvements progressistes ukrainiens sont divers mais tous participent à l'effort de résistance

14. Cette loi «suspendue pour cause de guerre» n'acceptait l'objection de conscience que pour les adeptes de certaines religions. La loi russe sur l'objection de 2004 est théoriquement toujours en vigueur mais totalement bafouée. Rappelons que le droit à l'objection est garanti par les textes européens, et que le premier pays à avoir légalisé l'objection l'a fait en pleine guerre (le Royaume-Uni en 1916).

armée et non armée du peuple ukrainien face à l'agression, et tous critiquent en même temps tout ou partie des projets et mesures régressives évoqués ci-dessus. Ils ont tous un handicap, la faiblesse, voire l'absence, de soutien de leurs homologues d'Europe et du monde (qui va dans certains cas jusqu'au rejet) qui permet aux droites ukrainiennes d'expliquer que globalement les «gauches» sont anti-ukrainiennes par nature, d'autant que les notions telles que «gauche», «socialisme», «marxisme», etc. sont souvent identifiées à l'ancien régime soviétique ou aux fractions supposées pro-russes dans l'Ukraine des premières années de l'indépendance.

Ce que nous appelons progressistes ukrainiens sont des groupes politiques, qui se réclament du socialisme ou de l'anarchisme, dont nos camarades de Sotsialnyi Rukh, des syndicalistes de la FPU et surtout de la KVPU, des féministes, des antifascistes, des mouvements LGBTQ+, des écologistes, des défenseurs des droits civiques et sociaux dont le Centre des libertés civiles (prix Nobel) ou Vostok SOS, des groupes culturels et artistiques, médias, revues, éditeurs. À cela il faut ajouter nombre d'initiatives locales auto-gérées, pour la solidarité humanitaire et la vie locale, le contrôle de l'affectation des aides, etc.

Plus que jamais soutenir les antiguerre russes

L'évolution de la situation dépend beaucoup de ce qui se passe, et va se passer en Russie. Lors du déclenchement de son «opération spéciale» Vladimir Poutine insistait sur la nécessité urgente de «dénazifier l'Ukraine» et «sauver les russophones menacés de génocide». L'échec de son offensive et la guerre prolongée le conduisent à modifier les raisons données pour faire la guerre en insistant de plus en plus

sur la nécessité de «sauver la Russie» face à l'Occident avide et accessoirement «sataniste».

Les protestations, relativement nombreuses qui ont existé en Russie sur le thème *Niet Voyné* («Non à la guerre») ont été assez vite étouffées, elles étaient principalement le fait de couches moyennes urbaines des grandes villes, d'élites intellectuelles et techniques et d'une partie de la jeunesse. La première vague de conscription partielle en septembre 2022 a provoqué une vague d'évitements. Tout cela a entraîné le départ de centaines de milliers de personnes du pays.

Parallèlement, le régime a constamment renforcé ses moyens répressifs et sa propagande, tandis qu'une autre fraction des couches moyennes urbaines adhérerait au discours nationaliste et guerrier (et certains groupes ou clans faisant la surenchère guerrière). La guerre d'agression n'était pas populaire pour une majorité des Russes mais une grande partie d'entre eux s'inquiète maintenant de la catastrophe que pourrait entraîner une défaite de la Russie.

Comment, dans ces conditions, celle de la répression de plus en plus violente et d'un conflit qui dure, s'opposer au régime et s'opposer à la guerre? Comment pour les opposants contraints à l'exil, s'organiser et comment entretenir des rapports avec l'intérieur? Le tout dans un climat de division, de confusion et d'incertitude.

Le fait est de plus que le soutien international aux opposants antiguerre en Russie, ceux de l'intérieur comme ceux de l'extérieur, est assez limité, quantitativement et qualitativement

Il faut prendre en compte la diversité des Russes antiguerre, dénoncer la répression contre tous les citoyens de la Fédération de Russie qui s'opposent à Poutine et à la guerre quelle que soient leurs



positions idéologiques et politiques, leurs origines et nationalités.

Mais nous avons un devoir particulier de solidarité active avec ceux que nous considérons comme des progressistes, tout en tenant compte de leurs diversités, générationnelles et sociales, de leur division, de leurs évolutions – récentes et en cours, nous devons mieux les connaître, partager leurs expériences. Qu’il s’agisse des groupes qui se réclament de la gauche socialiste ou anarchiste, des défenseurs des droits civiques et humains, de démocrates-libéraux, des milieux culturels, des minorités nationales, etc.

Des actions communes et solidaires



Après plus d’un an d’existence le Comité français du RESU et le RESU/ENSU à l’échelle européenne et maintenant extra-européenne, les Amériques, l’Asie de l’Est et le Pacifique, certains pays africains et arabes (il faut donc parler d’INSU) sont, malgré leurs limites, des réussites.

En France, le comité a fait preuve d’une certaine efficacité, réussi quelques actions symboliques, une articulation (et contribution) à des actions de solidarité sectorielles avec des Ukrainiens, parfois des Russes et Bélarus (syndicales, en particulier, mais aussi féministes, mais pas suffisamment pour les écologistes, les étudiants...).

Sur le plan international, le réseau a construit une relation forte avec Sotsialnyi Rukh – et aussi un peu avec d’autres Ukrainiens. Né au départ dans quelques pays européens, avec notamment la contribution importante des camarades polonais de Razem, il s’est depuis développé et continue à la faire.

Dans la constitution d’un front large de solidarité avec la résistance du peuple ukrainien et avec

les Russes antiguerre, le Comité français du RESU est parvenu à tisser des liens de confiance avec des organisations représentant les Ukrainiens en France (Union des Ukrainiens de France) et des Russes anti-Poutine (Russie-Libertés). Nos liens avec les progressistes ukrainiens sont établis, même s’ils sont peu nombreux en France, nos liens avec les divers groupes plus ou moins progressistes russes en construction – ces groupes le sont largement eux-mêmes.

La reconnaissance syndicale (et une certaine mobilisation) est réelle. Par contre, nous n’avons que peu progressé du côté des gauches françaises (et *a fortiori* internationales) et des mouvements associatifs et ONG. Les raisons en sont les positions «campistes» (moins fortes pourtant en France que dans d’autres pays d’Europe), le «pacifisme abstrait» et peut être encore plus les attitudes d’«évitants» (toutes ces institutions, organisations, mouvements qui «évitent» de se prononcer clairement et plus encore d’agir, en dehors de la seule dimension d’accueil des réfugiés).

Faire face à la dangereuse fracture mondiale

La Russie et la Chine, chacune à leur manière, ont marqué des points en termes de diplomatie et d’influence dans le monde. L’arrogance des Occidentaux et la persistance du «deux poids deux mesures» qu’ils pratiquent, et pas seulement les Américains, expliquent en grande partie les réactions de nombre de pays du Sud. Comme le social-démocrate et ancien ministre britannique David Milliband le souligne, les raisons qui conduisent les pays du Sud à ne pas suivre l’Occident dans son soutien à l’Ukraine, notamment le ressentiment des agressions occidentales passées, récentes ou même en cours (Palestine). «Mais la

méfiance à soutenir l'Ukraine ne doit pas occulter un problème plus important, ajoute Milliband, depuis la crise financière de 2008, l'Occident n'a pas réussi à montrer qu'il est disposé ou capable de faire avancer un marché économique mondial plus équitable et durable ou de développer les institutions politiques appropriées pour gérer un monde multipolaire. Cet échec revient maintenant à la maison¹⁵.» La présentation d'un conflit qui opposerait «les démocraties aux autocraties» est perçue de nombreux peuples du monde comme un «narratif» hypocrite.

À cela s'ajoute le «campisme» de la majorité des gauches, en Afrique, dans le monde arabe, en Asie, aux Amériques du Nord et du Sud et même en Europe, même si la situation n'est pas exactement similaire dans diverses régions, l'ignorance généralisée de la situation réelle de l'Ukraine, et totale de la gauche ukrainienne

Les progressistes français, dont les membres du RESU-France, ont la possibilité d'entrer en contact avec certains courants progressistes et altermondialistes par leurs liens historiques et politiques, par la présence chez nous d'organisations liées à divers pays. L'ENSU a commencé à organiser des débats avec des militants d'Amérique latine, d'Asie orientale, du Pacifique... Nous pouvons contribuer à faire de même avec des Africains et des Arabes, notamment.

Des axes de travail (entre autres)

Nous devons prolonger notre effort dans trois directions.

D'une part, essayer de structurer des groupes RESU ou de ce type d'alliance au-delà des quelques villes où il en existe, compte tenu de la réalité d'un certain soutien aux Ukrainiens dans de nombreuses

régions françaises (même si cette solidarité se manifeste moins souvent et moins explicitement que ce qui s'était passé lors de la guerre en Bosnie, ou plus anciennement lors des comités Chili)

D'autre part, approfondir le débat avec les militants de gauche, insoumis, communistes, Verts et autres, qui partagent tout ou partie de nos analyses, et pensent, comme Clémentine Autain, qu'il faut que «Poutine abandonne sa guerre en Ukraine¹⁶».

Enfin, débattre avec des milieux associatifs qui restent trop souvent «évitants» (y compris dans des associations qui avaient cofondé le Collectif de solidarité Ukraine CSU, membres du CRID comme la Ligue des droits de l'homme ou le CCFD Terre solidaire), avec les groupes et mouvements culturels déjà mobilisés dans leur champ particulier, et les certains courants se réclamant de la non-violence et de la paix, ou du soutien aux réfractaires et objecteurs (russes en priorité) et qui ne confondent pas agresseurs et agressés et ne se contentent pas de déclarations pacifistes abstraites (il faut souligner de ce point de vue le travail fait par le centre non-violent barcelonais Novact).

Enfin, nous devons valoriser les outils dont nous disposons déjà, à commencer par le travail éditorial considérable réalisé par les éditions Syllepse et ses Brigades éditoriales de solidarité, et aussi par d'autres tant en matière de publications que d'actions culturelles.

1^{er} mai 2023



15. www.foreignaffairs.com/ukraine/world-beyond-ukraine-russia-west

16. Tribune dans le *Journal du Dimanche*, 24 février 2023.

HUMEURS

La FSM, un syndicalisme poutinien

ANTOINE RABADAN¹

La FSM appelle à la mobilisation internationale des peuples le 1^{er} Mai pour la défense de leurs droits et revendications. Pour aussi refuser de payer le prix des guerres, comme celle qui a lieu en Ukraine. Or c'est en abordant cette question que se dérègle l'appel généreux dans son esprit mais se révélant être une rhétorique confusionniste et peu reluisante internationalistement parlant.

Le secrétariat de la Fédération syndicale mondiale (FSM) a publié un communiqué de mobilisation internationale pour le 1^{er} Mai particulièrement révélateur de son orientation générale inscrite dans la lignée de ce qu'elle était au temps où elle était inféodée à l'URSS stalinienne².

Je m'arrêterai sur les quelques mots que consacre ce communiqué à la guerre en Ukraine et ce qu'il en ressort de l'anti-impérialisme revendiqué par ailleurs, car il s'y révèle le noyau dur d'un positionnement de fond que tend à brouiller l'ensemble du texte en ses phrases ronflantes de rhétorique sur l'internationalisme et la solidarité de classe. Internationalisme et solidarité de classe dont on vérifie vite que les Ukrainien·nes soumis à la terrible guerre du satrape

1. Blogueur anti-impérialiste solidaire des Ukrainien·nes comme de tous les peuples en lutte, www.facebook.com/antoine.de.montpellier.

2. www.wftucentral.org/declaration-de-la-fsm-sur-le-1er-mai-2023/?lang=fr

de Moscou n'ont tout simplement pas droit! Par où s'affirme la continuité de la fidélité de cette organisation syndicale à la Russie des temps « communistes » (dit plus justement, staliniens) dans la discontinuité d'une allégeance à une Russie ayant basculé dans la logique d'un capitalisme brutal, mafieux, néofasciste et impérialiste ayant conservé, pour ses propres fins, le modèle répressif et dictatorial antérieur.

Les quelques mots lourds de sens, malgré l'ambiguë syntaxe portant sur l'Ukraine de ce communiqué, qui attestent cette paradoxale continuité assumée par cette internationale intégrant des syndicats liés à diverses dictatures du monde et à laquelle sont affiliées certaines fédérations CGT, sont les suivants: « *La bourgeoisie veut que la classe ouvrière paie le prix de la guerre impérialiste des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE avec la Russie en Ukraine.* » Disons-le, ce « avec » est magnifique de funambulisme hyper acrobatique, en clair, d'un confusionnisme de haute intensité: il évacue le trop frontal « contre la Russie » mais ne trompe que les naïfs. On aurait pu (naïvement aussi?) s'attendre à lire « *la guerre impérialiste de la Russie contre l'Ukraine* » mais d'impérialisme il n'y a, pour ces gens, il faut s'y faire, que celui des États-Unis, de l'OTAN et de l'UE. De fait cette syntaxe délibérément tordue évite de caractériser la Russie comme impérialiste, de désigner ce qui se passe en Ukraine comme l'invasion impérialiste par là même et, si l'on pousse le bouchon élucidateur plus loin, de caractériser le rôle desdits impérialismes occidentaux d'être le soutien militaire et politique nécessaire – ne nous en déplaise, mais sans que cela signifie s'aligner sur eux – à la défense de l'Ukraine pour éviter le pire, d'être annexée et dominée sans plus de procès par son agresseur impérialiste. Ce prix terrifiant que paye actuellement le peuple ukrainien n'émeut visiblement pas ce syndicalisme si tonitruant



par ailleurs dans sa dénonciation du prix en termes de misères que fait payer le capitalisme impérialiste mondial (sauf le russe) aux peuples du monde (sauf l'ukrainien).

Cette continuité de la FSM avec son passé est, pour l'essentiel, celle d'un anti-impérialisme à géométrie variable empêtré dans ce qui a pu être appelé un «campisme», érigeant hier un État postulé anti-impérialiste (l'URSS stalinienne) et, aujourd'hui un État non reconnu impérialiste (la Russie de Poutine) à défendre dans le premier cas, à... comprendre dans sa légitimité à se défendre, dans le second cas, contre le seul impérialisme ayant résisté au temps, l'occidental. La mystification est tellement stupéfiante que, au moins pour l'occasion d'un 1^{er} Mai fétichisé comme l'essence même de l'unité anti-impérialiste des peuples, ce communiqué fait profil bas sur la guerre en Ukraine mais en en suggérant de biais l'essentiel pour ses auteurs, l'exonération de la Russie de Poutine de toute responsabilité dans les horreurs de la guerre. Tout juste reprend-il la contre-vérité flagrante selon laquelle celle-ci serait imputable, en première instance – mais on comprend bien qu'il n'y a guère de seconde instance – à un impérialisme occidental dont tout analyste sérieux sait pourtant qu'il a été aux abonnés absents devant l'effroyable guerre menée par la Russie, en Syrie en soutien du sanglant dictateur en place pour le sauver d'une printanière révolution populaire en développement, comme il s'est désintéressé de ce que la même Russie a fait en Géorgie, sans parler de l'annexion pure et simple de la Crimée. On a connu les États-Unis et l'Otan plus suractifs! Ces opérations militaires, ne l'oublions pas, se sont développées, sans plus de réactions desdits États occidentaux, sur fond d'une stratégie de «*sharp power*» (pouvoir pointu, piquant, tranchant) qui «perce, pénètre et perfore



l'environnement politique et informationnel des pays cibles [«occidentaux»]. À la différence du *soft power*, qui sert avant tout à attirer et influencer [pensons au rôle joué hors de la Russie par le média *Russia Today* ou l'agence de presse Sputnik ou encore «l'usine à trolls de Saint-Petersbourg»], le *sharp power* russe est constitué d'«actions informationnelles subversives» dont l'objectif est de «tromper, désinformer, semer la confusion ou encore diviser³».

Pour ancrer dans nos esprits la réalité alternative concernant la Russie et les rapports internationaux percutés par cette guerre, la FSM comme certaines gauches internationales, en arrivent à faire de la fourniture d'armes obtenue par l'Ukraine l'alpha et l'oméga du cours militariste des États occidentaux face auquel le pauvre État russe n'a eu d'autre recours que de prendre les devants en attaquant l'Ukraine. Où comment la réalité alternative se nourrit des inversions élémentaires des temps et des données: les États-Unis, dans la logique non-interventionniste passée face à la Russie, avaient bien d'autres chats à fouetter du côté de l'Indo-Pacifique que de se mobiliser pour une Ukraine qu'ils pensaient condamnée à tomber dans l'escarcelle poutinienne. Mais voilà – et c'est très significatif qu'une confédération syndicale mondiale s'autoproclamant défenseur de la veuve et l'orphelin contre le monstre capitaliste ne le voit pas –, les Ukrainien·nes n'ont pas fait déjouer, par leur vaillante résistance initiale, les seuls plans de l'État ennemi agresseur, mais aussi ceux de l'État ami pensant pouvoir la jouer beau geste à l'économie (l'exfiltration prévue de Zelensky et puis basta, tant pis pour le bon peuple!) sur son investissement amical avec la veuve et l'orphelin d'Ukraine. La main

3. Lukas Aubin, *Géopolitique de la Russie*, Paris, La Découverte, 2022, p. 131.

forcée par les locaux, l'impérialiste US a pourtant vite saisi l'aubaine offerte par le prétentieux chef du Kremlin déboulonné par un petit peuple de son piédestal de Grand Stratège politico-militaire : l'occasion était trop belle, malgré le contretemps induit pour l'effort militaire prévu du côté de la Chine, de s'afficher en grand défenseur des valeurs de la démocratie occidentale en profitant du violentissime repoussoir « asiatique » (!), par lequel se donnait à voir la Russie, mais aussi en se gagnant une ferme hégémonie politique et militaire, jusque-là assez fragile, sur l'UE, particulièrement en s'appuyant sur les peuples et les États de l'aire ex-soviétique qui voient dans ce que subit l'Ukraine le sort qui les attend tout prochainement. Inquiétude partagée par des pays comme la Suède ou la Finlande. Ou comment les États-Unis disent merci au faux cynique/hypocrite, vrai loser mais tellement meurtrier, russe !

Pour en finir avec ce triste communiqué syndical perclus d'un épouvantable unilatéralisme analytique à propos d'une des guerres les plus monstrueuses depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, revenons sur ce qu'un passé, faisant retour au présent, sans s'y confondre pleinement, du côté de l'Est européen, peut nous aider à mettre au clair ce que le syndicalisme et les gauches campistes brouillent, favorisant par là, avec quelle inconscience, la survenue d'authentiques crimes de masse. Interrogeons les argumentations fallacieuses des susdits sur, par exemple, la nécessité absolue de la paix à n'importe quel prix, y compris le prix du désarmement de peuples en lutte pour ne pas être plus massacrés qu'ils ne le sont ! En corollaire : au prix d'offrir ces peuples à la domination exponentielle, néofasciste dans le cas de la Russie poutinienne, de leur agresseur, lequel agresseur ne pourrait voir dans cette offrande qu'une invitation à remettre ça !

Demander que le peuple ukrainien reçoive les armes pour se défendre là où elles se trouvent, c'est-à-dire principalement aux États-Unis, ne rappelle-t-il pas, toutes choses égales par ailleurs, ce que tout internationaliste conséquent en 1936 en Espagne et ses soutiens internationalistes étrangers également conséquents attendaient et qui ne vint hélas pas au grand bonheur de Franco et de ses alliés Hitler et Mussolini, à savoir des armes des impérialismes anglais, américains (ou même français certes sous gouvernement de Front Populaire mais impérialiste en tout état de cause) ? Il ne serait venu à personne de sérieusement favorable à l'émancipation des peuples de s'opposer à des fournitures d'armes... impérialistes à l'Espagne antifasciste.

On pourrait aussi penser, au spectacle actuel d'une partie de l'extrême gauche pacifiste campiste, parfois sans se l'avouer (accablant syndrome du déni), à quel farfêlu « internationaliste », par ailleurs révolutionnaire anticapitaliste, il serait venu l'idée de s'opposer à l'entrée en guerre des États-Unis comme aux mouvements de la Résistance, pour contrer Hitler, en pratiquant, sur le mode « ni Daladier ni Hitler », un défaitisme révolutionnaire né lors de la Première Guerre mondiale mais dont Trotsky, pour nous en tenir à lui, confronté à la marche fasciste (phénomène nouveau) vers la nouvelle guerre mondiale, s'éloigna. En conservant la perspective révolutionnaire mais adaptée aux circonstances induites par l'émergence des fascismes et des conséquences toujours plus mortifères qui s'annonçaient pour les peuples s'ils l'emportaient !

C'est d'ailleurs, ironie de l'histoire à méditer par nos « pacifistes » si spéciaux, le Premier ministre anglais Chamberlain, un conservateur bon teint, qui, dans les années 1930, symbolisa l'idée, si fortement avancée aujourd'hui par ce syndicalisme de la FSM et la





gauche campiste qui lui est proche, d'éviter à tout prix (c'est-à-dire alors au prix de l'abandon à Hitler, après celui de l'Autriche - *Anschluss* de mars 1938 - de la Tchécoslovaquie - accords de Munich six mois après - et très vite de la Pologne... de conserve avec l'URSS) la guerre mondiale qui menaçait et ne tardait pas, malgré ces capitulations, à arriver dans les meilleures conditions pour Hitler. Alors bien sûr, Poutine n'est pas Hitler mais il est - et cela devrait être un grave problème - un totalitaire néofasciste mafieux qui voudrait recomposer et cherche à recomposer, à sa mesure et à coups de massacres de peuples, l'ordre international alors que, dans la foulée ukrainienne, il ne fait que se vassaliser à celle qui serait vraiment en mesure de procéder à cette recomposition, la Chine évidemment, attentive à tirer les leçons des échecs militaires russes, avec sa visée sur Taïwan. Laquelle Taïwan pourrait bien être, suite à l'ouverture de la boîte de Pandore des guerres d'annexion par Poutine, l'épicentre des tensions les plus dangereuses pour la paix avec, pour le coup, les possibles retrouvailles avec le bellicisme, relativement mis sous l'éteignoir jusque-là et franchement défait en Afghanistan, des États-Unis, peu enclins à trop s'impliquer dans un soutien durable à l'Ukraine car coûteux et faisant diversion au regard de cet enjeu, premier et essentiel pour eux, de l'Indo-Pacifique.

Pour conclure sur nos moutons noirs de la FSM, on épinglera leur volonté affichée dans ce texte d'exiger la fin de la guerre en Ukraine (avec en corollaire infâme, là aussi implicite, la cessation de toute aide militaire à celle-ci), véritable feinte rhétorique évitant de nous dire le comment de la chose, mais dont on comprend que cela ne passe pas par le soutien à la résistance du peuple de ce pays. Peuple qui ne mérite pas de recevoir en tant que tel la moindre mention explicite d'un tel appui dans ce texte. Et pour

cause - preuve par neuf de ce qu'est ce pacifisme de la FSM -, il se bat pour la défaite de la Russie poutinienne et son expulsion de son territoire! Alors la paix, selon la logique de ce genre pitoyable d'internationalistes serait, en l'état, dans le meilleur des cas, c'est dire, d'obtenir qu'un cessez le feu ouvre sur la reconnaissance par les Ukrainien·nes de l'annexion des zones occupées à l'Est, Crimée comprise, par la Russie. Autrement dit sur le passage de ces territoires, et des populations qui vont avec, sous domination néofasciste russe! Et tant pis pour ceux qui s'en sont échappé·es en sauve-qui-peut angoissé dans l'espoir d'y revenir un jour. Le tout dans l'oubli par lesdits pacifistes à courte vue que cette paix serait pour la Russie une victoire ouvrant sur d'autres guerres, dont ce qui s'est passé en Géorgie donne une idée, comme d'ailleurs la misérable prospective du ministre de la défense russe indiquant cyniquement que la prochaine cible pourrait être la Moldavie qui compte déjà sa région de la Transnistrie (accolée à l'Ukraine) occupée depuis des années par les pro-russes avec l'incontournable appui actif de la Russie.

Le présent, n'en doutons pas, bégaierait beaucoup de choses du passé si on continuait à laisser faire sans réagir les escrocs de l'internationalisme telles ceux de la FSM: Autriche/Ukraine d'abord, puis Tchécoslovaquie/Moldavie?, Pologne/Lettonie, Estonie, Lituanie, Pologne, Suède, Finlande?... Curieuse mécanique de la paix et de l'internationalisme...

Sarah et Dimitri: portraits de pacifistes honnêtes

MARIANA SANCHEZ ET PATRICK SILBERSTEIN¹

Sarah

Il n'est pas impensable que l'info publiée par le *Washington Post* ne soit qu'un bobard. En effet, selon le quotidien, les services russes agiraient en sous-main pour pousser les feux d'un mouvement pacifiste allemand hostile à la défense de l'Ukraine. Ils encourageraient pour ce faire la construction de passerelles entre les amis de Sarah Wagenknecht (ex-Die Linke, qu'elle aurait quitté pour créer *Aufstehen* [Debout]) et les fascistes de l'AfD.

Le nouveau mouvement de Sarah Wagenknecht assume d'ailleurs de parler directement aux électeurs de l'extrême droite avec un message distillé régulièrement: il y aurait un lien entre les problèmes sociaux rencontrés par les Allemands et l'ouverture «incontrôlée» des frontières.

Les guerres sont évidemment propices à l'intoxication et à la manipulation. Et, ne nous voilons pas la face, l'OTAN a effectivement tout intérêt à habiller ses adversaires en simples marionnettes de Poutine ou à leur faire revêtir le costume d'«idiots utiles». Le Kremlin, celui d'aujourd'hui comme celui d'hier, est également expert en la matière.

1. Membres du Comité français du RESU et des Brigades éditoriales de solidarité.

Alors bobard? Intox? L'histoire nous le dira. En attendant, il y a les faits et les dires. Rappelons, quand même, que Sarah Wagenknecht a été membre du SED, le parti unique au pouvoir dans l'Allemagne de l'Est stalino-prusienne²... Plus près de nous, nous connaissions déjà ses dires sur l'accueil des réfugiés en Allemagne. Et sur ce sujet, il n'est point besoin d'évoquer des manipulations russes.

À propos de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, que nous dit Sarah Wagenknecht? En mai 2022, sur *T.Online*, elle estimait que la guerre en Ukraine n'était qu'un «conflit géopolitique entre la Russie et les États-Unis» et que la Russie ne pouvait accepter que l'Ukraine fasse «partie de la zone d'influence américaine», puisque les États-Unis l'ont «intégrée de plus en plus dans les structures militaires de l'OTAN». Il est donc «tout à fait compréhensible» que la Russie ne veuille pas de bases de missiles occidentales en Ukraine.

Interrogée sur le retrait des troupes russes du territoire ukrainien, elle est restée muette. Muette? Pas tout à fait. Elle a tout de même déclaré qu'une telle option ne lui semblait pas «réaliste». Et alors que l'entretien a lieu après la découverte des charniers de Boutcha, elle affirme que les Ukrainiens ont saisi ce «prétexte» pour refuser de négocier.

Plus récemment, dans un «manifeste» qu'elle a diffusé le 10 février 2023 – et qui a été repris par les pacifistes du monde entier –, elle omet de signaler que l'Ukraine a été attaquée et envahie. Se souvenant que pour l'opinion pacifiste, il faut se soucier du sort des populations civiles, elle écrit « Si les combats continuent ainsi, l'Ukraine sera bientôt un pays

2. Elle semble avoir adhéré au SED six mois avant la chute du mur de Berlin, pour, dit-elle, «s'opposer aux opportunistes».



dépeuplé et détruit.» Décodage: «Ukrainien, cessez le combat, si vous voulez survivre».

Elle poursuit dans la même veine:

La population ukrainienne, brutalement envahie par la Russie, a besoin de notre solidarité. Mais qu'est-ce qui serait solidaire maintenant? Combien de temps encore faudra-t-il se battre et mourir sur le champ de bataille ukrainien?

Le manifeste en question pose la question de l'«objectif de cette guerre?» S'agit-il d'une paix juste et durable qui passe par le retrait des troupes russes du territoire de l'Ukraine? Non pas du tout, «Négociateur signifie faire des compromis, des deux côtés». Elle se garde bien d'indiquer quels compromis elle-même envisage. Ce qui est à l'ordre du jour, pour elle et ses amis, c'est en réalité autre chose: c'est l'arrêt des fournitures d'armes à l'Ukraine (celles-ci en effet sont destinées à «tirer sur des femmes et des hommes russes»). Prenant sans doute les pacifistes pour des benêts, elle ne dit pas un mot sur les livraisons des drones iraniens qui ravagent l'Ukraine. La protection du «peuple allemand» qui lui est si cher est sans doute à ce prix.



Bobard? En tout cas, interrogé par le *Washington Post*, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a nié toute implication dans les affaires internes de l'Allemagne: «Nous n'avons jamais interféré auparavant et nous n'avons vraiment pas le temps de le faire.» Dont acte! En ont-ils seulement besoin? Sarah Wagenknecht et les fascistes de l'AfD semblent faire le travail pro-russe de leur plein gré... Hier contre les immigrés, aujourd'hui contre l'aide à la résistance ukrainienne.

Dimitri

Dimitri Lascaris se présente comme un journaliste et avocat canadien. Nous ne connaissons pas l'existence du personnage avant de publier sa «confrontation» avec notre ami Taras Bilous que nous publions page 38. Inutile donc de paraphraser les offres de service qu'il fait au régime poutinien.

Un petit détour sur son site nous éclaire néanmoins sur le personnage.

Il nous apprend qu'il a séjourné en avril 2023 en Russie et en Crimée, qu'il y a rencontré des patriotes sympas, un peuple enjoué et fier de son dirigeant, des rues propres et des bâtiments entretenus, l'absence de sans-abri dans les rues (ce qui n'est pas le cas, précisez-t-il, au Canada)... Il évoque aussi un séjour en Syrie (mars 2023) où, là aussi, il a découvert un peuple qui aime son dirigeant et qui le montre en affichant d'énormes portraits de Bachar El-Assad sur les murs des villes...

Notre pacifiste libre et indépendant nous administre aussi quelques sentences bien pensées:

Bien que la répression de l'opposition soit un problème grave en Russie nous, Occidentaux, ne devrions pas ignorer la sophistication du peuple russe. Il se peut que de nombreux Russes pensent sincèrement qu'ils ont des raisons légitimes de soutenir leur président.

Alors? Idiot utile? Agent stipendié?

**BOÎTE
ALERTE**

La guerre dans le cinéma ukrainien : représentation de l'armée, place des femmes et critique sociale

ANNA TSYMBAL¹

Le cinéma ne s'empare pas des nouvelles questions d'actualité et ne les reflète pas aussi rapidement que, par exemple, les médias ou les arts du spectacle. Cependant, c'est le cinéma qui façonne la perception de ce qui est important pour la société. Il est clair que le sujet le plus pressant pour les Ukrainiens en ce moment est la guerre avec la Russie, et c'est pourquoi il domine le cinéma.



Dans cet article, j'aimerais mettre en lumière le thème de la guerre en général et ses aspects individuels dans trois films ukrainiens récents : *Mirnyi-21*, *Klondike* et *Sniper: le corbeau blanc*. Ces œuvres abordent les problèmes de l'expérience des femmes dans la guerre, de la vie sous l'occupation et de la coexistence de personnes de milieux sociaux différents au sein de l'armée ukrainienne. Il est donc important de suivre la manière dont ces questions sont abordées dans le cinéma ukrainien contemporain, car elles façonnent directement la perception

1. Étudiante dans le domaine des études culturelles à l'Académie Kyiv-Mohyla, fondatrice du NaUMA Reader's Club. Publié dans *Commons*, 14 avril 2023.

qu'a le public de certains aspects de la réalité pendant la guerre.

Mirnyi-21

Akhtem Seitablayev est l'un des réalisateurs contemporains les plus célèbres du cinéma populaire ukrainien. Ses précédents projets – *Cyborgs* et *Khaytarma* – sont des drames d'action de guerre avec des récits héroïques et patriotiques fortement exprimés. Le nouveau film d'Akhtem Seitablayev ne fait pas exception. Comme ses œuvres précédentes, *Mirnyi-21* a été réalisé avec le soutien financier de l'Agence nationale ukrainienne du cinéma.

Myrnyi-21 raconte l'histoire d'un groupe de gardes-frontières de Louhansk qui ont été contraints de riposter contre des activités russes en 2014. Les événements se déroulent immédiatement après l'annexion de la Crimée, lorsque des rassemblements soutenus par la Russie et des manifestations armées commencent dans l'Est de l'Ukraine. Les protagonistes sont les seuls soldats de Louhansk à ne pas s'être rangés du côté de la République populaire autoproclamée de Louhansk. Le réalisateur s'est inspiré de l'histoire d'un détachement de gardes-frontières basé dans le quartier de Myrnyi-21.

Cependant, la base documentaire n'a malheureusement pas rendu le film plus réaliste et représentatif. L'intrigue et les personnages semblent parfois trop plats et superficiels. Par exemple, presque tous les personnages – militaires et civils – sont des résidents de Louhansk et représentent donc la population de l'Est de l'Ukraine. Le réalisateur aurait pu dépeindre le contexte social et politique de l'invasion russe, en montrant toute la gamme des humeurs et des opinions de la population locale. Cependant, il n'a pas saisi cette opportunité et la représentation s'est avérée plutôt unilatérale.

Tout d'abord, dans le film *Mirnyi-21*, seuls les personnages positifs parlent ukrainien, tandis que le russe est parlé par les militaires et les saboteurs russes. Cela peut refléter notre vision de l'avenir, mais pas la situation dans la région de Louhansk en 2014. Il en va de même pour les points de vue des personnages : nous ne voyons que des héros clairement pro-ukrainiens, des activistes russes et une masse anonyme de figurants lors de rassemblements pro-russes. Le film aurait été beaucoup plus intéressant et réaliste si au moins un personnage avait abandonné sa position apolitique ou pro-russe après le début des hostilités.

L'absence de développement des personnages est également due au déroulement du film. La première partie du film est une sorte de thriller policier, au cours duquel les personnages principaux tentent de découvrir qui, parmi les dirigeants militaires et les services spéciaux, est digne de confiance. Le réalisateur aurait peut-être dû se concentrer sur le contexte social et décrire les tensions sociales et les changements d'humeur des Ukrainiens avant et au début de l'invasion.

La représentation des femmes dans *Mirnyi-21* mérite d'être abordée séparément. La quasi-totalité du temps d'écran est occupée par des personnages masculins. Il n'y a que quelques personnages féminins – le plus souvent, le spectateur rencontre la petite amie de l'un des personnages et la femme du commandant des gardes-frontières. Elles apparaissent dans le film pour compléter et faire avancer l'histoire des hommes. Les personnages n'ont pas de problèmes propres : la jeune fille ne se préoccupe que de son petit ami, et la femme du colonel se préoccupe de son mari et de son enfant. Elles semblent être en dehors du contexte social, et nous ne voyons pas l'expérience des femmes dans la guerre. Le troisième personnage est une infirmière d'une unité de

gardes-frontières qui travaille tout le temps (nous n'apprenons rien d'autre à son sujet). Il est dommage que cette infirmière soit la seule femme soldat du film. Ainsi, la représentation des femmes dans les forces armées se limite au rôle traditionnel de l'infirmière, et aucune autre femme soldat n'apparaît, même parmi les figurants sans nom.

Le groupe de gardes-frontières est un bon exemple de la dynamique d'interaction entre des personnes de milieux sociaux différents. L'un des personnages principaux, qui occupe la majeure partie du temps à l'écran, est le fils d'un oligarque qui est entré dans la police grâce aux relations de son père. Il représente la classe supérieure et le public observe les problèmes auxquels ce personnage est confronté dans les limites de sa position. L'origine sociale des autres personnages n'est pas révélée. Ainsi, malgré la présence de personnages issus de différents milieux sociaux, *Mirnyi-21* n'offre pas une représentation complète de la société ukrainienne avec ses classes inférieures et moyennes.

Klondike

Ce film a été coproduit par l'Agence nationale ukrainienne du film et le ministère turc de la culture. La réalisatrice Maryna Er Gorbach travaille en Turquie depuis dix ans, mais retourne de temps en temps en Ukraine. Son film précédent était la première coproduction entre l'Ukraine et la Turquie. Avant même d'être projeté dans les salles de cinéma ukrainiennes, *Klondike* a reçu une reconnaissance internationale sous la forme de prix décernés lors de deux prestigieux festivals du film : le festival américain Sundance et la Berlinale allemande.

Le film de Maryna Er Gorbach est à bien des égards à l'opposé de *Mirnyi-21*. Il se déroule dans le village de Hrabove, sous occupation russe depuis



2014. *Klondike* est un film de huis clos, avec seulement trois personnages : une femme enceinte, Irka, son mari, Tolik, et son frère, Yarik. Il y a également quelques apparitions comme l'ami de Tolik, Sacha, et les militaires russes.

Comme la réalisatrice l'a indiqué dans l'une de ses interviews, Irka est le centre principal du film, le personnage le plus fort. Le film commence et se termine avec elle, et c'est elle qui occupe le plus de temps à l'écran. Même les problèmes des deux personnages masculins sont construits autour d'elle et de celui de son enfant à naître. Les émotions et les expériences d'Irka déterminent la tension interne de l'intrigue. On peut donc dire que ce film se concentre sur l'expérience féminine de l'occupation.

Au début du film, Irka et Tolik n'ont pas de position politique et civique clairement définie, mais Tolik est plus enclin aux opinions pro-russes. Pour cette raison, il est constamment en conflit avec Yarik, qui a une position fortement pro-ukrainienne et considère Tolik comme un lâche et un séparatiste. Irka tente de rester neutre, ignorant les reproches de son frère et soutenant alternativement les deux hommes. Vers la fin du film, Tolik est désillusionné par les actions des autorités d'occupation russes, mais cela ne le sauve pas : le héros meurt sous les balles d'un soldat russe. Le seul personnage du film qui parle ukrainien est Yaryk. Irka et Tolik parlent le surjik², et Sachka, qui coopère avec les autorités d'occupation, parle le russe. Le conflit entre ces personnages reflète en partie les différentes positions des habitants de l'Est de l'Ukraine au début de l'invasion, mais nous ne voyons pas tous les aspects d'un conflit social plus large. Dans ce cas, on ne peut pas parler d'une représentation sociale à part entière, notamment parce



2. NdT : langue mixte de russe et d'ukrainien.

que tous les personnages sont des représentants de la même classe.

Irka et Tolik sont une représentation réaliste des villageois ukrainiens contemporains. Dans la première partie du film, nous voyons qu'ils vivent assez pauvrement. Ces personnages sont économiquement liés à leur terre et à leur ferme. Même après le début de l'occupation, ils continuent à s'occuper de leur bétail et de leur potager, et c'est pour cette raison qu'ils ne veulent pas être évacués.

Le corbeau blanc

Le corbeau blanc est le premier long métrage de Marian Buchan. On sait peu de choses sur le réalisateur lui-même. Tout ce que l'on peut dire, c'est que son premier long métrage était un documentaire peu connu intitulé *The Lucescu Phenomenon*, qui n'est pas sorti en Ukraine. *Le corbeau blanc* est allé beaucoup plus loin et est devenu l'un des premiers films ukrainiens les plus réussis de ces derniers mois, après avoir été projeté dans les États baltes et aux États-Unis. Ce film a également été réalisé avec le soutien de l'Agence nationale ukrainienne du cinéma.

Le film de Marian Buchan raconte l'histoire du début de la guerre au Donbass en 2014 et est un portrait de l'intelligentsia ukrainienne qui a rejoint l'armée pendant la guerre. Au début du film, le protagoniste Mykola vit comme un hippie. Malgré ses deux diplômes, il vit dans une maison de fortune avec sa femme et enseigne dans une école à Horlivka. Il se considère comme un pacifiste et s'isole de la réalité et des nouvelles. Cependant, après le début de l'invasion russe, Mykola change radicalement d'avis et s'engage dans l'armée ukrainienne. Ce film, comme *Mirnyi-21*, a une base documentaire : il est basé sur l'histoire vraie d'un tireur d'élite ukrainien portant le pseudonyme de «Voron».

L'histoire a une structure en trois actes assez simple et le protagoniste, comme nous l'avons déjà mentionné, est présenté sans réels contours. Étant donné que le film est destiné à un public de masse, il aurait pu facilement devenir un autre exemple d'une représentation trop simpliste et héroïque de l'armée et de la guerre. Or, il n'en est rien : une grande partie du temps d'écran est consacrée à la vie militaire, qui semble « ancrer » les personnages, et ces derniers commettent des erreurs et montrent des faiblesses tout au long du film. Toutes les subtilités du travail du tireur d'élite, que le spectateur apprend en même temps que le protagoniste, ajoutent au réalisme. Le réalisateur a suivi une courte formation de tireur d'élite spécialement pour cette partie du film. Il s'agit d'un film « tranquille » sur la guerre, avec seulement quelques scènes d'action.

Le corbeau blanc, principalement en raison de la spécialisation du protagoniste, présente une image plus calme et plus réfléchie de la guerre que *Mirnyi-21*. La majeure partie du film est consacrée non pas à des moments spontanés d'héroïsme, mais à la planification des opérations, à une stratégie bien pensée et à l'exécution des ordres. Contrairement à *Mirnyi*, *Le corbeau blanc* travaille à la « visibilité » des femmes dans les forces armées. Il y a des personnages féminins que Mykola ne rencontre qu'en passant dans le camp d'entraînement, et surtout la tireuse d'élite Beth, que le protagoniste voit souvent. Ainsi, le spectateur est convaincu que les femmes constituaient une part importante des forces armées avant même le déclenchement d'une guerre à grande échelle.

Malgré ces avantages, *Le corbeau blanc* n'est toujours pas socialement représentatif. Le premier acte est entièrement centré sur l'histoire personnelle de Mykola, et il n'y a pas de représentation de l'ambiance sociale dans l'Est de l'Ukraine, même

superficiellement. Aucun personnage ne reflète les opinions et les positions opposées des habitants de Horlivka. Le film évite également tout le contexte politique et culturel de l'invasion. En général, sur la toile de fond de Mykola, tous les autres personnages sont plutôt des figurants, sans problème, ni développements propres. Il n'y a toujours pas de représentation des éventuels conflits et problèmes au sein de l'armée, ni de l'interaction entre des personnes d'origines sociales et de croyances différentes. Mykola lui-même n'entre jamais en conflit avec les soldats et suit presque toujours les ordres de ses supérieurs, de sorte que nous n'assistons pas à une confrontation de points de vue et d'expériences différents tout au long du film. Cela signifie que le contexte social semble se perdre dans l'arrière-plan de l'histoire du protagoniste, qui devient la principale et unique représentation de la guerre.

Ainsi, aucun des trois films ne remplit pleinement sa mission de représentation sociale. J'aimerais voir plus de films ukrainiens que possible qui révèlent pleinement la situation sociopolitique dans l'Est de l'Ukraine avant l'invasion à grande échelle, à travers les histoires individuelles des personnages. J'espère que le cinéma offrira une représentation plus réaliste et plus complète de l'armée ukrainienne, plutôt que celle, trop générale et héroïque, que nous voyons dans *Myrnyi-21* et, dans une moindre mesure, dans *Le corbeau blanc*.



Valeria Troubina, *Eaux troubles*, aquarelle, gouache, crayon sur papier,
56 x 34 cm, Ukraine, janvier 2023, *The Crown Letter*.

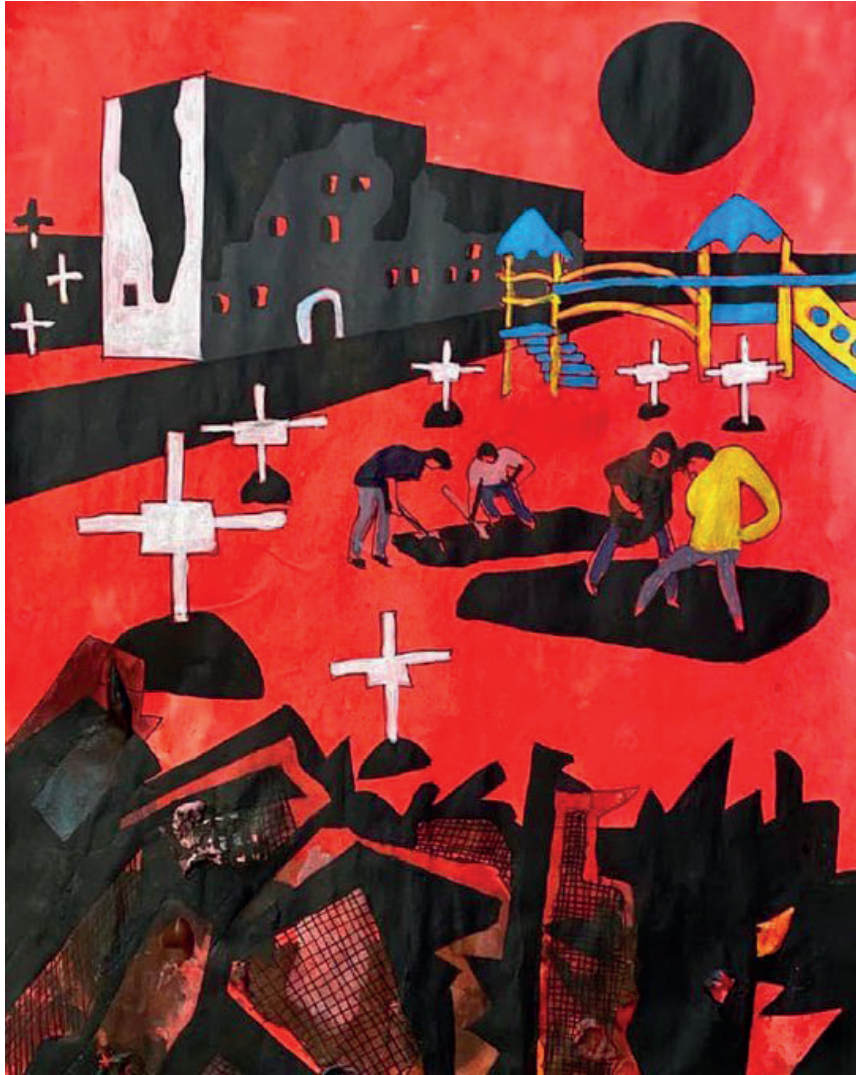


Baguenaudage dans l'art ukrainien d'hier et d'aujourd'hui

Oksana Semenik, historienne de l'art (<https://twitter.com/ukr@arthistory>), s'est attachée à «décoloniser les musées américains et européens» et à faire connaître les artistes ukrainiens. Son site mérite le détour. Nous avons choisi de nous arrêter devant quelques-unes de ces œuvres.



Iakiv Hnizdovsky (1915-1985), *Chat endormi*.



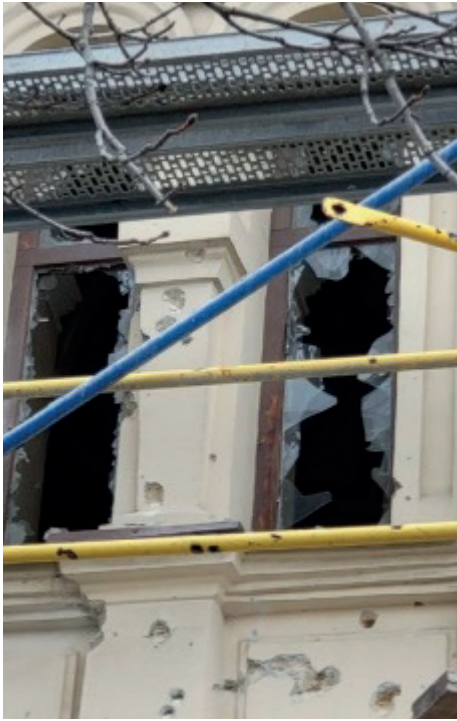
Anton Logov, *Boutcha*.



Anton Logov, *Boutcha*.



Mamut Churlu (peintre tatar ukrainien, né en 1946 en déportation).



Le musée de Kherson.



Le musée de Koupiansk (Karkhiv).

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

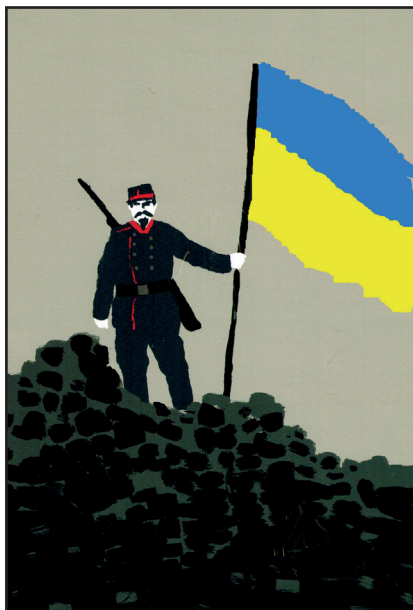
Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».